

BILAN DE L'ACTIVITE DU FGAS POUR LA **GENERATION 2012**

1	SYNTHESE DES OPERATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA	
	GENERATION 2012.....	3
1.1	CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS	4
1.2	CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTEURS.....	8
1.3	ANALYSE PAR ETABLISSEMENTS DE CREDIT	13
2	BILAN STATISTIQUE DES PRETS GARANTIS EN METROPOLE POUR LA	
	GENERATION 2012.....	17
2.1	LES PAS DE LA GENERATION 2012	17
2.2	LES PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2012.....	42
2.3	LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2012.....	54
3	BILAN STATISTIQUE DES PRETS GARANTIS DANS LES DEPARTEMENTS	
	D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2012.....	56
3.1	PAS DOM DE LA GENERATION 2013	56
3.2	PTZ DOM GARANTIS DE LA GENERATION 2012	57
3.3	ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM	58
4	ANNEXES	59

Avertissement :

La génération 2012 de PAS et de PTZ garantis, relève, comme les générations 2007 et suivantes, du dispositif du « Nouveau FGAS », c'est-à-dire du régime de garantie postérieur à la liquidation, à la fin de l'année 2005, des actifs du Fonds de garantie constitués depuis 1993. La génération 2006 a été rattachée à l'ancien FGAS, moyennant une modification de son périmètre, (prêt émis OU mis en force en 2006), ce qui a une répercussion allant en s'atténuant sur le périmètre des générations suivantes. A compter de la génération 2007, les générations sont composées des prêts garantis émis dans le cadre du NFGAS, **mis en force** au cours de l'année de génération.

Le présent bilan s'attache à la notion de génération au sens conventionnel, ne serait-ce que parce que seule vaut la définition conventionnelle au regard des conditions de prise en garantie des prêts par le FGAS. Pour les générations 2007 à 2012, qui sont les générations du dispositif dit du Nouveau FGAS, l'Etat et les Etablissements de Crédit partagent à parts égales le coût des sinistres éventuels (hormis les cas de sinistralité située dans la zone de malus), contrairement aux générations précédentes, pour lesquelles l'Etat assume désormais seul le coût des sinistres (excepté la sinistralité en zone de malus).

Comme l'année dernière, le présent bilan ne fera pas d'analyse comparative entre les mises en force des différentes années. En effet, la différence d'effectifs entre la génération 2012 et les mises en force de 2012 est minime par rapport aux années précédentes: les constatations faites relativement aux mises en force de 2012 sont donc identiques à celles de la génération 2012.

1 SYNTHESE DES OPERATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2012

62 484 opérations¹ financées à l'aide de 88 861 prêts garantis pour la génération 2012.

Le nombre d'opérations financées avec un prêt garanti de la génération 2012 est de près de 62 500, pour 64 400 en 2011². Depuis 1993, le total cumulé avoisine 1 162 000 opérations, soit plus de 1 808 400 prêts garantis pour un montant prêté total de 91 milliards d'euros.

Nombre d'opérations garanties	Ensemble	Avec prêt à 0% garanti sans Eco-prêt garanti	Avec prêt à 0% garanti et Eco-prêt garanti	Sans prêt à 0% garanti ni Eco-prêt garanti	Sans prêt à 0% garanti avec Eco-prêt garanti
Avec PAS	61 612	26 129	5	35 440	38
Sans PAS	872	390			482
Ensemble	62 484	26 519	5	35 440	520

La part des opérations avec PAS et sans PTZ³ garantis (PTZG) est maintenant dominante. Elle atteint 57% en 2012 alors qu'elle n'était que de 31% en 2011. Les opérations financées par un

¹ Estimations : le système d'information du FGAS ne permettant pas de relier entre elles toutes les déclarations de PAS, de PTZG et d'éco-prêts garantis, les données relatives à une même opération financée par deux ou trois prêts garantis (un PAS et/ou PTZG et/ou un éco-prêt garanti) sont reconstituées en exploitant les bases des prêts à 0% déclarés garantis avec un PAS comme prêt principal, avec un redressement sur le nombre de prêts à 0% réellement garantis au FGAS. Par ailleurs, certains établissements font deux voir quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de conséquence la production des établissements concernés. Cela est neutre en revanche pour les parts de marché, calculées sur les montants de prêts.

² Le bilan statistique 2012 étant rédigé à partir de la base de données actualisée en février 2013, les résultats affichés pour les années précédentes peuvent différer légèrement de ceux qui ont été publiés en juillet 2012 dans le cadre du Bilan statistique du FGAS en 2011, du fait même de cette actualisation.

PAS et un PTZ garanti représentent 42% des opérations en 2012 (65% en 2011). Les opérations sans PAS restent marginales.

1.1 CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS

En 2012, la durée moyenne des PAS est de 23 ans et 8 mois, soit 3 mois de plus qu'en 2011.

Le taux nominal moyen des PAS à taux fixe est de 4.19% contre 4.20% en 2011.

❖ Logement neuf

Pour la génération 2012, les logements neufs représentent 43% des opérations garanties par le FGAS (48% dans la génération précédente).

Ce secteur comptabilise, pour la génération 2012, 26 663 opérations financées à 66% par un PTZ garanti associé à un PAS (+5 points par rapport à la génération 2011).

³ Dans ce bilan de la génération 2012, le vocable « **prêts à 0%** » ou son abréviation « **PTZ** » désignera dans la suite du commentaire **les Nouveaux Prêts à 0%** (extension du PTZ à l'ancien sans quotité minimale de travaux à compter du 1^{er} février 2005) ou les **PTZ+** (à compter du 1^{er} janvier 2011). Il arrive qu'ils soient également qualifiés de PTZG pour marquer qu'ils sont garantis par le FGAS.

Opérations neuves garanties	Nombre	Montant moyen opération (€)
PAS avec Prêt à 0%	20 247	168 400
Prêt à 0% sans PAS	291	182 800
PAS sans Prêt à 0%	6 125	169 700
Ensemble	26 663	168 900
Rappel : ensemble des prêts à 0% au sens conventionnel de la génération 2012 dans le neuf	79 685	184 600

Le montant moyen de l'opération dans le neuf est de 168 900 € (+2.4% par rapport à la génération 2011).

❖ **Logement dans l'ancien**

➤ **Acquisition avec amélioration**⁴

L'acquisition avec amélioration représente 9 646 opérations, soit 16% de l'ensemble. Ces opérations se répartissent de manière différente à la génération 2011 : 11% pour un financement PTZG+PAS (-34 points), 87% pour un PAS seul (+33 points) et 0.2% pour un PTZG seul (-0.9 points).

⁴ La répartition des effectifs entre acquisition-amélioration et acquisition seule étant entachée d'erreurs commises par certains établissements de crédit dans leurs déclarations de prêts garantis, les effectifs de ces deux catégories ont été redressés au vu des déclarations dans le système d'information spécifique du PTZ.

Opérations d'acquisition-amélioration garanties	Nombre	Montant moyen opération (€)
PAS avec Prêt à 0%	1 075	119 400
Prêt à 0% sans PAS	20	129 400
PAS sans Prêt à 0%	8 551	138 000
Ensemble	9 646	135 900
Rappel : ensemble des prêts à 0% au sens conventionnel de la génération 2012 dans l'acquisition-amélioration	8 770	134 200

Le coût moyen de l'opération en acquisition-amélioration diminue à 135 900 € en 2012 (-0.90% par rapport à la génération 2011). L'écart entre le neuf et l'acquisition-amélioration reste toujours assez important : le montant de l'opération dans le premier étant désormais supérieur de 33 000 € à celui dans le second (27 800 € pour la génération 2011).

➤ **Acquisition seule**

Pour la génération 2012, les acquisitions seules ont représenté 24 052 opérations, soit 39% de l'ensemble des opérations garanties (en hausse de 5 points par rapport à la génération 2011), dont 20% sont financées par un PAS et un PTZG, 80% par un PAS seul et aucun par un PTZG seul (pour la génération précédente : 72%, 24% et 4%).

Acquisition seule	Nombre	Montant moyen opération (€)
PAS avec Prêt à 0%	4 813	143 100
Prêt à 0% sans PAS	78	148 600
PAS sans Prêt à 0%	19 161	142 500
Ensemble	24 052	142 600
Rappel : ensemble des prêts à 0% au sens conventionnel de la génération 2012 dans l'acquisition seule	37 406	171 100

Le montant moyen d'opération pour une acquisition seule diminue à 142 600 € contre 146 400 € en 2011.

➤ **Amélioration seule**

Les opérations d'amélioration seule représentent un peu plus de 3% des opérations garanties pour un montant moyen d'opération de 96 500 €

1.2 CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTEURS

L'étude du **revenu** mensuel⁵ moyen de l'année N par type d'opération pour les emprunteurs bénéficiant à la fois d'un PAS et d'un PTZ garanti fait ressortir les statistiques suivantes :

Revenu mensuel moyen des emprunteurs bénéficiant de prêts garantis (PAS+PTZG) (€)	Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
2011	2 260 €	2 060 €	2 100 €	2 180 €
2012	2 490 €	2 140 €	2 180 €	2 420 €
Rappel : ensemble PTZ au sens de la génération 2012	2 920 €	2 720 €	2 960 €	2 920 €

Pour les opérations financées en PAS+PTZG, le revenu mensuel moyen augmente d'une génération à l'autre de 11%. Dans l'ancien, il augmente de 3.8% dans l'acquisition seule et de 3.9% dans l'acquisition avec amélioration. Dans le neuf il augmente de 10.2%. Le revenu mensuel moyen des ménages contractant un PAS et un PTZ garanti est inférieur à celui de tous les ménages accédant à la propriété à l'aide d'un prêt à 0%, quel que soit le type d'opération (en moyenne, 500 € de moins).

Le calcul du revenu moyen mensuel par unité de consommation (u.c.) selon l'échelle d'Oxford⁶ permet de comparer les emprunteurs d'un PAS et d'un PTZG avec les emprunteurs d'un PTZ quelle que soit leur composition familiale. Le nombre de personnes par ménage des emprunteurs d'un PAS et d'un PTZG est de 2.9 dans le neuf, de 2.8 et 2.5 dans l'acquisition-amélioration et l'acquisition seule. Le revenu par u.c. des ménages ayant des prêts garantis est le plus élevé dans le neuf (1 175 €) et plus faible dans l'acquisition avec amélioration (1 072 €). Dans l'ensemble, il est de 351 € en dessous de celui de l'ensemble des ménages bénéficiant d'un PTZ.

⁵ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 16% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, et compte tenu des valeurs mal renseignées, où les montants de revenu sont déclarés comme le revenu mensuel au lieu du revenu annuel.

⁶ L'échelle d'Oxford accorde un poids de 1 à la personne de référence, de 0.7 aux autres personnes de 14 ans ou plus et de 0.5 aux enfants de moins de 14 ans.

Revenu mensuel moyen par unité de consommation des emprunteurs bénéficiant de prêts garantis (PAS+PTZG) (€)	Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
2011	1 038 €	1 000 €	1 084 €	1 050 €
2012	1 175 €	1 072 €	1 166 €	1 168 €
Rappel : ensemble PTZ au sens de la génération 2012	1 463 €	1 456 €	1 662 €	1 518 €

Dans le secteur du neuf, la hausse du montant moyen d'opération (+2.4%) plus faible que celle du revenu (+8.4%) améliore légèrement le poids financier de ces opérations exprimé en nombre d'années de revenus pour les ménages, et ceci quelle que soit la combinaison de prêts concourant au financement de l'opération garantie : désormais l'opération garantie par le FGAS dans le neuf équivaut en moyenne à 5 ans et 9 mois de revenu net, soit 4 mois de moins qu'en 2011 (ratio plus élevé pour les PAS seuls à 6 ans et 1 mois).

Equivalent en années de revenu net du coût de l'opération pour un logement neuf

Opérations neuves garanties	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PAS avec Prêt à 0%	4.4	4.5	4.5	4.7	4.9	5.2	5.2	5.4	5.6	5.5	5.9	6.1	5.6
PAS sans Prêt à 0%	4.6	4.9	5.1	5.2	5.5	5.8	6.1	6.2	6.4	6.0	6.1	6.1	6.1
Prêt à 0% sans PAS	4.4	4.7	4.4	4.4	4.7	5.0	5.1	5.3	5.2	5.1	5.7	6.0	5.5
Ensemble	4.4	4.6	4.6	4.8	5.1	5.3	5.5	5.6	5.8	5.6	5.9	6.1	5.7
Rappel : ensemble des prêts à 0% dans le neuf par génération au sens du (N)FGAS	4.1	4.2	4.3	4.5	4.6	4.8	5.0	5.0	5.1	5.2	5.4	5.3	5.3

Dans l'acquisition avec amélioration, le revenu mensuel moyen est en hausse (+5.0% par rapport à la génération 2011). Par ailleurs, il est inférieur à celui relatif à l'ensemble des PTZ (2 190 € contre 2 720 €, soit 19% de moins).

Le ratio du coût moyen de l'opération sur le revenu moyen continue sa baisse après une hausse observée pour la génération 2010. Il s'établit à 5 années et 2 mois en moyenne. Cette baisse du ratio est liée à la hausse du revenu moyen (+5.8 %) comparée à la hausse moins forte du montant moyen d'opération (+0.9%). Cette tendance se confirme pour toutes les combinaisons du financement.

Equivalent en années de revenu net du coût de l'opération (acquisition avec amélioration) garantie.

Opérations d'acquisition-amélioration garanties	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PAS avec Prêt à 0%	3.9	3.9	4.0	4.3	4.6	4.9	5.1	5.3	5.4	5.1	5.2	4.8	4.7
PAS sans Prêt à 0%	2.9	3.4	4.1	4.2	4.5	5.2	5.8	6.1	6.0	5.8	6.4	6.1	5.2
Prêt à 0% sans PAS	3.6	3.9	3.7	3.7	4.5	4.3	4.6	5.0	4.5	4.9	5.1	4.3	4.7
Ensemble	3.7	3.8	4.0	4.2	4.5	4.9	5.3	5.7	5.6	5.3	5.7	5.5	5.2
Rappel : ensemble des prêts à 0% en acquisition amélioration par génération au sens du (N)FGAS	3.3	3.3	3.4	3.6	3.7	4.2	4.4	4.5	4.4	4.4	4.5	4.2	4.1

Le revenu mensuel moyen des ménages de la génération 2012 augmente de 1.3% (2 400 €) par rapport à 2011 dans l'acquisition seule.

Le ratio du coût moyen de l'opération sur le revenu moyen diminue, passant de 5 années et 11 mois de revenus en 2011 à 4 années et 12 mois en 2012. Les prix moyens d'opération dans l'ancien sans travaux ont baissé de 2.6% tandis que les revenus moyens ont augmenté de 1.3% entre 2011 et 2012.

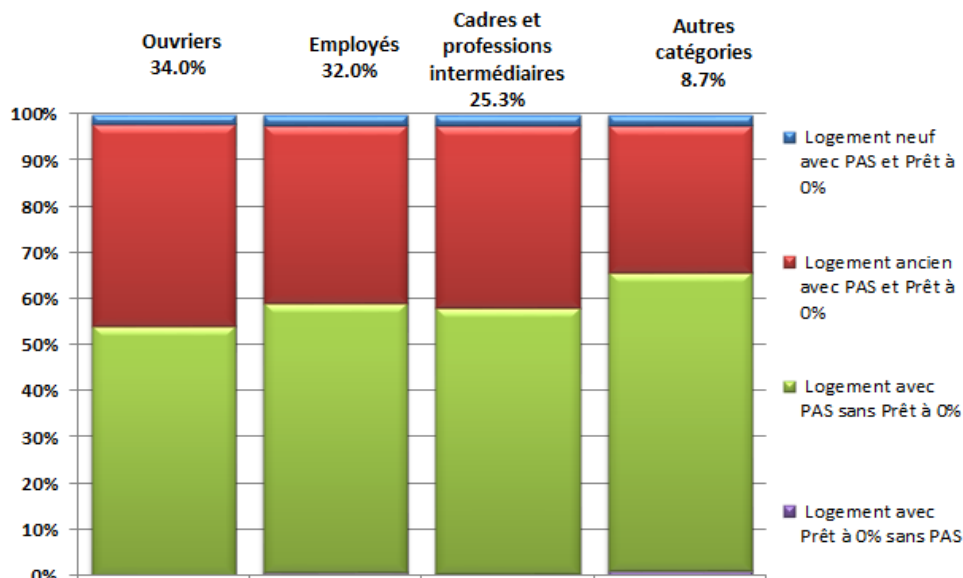
Equivalent en années de revenu net du coût de l'opération (acquisition seule) garantie

Opérations d'acquisition seule garanties	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PAS avec Prêt à 0%						5.2	5.7	5.8	5.7	5.5	5.6	5.6	5.5
PAS sans Prêt à 0%	4.3	4.7	4.6	4.8	5.3	6.4	7.2	7.5	7.2	6.4	6.7	6.6	4.8
Prêt à 0% sans PAS						4.8	5.3	5.5	5.1	4.8	5.2	5.8	6.3
Ensemble						5.6	6.1	6.1	5.9	5.6	5.8	5.9	4.9
Rappel : ensemble PTZ en acquisition seule par génération au sens du (N)FGAS						4.8	4.9	5.0	4.9	4.8	5.1	4.9	4.8

Il n'y a pratiquement pas de changements par rapport à la génération précédente dans **la répartition par CSP des emprunteurs**. Les ouvriers représentent 34% de l'ensemble des emprunteurs tandis que les professions intermédiaires remontent à 19.6%. La part des employés reste à 32%. Les cadres et professions intermédiaires représentent un quart de l'ensemble.

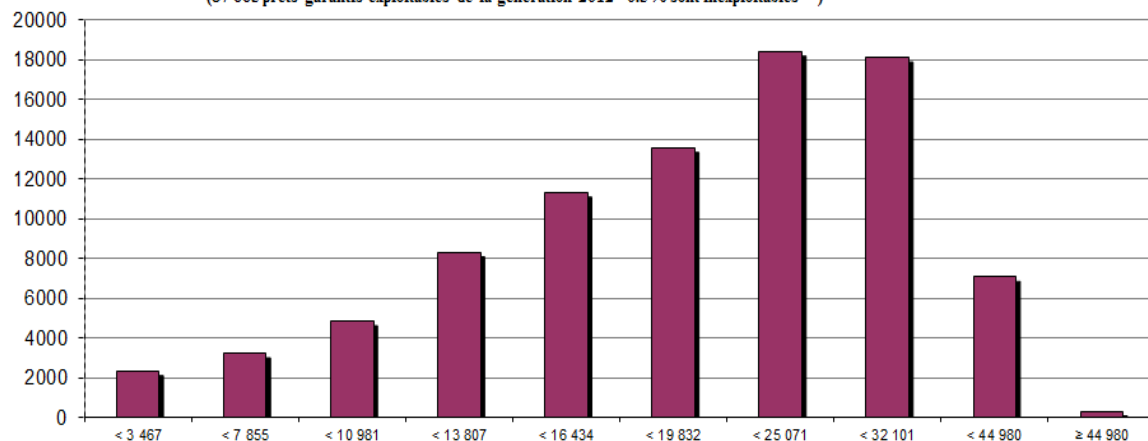
Les opérations financées par un PAS sans PTZ garanti sont majoritaires, quelle que soit la CSP de l'emprunteur (58% pour l'ensemble des cadres et professions intermédiaires, 58% pour les employés, et 54% pour les ouvriers).

Répartition des opérations garanties par catégorie socioprofessionnelle et type de financement de l'opération



La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des prêts garantis (hors éco-prêts) dont le RFR est exploitable est inégale. Un tiers des prêts sont accordés aux cinq premiers déciles de revenus. Les emprunteurs ayant un RFR compris entre 16 435 € et 32 101 € (correspondant aux déciles 6 à 8) représentent 70.1% des emprunteurs contre 56.1% en 2011.

Nombre de prêts garantis (PAS, PTZ) en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux
(87 665 prêts garantis exploitables de la génération 2012 - 0.5% sont inexploitable -)



1.3 ANALYSE PAR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

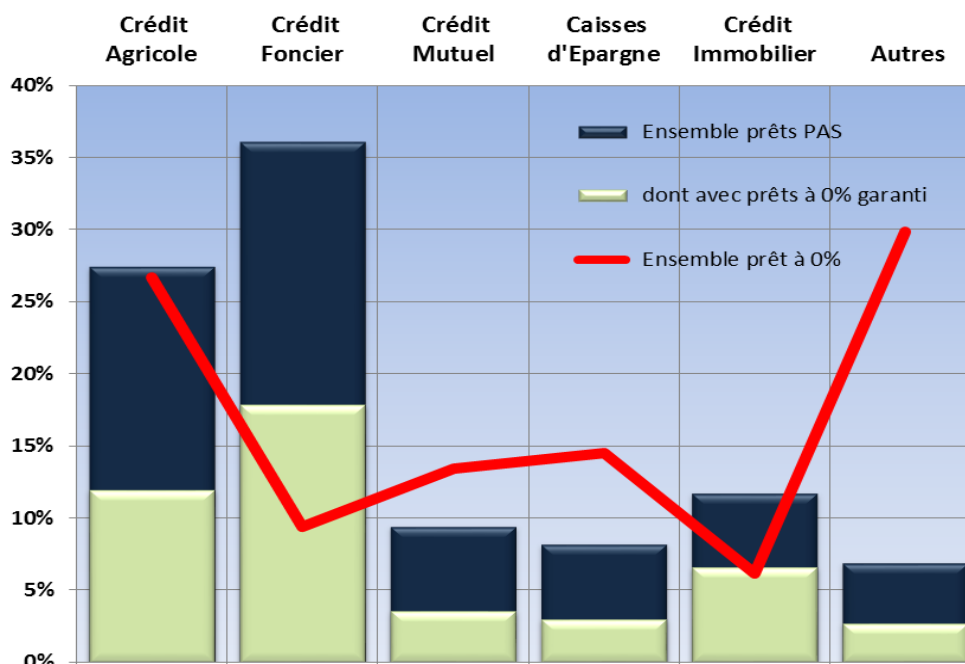
Préliminaire

L'analyse qui suit compare les **effectifs**⁷ des opérations financées par les différents réseaux. Le lecteur est invité à compléter cette analyse par la lecture des pages 20 et 44 du rapport, respectivement consacrées aux PAS et aux PTZG, qui sont plus traditionnellement faites en parts de marché établies sur les **montants** de prêts. Les différences entre les résultats obtenus à partir des différents types d'analyse proviennent de ce que les montants moyens de prêts distribués par les Etablissements spécialisés sont plus élevés que ceux des autres établissements de crédits.

Le Crédit Foncier est le principal réseau distributeur avec 37.2% des opérations garanties, devant le Crédit Agricole avec 27.1% des opérations garanties. Le Crédit Mutuel perd 1.5 points (9.3%). La Caisse d'Epargne reste stable à 8.1%. Le Crédit Immobilier de France augmente sa part de 1.8 points bien qu'il ne soit plus en mesure de distribuer des prêts garantis depuis août 2012. Il doit sa croissance à une conséquente distribution de prêt au 1^{er} semestre 2012. Quant à la catégorie des autres établissements de crédit, elle perd 1.3 points par rapport à 2011, passant de 8.1% à 6.8%.

⁷ Il est possible de constater une divergence des parts de marché du Crédit Agricole en terme d'effectifs, de celles trouvées dans l'annexe du bilan, du fait de la surestimation du nombre de prêts due à l'enregistrement des prêts PAS à taux révisable avec une partie fixe ou lissé. La comparaison avec les années précédentes ne peut se faire car le calcul des parts de marché pour le Crédit Agricole tient compte de cette anomalie, ainsi les chiffres obtenus pour le bilan ont été redressés pour la génération 2012. Quant à la comparaison en terme de montants prêts, elle reste valable.

Répartition par réseau du nombre d'opérations garanties et de l'ensemble des PTZ (garantis ou non) selon le financement de l'opération.



Les opérations avec des PTZ garantis seuls (sans PAS) sont exclues car leur nombre très réduit n'influe pas les constats illustrés par ce graphique et décrits ci-après.

Le Crédit Foncier et le Crédit Agricole sont les plus gros distributeurs de PAS. Cependant, en ce qui concerne l'ensemble des prêts à 0%, le Crédit Agricole en distribue plus (27% de l'ensemble) que le Crédit Foncier (11%). Les réseaux de crédit regroupés au sein de la catégorie « Autres », c'est-à-dire le Crédit Lyonnais, le groupe CIC, les Banques Populaires, la Société Générale, le Crédit du Nord, BNP Paribas, BNP Paribas Personal Finance, et la Banque Postale distribuent 27% des PTZ, mais beaucoup moins de prêts PAS (7%).

Pour mesurer l'évolution dans le temps et par réseau du poids relatif des opérations garanties par le FGAS (à savoir PAS ou prêt à 0% garanti), ces opérations ont été rapportées (en nombre) à l'ensemble des opérations financées par des prêts réglementés et enregistrées à la SGFGAS (donc y compris les prêts à 0% non garantis par le FGAS). En calculant cet indicateur pour chaque réseau depuis 1996 le classement suivant est obtenu :

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Crédit Foncier	80%	66%	64%	66%	47%	55%	62%	62%	54%	37%	40%	30%	29%	40%	47%	65%	86%
Crédit Immobilier	75%	73%	74%	73%	61%	57%	43%	38%	29%	21%	23%	16%	16%	33%	44%	37%	61%
Crédit Agricole	52%	55%	58%	57%	57%	49%	58%	59%	57%	35%	28%	22%	22%	30%	29%	24%	37%
Ensemble	50%	50%	52%	53%	48%	46%	52%	52%	48%	26%	22%	16%	17%	26%	24%	19%	37%
Crédit Mutuel	47%	47%	49%	49%	46%	45%	53%	53%	46%	22%	18%	15%	15%	26%	21%	16%	28%
Caisses d'Epargne	40%	42%	43%	46%	44%	40%	47%	45%	37%	16%	13%	9%	9%	12%	13%	10%	21%
Autres	20%	23%	29%	36%	30%	32%	42%	47%	45%	22%	14%	10%	11%	18%	10%	5%	11%

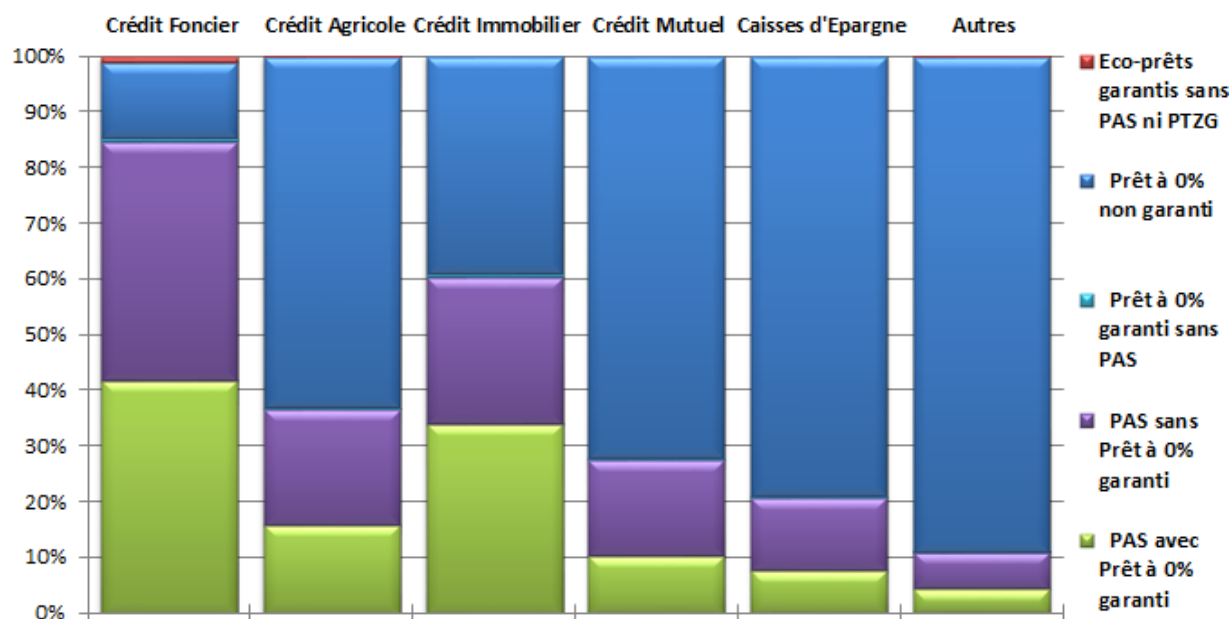
L'évolution au cours des douze dernières années peut se décomposer en quelques sous-périodes:

- 1996-1999 : le poids relatif des opérations garanties augmente sous l'effet d'entraînement du Prêt à 0%, créé à la fin de 1995 ;
- 2000-2001 : ce poids s'effrite jusqu'au relèvement des plafonds de ressources des PC-PAS (nov. 2001) ;
- 2002-2004 : le pourcentage se redresse brièvement, sous l'effet de la mesure précitée puis baisse à nouveau dès 2004 ;
- 2005-2006 : la chute de près de moitié est liée au doublement des effectifs du NPTZ du fait de l'ouverture de ce prêt à l'ancien sans travaux, sachant que les NPTZ sont très majoritairement non garantis ;
- 2007-2008 : nouvelle contraction à 16% en 2007 (-6 points par rapport à 2006) qui s'est interrompue en 2008 par une légère remontée de 1 point : 17%. La baisse importante en 2007 traduit un effet d'éviction des ménages parmi les plus modestes qui cherchent à acquérir un logement. En effet, le durcissement des conditions de l'offre de crédit immobilier par les établissements de crédit depuis la crise de l'été 2007 pénalise les accédants aux revenus les plus faibles (donc ceux sous plafonds PAS avant ceux sous plafonds PTZ).
- 2009-2010 : le pourcentage se redresse fortement (+9 points) retrouvant le niveau de 2005. Le relèvement des plafonds de ressources en novembre 2008, ainsi que le doublement du PTZ dans le neuf au 15 janvier 2009 provoquent une augmentation du nombre de prêts garantis.
- 2011 : forte diminution due à l'ouverture à tous les primo accédants du PTZ+
- 2012 : effet inverse du fait que le PTZ+ retrouve des plafonds de ressources et que son barème favorise la performance énergétique dans le neuf

Le Crédit Foncier et le Crédit Immobilier restent parmi les établissements qui ont le plus recouru à la garantie FGAS avec une part garantie de respectivement 86% et 61%, vient ensuite le Crédit Agricole avec une part garantie de 37%. Pour tous les autres groupes bancaires, la part des prêts garantis dans leur production de prêts réglementés est au-dessous de la moyenne (37%).

Le graphique suivant montre que le PTZ non garanti est essentiellement privilégié par les établissements de crédit en 2012 sauf pour le Crédit Foncier et le Crédit Immobilier.

Répartition par type de prêts pour les principaux réseaux⁸



⁸ Dans la catégorie « autres », sont présents : Le Crédit Lyonnais, CIC, BNP Paribas, BNP Paribas Personal Finance, Société Générale, Banques Populaires et la Banque Postale.

2 BILAN STATISTIQUE DES PRETS GARANTIS EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2012¹

2.1 LES PAS DE LA GENERATION 2012

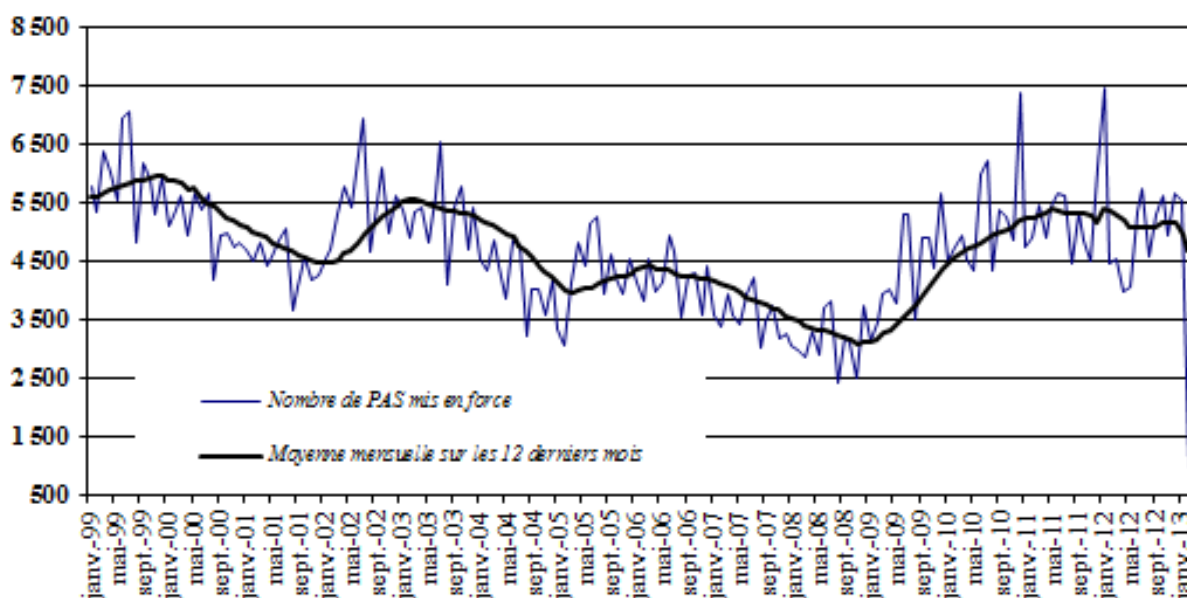
La génération 2012 compte 61 612 PAS métropolitains pour un montant prêté global de 5.9 Mds d'euros. Fin 2012, le FGAS comptait 1 082 246 PAS Métropole pour un montant total de crédits de 71.4 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2013).

Génération	Nombre de prêts	Montant garanti (M€)
1993	8 799	341.1
1994	39 246	1 549.3
1995	36 341	1 490.4
1996	78 379	3 425.4
1997	66 394	3 171.5
1998	66 640	3 525.7
1999	71 218	4 207.3
2000	61 314	3 708.0
2001	53 645	3 419.6
2002	65 435	4 675.5
2003	63 323	4 881.0
2004	50 610	4 109.5
2005	51 388	4 437.1
2006	62 969	5 746.8
2007	31 463	3 081.6
2008	37 014	3 544.0
2009	52 166	4 956.5
2010	62 397	5 646.1
2011	61 893	5 562.6
2012	61 612	5 933.1
Total	1 082 246	77 412

¹ Le bilan statistique 2012 étant rédigé à partir de la base de données actualisée au 16/02/2013, les résultats affichés pour les années précédentes peuvent différer légèrement de ceux qui ont été publiés en août 2012 (base au 16/02/2012) dans le cadre du bilan statistique du FGAS en 2011.

Après avoir connu un pic en 2002 avec 65 435 PAS, le nombre des mises en force (MEF) a décliné jusqu'en 2004 (50 610), l'année 2005 interrompant cette baisse avec une reprise des déclarations à la hausse jusqu'au 1^{er} trimestre 2006. Suit un nombre des mises en force en baisse jusqu'en 2008. En 2009, 52 166 PAS sont mis en force, soit une hausse de 40.9% par rapport à l'année précédente. En 2010, ce sont 62 397 PAS qui sont mis en force, soit une augmentation de 19.6% par rapport à 2009. En 2011, 61 893 PAS ont été mis en force, ce qui représente une diminution de 0.8% par rapport à 2010. Cette diminution continue en 2012 avec -0.4% de PAS mis en force par rapport à 2011. La moyenne mensuelle en 2012 est de 5 134 prêts PAS mis en force (contre 5 158 en 2011) avec un maximum de 7 470 prêts en janvier 2012.

MEF mensuelles PAS

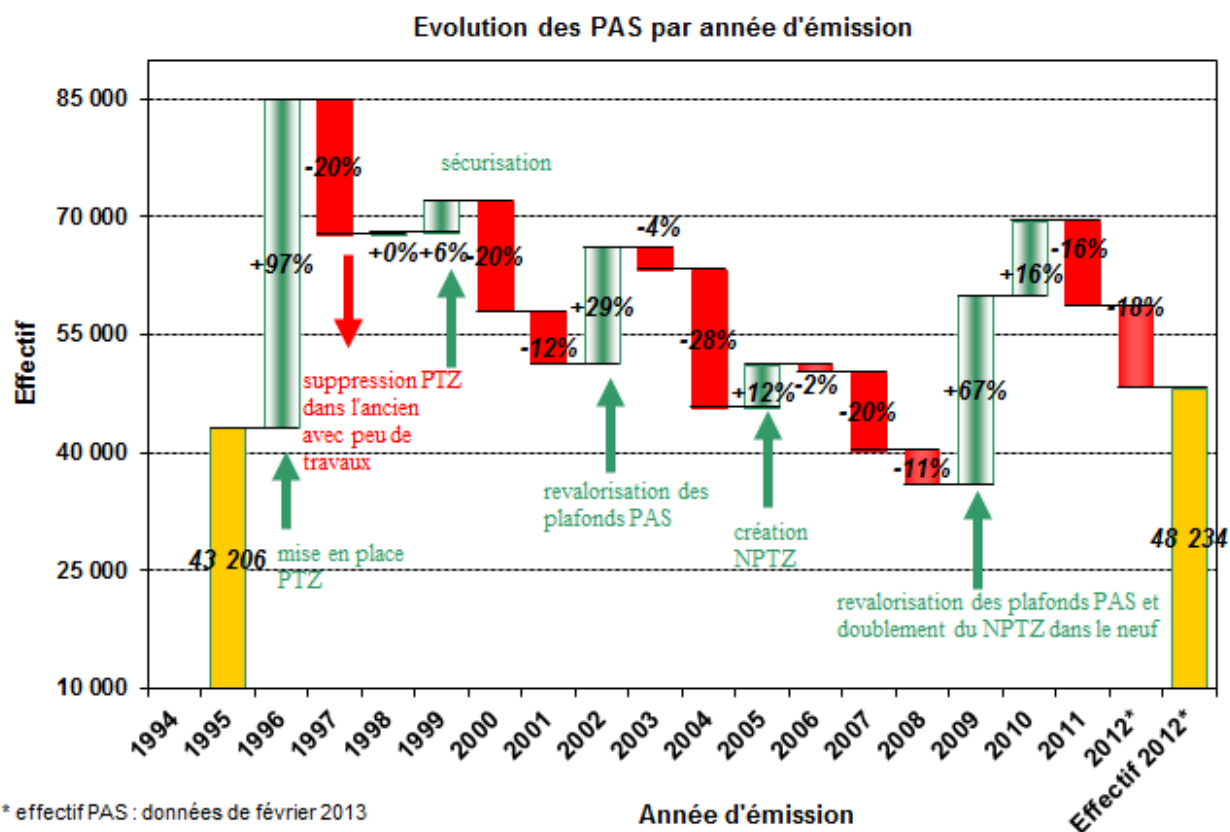


Pour la génération 2012, le montant moyen d'un PAS est de 96 300 €(+7% par rapport à 2011) pour financer une opération en moyenne de 152 500 €(soit -1% par rapport à 2011), et une quotité de financement de 63.2%, soit supérieure à celles de 2011 (54.8%) et 2010 (58.9%), similaire à celle de 2009 (63.4%), mais inférieure à celle de 2008 (64.3%).

Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen plus important en 2012 avec 2 302 €; identique entre 2011 et 2010, il s'est accru de 5% en 2012.

Le graphique ci-après illustre les impacts de toutes les réformes qui ont influencé les émissions des PAS depuis 1993 :

- 1996 : création du prêt à 0% qui a entraîné une hausse spectaculaire, plus jamais vue depuis, de la distribution des PAS de +97% sur un an. Cependant, la suppression des PTZ dans l'ancien, dont la quotité des travaux est comprise entre 0% et 35%, a entraîné une baisse importante de l'effectif des PAS : - 20% en 1997 ;
- 1999 : le démarrage de la sécurisation des prêts garantis a eu un effet positif, mais moins ample : +6% sur un an ;
- novembre 2001 : revalorisation des plafonds des PAS. C'est l'année suivante que cette réforme porte ses fruits : la production des PAS est en progression très forte, atteignant +29% ;
- la création du NPTZ avec l'extension à l'ancien sans travaux relance la distribution des PAS en 2005 : +12% sur un an ;
- novembre 2008 : revalorisation des plafonds PAS (alignement sur ceux du NPTZ). C'est l'année suivante que cette réforme montre ses effets ;
- 15 janvier 2009 : doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1^{er} avril 2009 : création de l'éco-prêt à taux zéro qui peut bénéficier de la garantie du FGAS pour les ménages sous plafonds de ressources PAS ;
- janvier 2010 : modification des plafonds PAS à la baisse (alignement sur ceux des PLUS) ;
- juillet 2010 : Fin en sifflet du doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1^{er} janvier 2011 : création du PTZ+ qui met fin au NPTZ et au crédit d'impôts sur les intérêts d'emprunt (TEPA) ;
- 1^{er} janvier 2012 : recentrage du PTZ+ sur le neuf uniquement (ne subsiste plus pour l'ancien que la vente HLM)



Concernant les émissions de PAS en 2012, les chiffres sont encore très provisoires puisque les déclarations d'émission sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2013 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible que la baisse ne soit due qu'à un retard dans les déclarations.

A noter que pour 2011 il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements (à la hausse)

Répartition des PAS par établissement

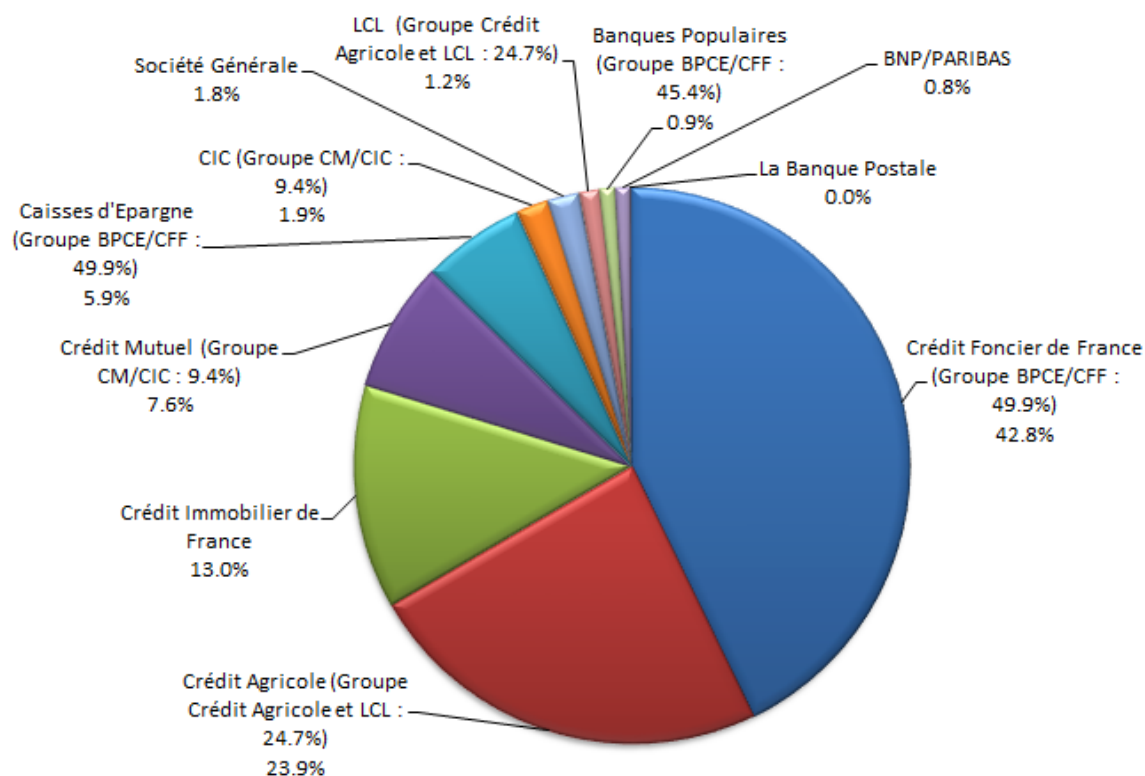
Le « classement » des établissements diffère légèrement de celui de l'année 2011. Le Crédit Foncier de France reste le premier distributeur de PAS, avec une part de marché qui passe de 36.7% en 2011 à 42.8% en 2012 et un montant prêté en hausse de 24%, passant de 2 048M€ à 2 539M€. Le Crédit Agricole est une fois de plus en deuxième position malgré une baisse de sa part de marché passant de 25.9% à 23.9%. A eux deux, ils continuent de distribuer près des deux tiers des PAS (66.7%). Avec 13 %, le Crédit Immobilier de France (CIF) conserve sa troisième position et gagne 1.5 point, devant le Crédit Mutuel et les Caisses d'Epargne (quatrième et cinquième distributeurs de PAS) qui perdent respectivement 2.1 et 1.2 points. Le CIF a conservé sa position grâce à un 1^{er} trimestre exceptionnel malgré l'essoufflement observé fin 2nd trimestre et la dégradation au 3^e trimestre 2012 du nombre de PAS mis en force. En effet à partir d'août

2012 le Crédit Immobilier de France ne peut plus distribuer de prêts. La part de marché de la Société Générale récupère la sixième place en passant devant le CIC qui perd 0.7 point. LCL perd 2 places par rapport à 2011 en devenant le dixième distributeur de PAS après Banque Populaire et BNP/PARIBAS.

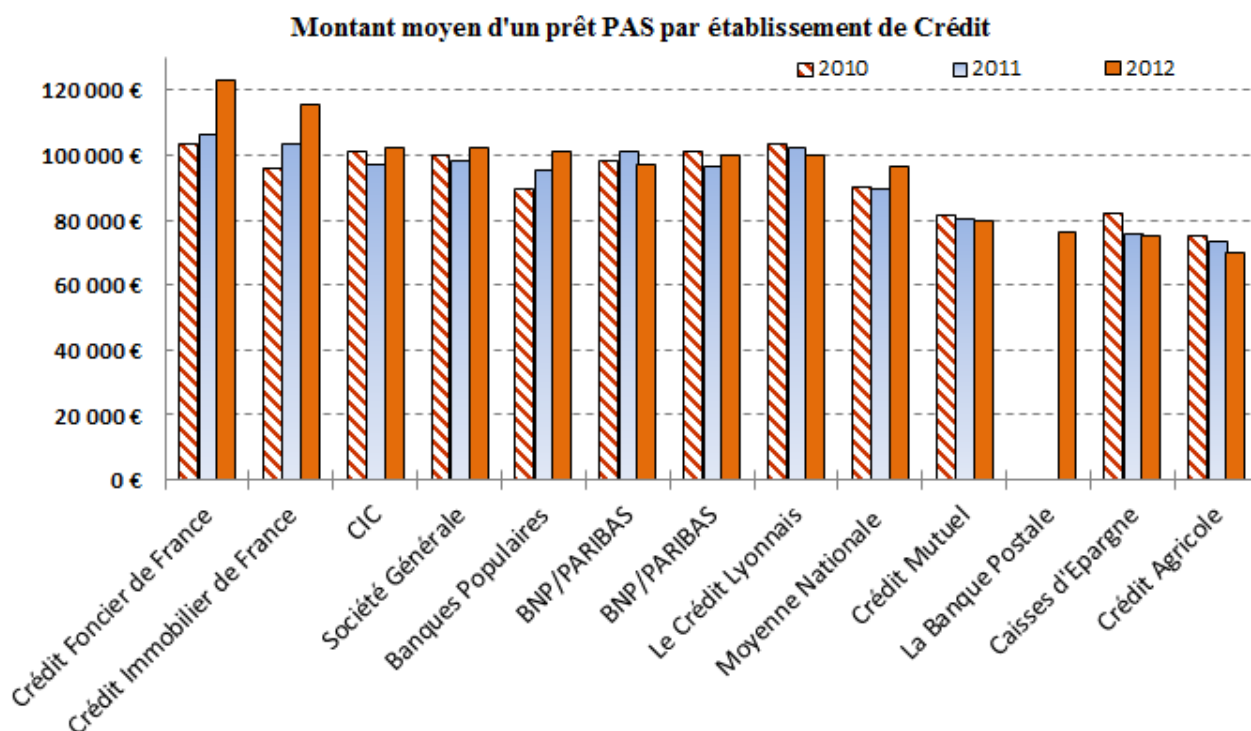
La Banque Postale fait son entrée en tant que nouveau distributeur de PAS à partir de décembre 2012.

Ci-dessous sont présentées les parts de marché (en montants) par établissement, par ordre décroissant dans le sens des aiguilles d'une montre :

Parts de marché (en montants) des établissements pour les PAS



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue presque la moitié des PAS avec 49.9% (soit 4.4points de plus par rapport à 2011 avec une hausse du montant prêté de 17%) contre 24.7% pour le groupe Crédit Agricole et LCL (qui perd 3 points avec une augmentation du montant prêté de 5%). La part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC diminue de 2.6 points avec 9.5% de PAS distribués en France métropolitaine.



Le Crédit Foncier de France avec +15.3% et le Crédit Immobilier de France +11.2% enregistrent les plus forts taux de croissance de montant moyen prêté par rapport à 2011.

Répartition géographique des PAS

La structure régionale des PAS de la génération 2012 est légèrement modifiée par rapport à 2011. En effet, avec 9 192 prêts en 2012, la région Pays de la Loire reste la région où le PAS est le plus distribué (14.9% de l'ensemble des PAS). La région Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 13.6% de l'ensemble des PAS distribués au titre de la génération 2012 (13.1% pour la génération 2011). Dans la région Ile-de-France, 6 971 prêts sont attribués, soit 11.3% du total national (10.4% pour la génération 2011). La région Provence-Alpes-Côte d'Azur remonte d'une place par rapport à 2011 avec 6.3% des PAS. Quant à la Bretagne, elle perd une place avec une baisse de 18.8% de PAS. Ainsi pour cette génération, les cinq premières régions concentrent à elles seules 52% de l'ensemble des PAS.

Evolution des PAS de la génération 2012 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2011/2012	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Pays de la Loire	9 192	14.9%	-0.3%	0.0%	10.3%
Rhône Alpes	8 375	13.6%	3.5%	0.46%	13.3%
Ile de France	6 971	11.3%	7.9%	0.83%	15.9%
Provence Côte d'Azur	3 856	6.3%	0.2%	0.0%	7.4%
Bretagne	3 464	5.6%	-18.8%	-1.3%	3.9%
Midi-Pyrénées	3 449	5.6%	3.8%	0.2%	5.0%
Aquitaine	3 149	5.1%	2.0%	0.1%	5.3%
Nord	2 913	4.7%	-0.1%	0.0%	5.5%
Centre	2 580	4.2%	7.1%	0.3%	4.0%
Languedoc Roussillon	2 291	3.7%	-16.3%	-0.7%	4.2%
Picardie	2 060	3.3%	-7.2%	-0.3%	4.0%
Poitou-Charentes	2 026	3.3%	8.7%	0.3%	2.6%
Bourgogne	1 869	3.0%	-2.6%	-0.1%	2.7%
Lorraine	1 670	2.7%	4.2%	0.1%	2.9%
Haute Normandie	1 555	2.5%	5.4%	0.1%	3.0%
Basse Normandie	1 234	2.0%	-12.1%	-0.3%	2.0%
Champagne	1 147	1.9%	16.3%	0.3%	1.9%
Franche Comté	1 138	1.8%	9.4%	0.2%	1.8%
Alsace	915	1.5%	-24.6%	-0.5%	1.8%
Auvergne	803	1.3%	-19.1%	-0.3%	1.0%
Corse	528	0.9%	66.0%	0.3%	0.7%
Limousin	427	0.7%	-13.6%	-0.1%	0.6%
Ensemble	61 612	100%	-0.5%	-0.5%	100%

(*) Cette colonne correspond à la variation entre 2012 et 2011 par rapport au total de 2011.

La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile-de-France, avec 15.9% des montants prêtés pour les PAS. Cela s'explique à la fois par des coûts d'opération et des quotités de PAS plus élevés. La région Rhône-Alpes avec 13.3% et les Pays de la Loire avec 10.3% restent des régions importantes.

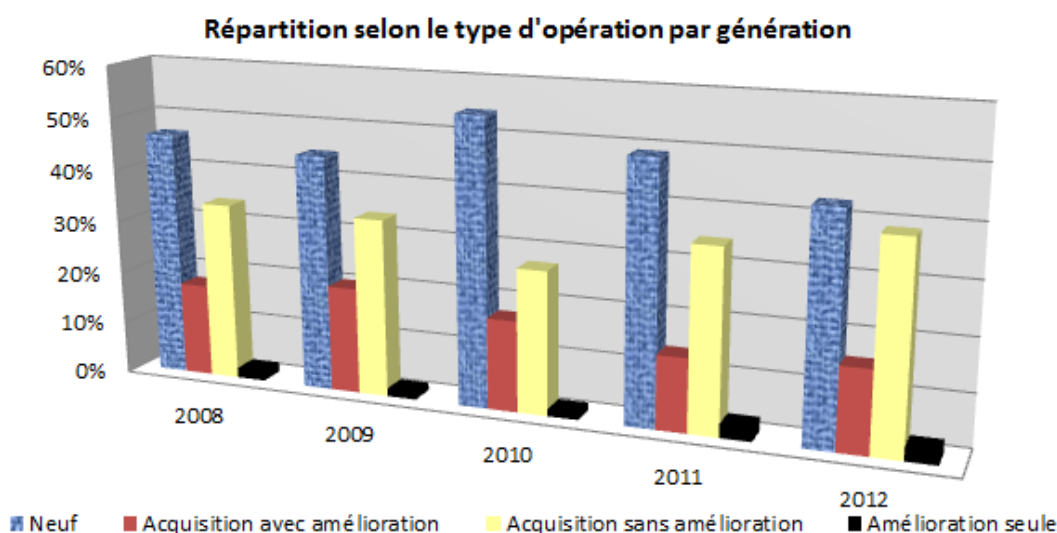
Quant au prêt moyen, il est très différent d'une région à l'autre, allant de 66 772 € dans les Pays de la Loire jusqu'à atteindre 135 007 € en Ile-de-France.

Caractéristiques des opérations

Le montant moyen de l'opération diminue légèrement, passant de 154 000 € pour la génération 2011 à 152 500 € en 2012, soit une diminution de 1%.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des PAS selon le type d'opération depuis 2008. En 2012, la part du neuf est de 43.0%, soit une diminution de 6.2 points par rapport à 2011.

En termes d'effectifs, cela se traduit par une baisse de 13% pour le neuf et une hausse de 11.6% dans l'ancien. Les PAS émis en décembre 2011 et mis en force en 2012 représentent une forte part de la génération 2012 (17%). Parmi eux, la majorité concerne l'ancien. Les parts de l'acquisition seule et avec amélioration augmentent respectivement de 4.4 points et 1.7 points par rapport à 2011 et représentent 38.9% et 15.6% des opérations en 2012. Quant à l'amélioration, sa part reste inchangée par rapport à 2011.



Structure de répartition des PAS par type d'opération

	2010		2011		2012		Evolution	
							10/11	11/12
Construction ou acquisition d'un logement neuf	33 856	54.3%	30 306	49.0%	26 373	42.8%	-10.5%	-13.0%
Acquisition avec amélioration	10 761	17.2%	8 617	13.9%	9 626	15.6%	-19.9%	11.7%
Acquisition sans amélioration	16 924	27.1%	21 339	34.5%	23 973	38.9%	26.1%	12.3%
Amélioration	856	1.4%	1 631	2.6%	1 640	2.7%	90.5%	0.6%
Ensemble	62 397	100%	61 893	100%	61 612	100%	-0.8%	-0.5%

Le montant moyen d'opération (annexe3) reste stable pour les opérations d'acquisition dans l'ancien : avec amélioration (-0.9% après -1% en 2011, -0.6% en 2010 et 0.4% en 2009) et sans

amélioration (-2.6% après -0.5% en 2011, -0.1% en 2010 et -0.2% en 2009), tandis qu'il continue d'augmenter dans le neuf (+2.3% après +1.2% en 2011, +2.4% en 2010 et +2% en 2009). Le coût de l'amélioration seule n'a varié que faiblement -1,3% en 2012 après avoir connu deux hausses consécutives à 10.9% en 2011 et 2010, quant à la baisse de 6.2% constatée en 2009, elle reste à relativiser compte tenu de la faiblesse de l'effectif. Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 168 525 €(164 810 € en 2011), suivi par l'acquisition seule à 142 424 €(146 269 € en 2011). Les améliorations seules et les acquisitions avec amélioration ont un montant moyen d'opération respectif de 139 475 € et 135 671 €

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre de PAS distribués au titre de la génération 2012 en Ile-de-France augmente de 7.9% tandis qu'en province, il baisse de 1.4%. Concernant la répartition des opérations selon le type d'acquisition par rapport à l'ensemble, nous constatons une augmentation générale dans l'ancien en Ile-de-France et en Province (65% contre 60% en 2011 et 56% en 2012 contre 50% en 2011) et une diminution dans le neuf (35% en 2012 contre 40% en 2011 et 44% en 2012 contre 50% en 2011). En termes d'effectifs, l'ancien en Ile-de-France et en Province connaît une hausse par rapport à 2011 de 16.7% et de 10.8%

En zone A, on relève 6 428 PAS alors que cet effectif est respectivement de 12 454 en zone B1, 12 285 en zone B2 et 30 445 en zone C.

Structure des PAS de la génération 2012 par zone et par type d'opération

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	2 405	34.5%	23 968	43.9%	26 373	42.8%
Acquisition avec amélioration	189	2.7%	9 437	17.3%	9 626	15.6%
Acquisition sans amélioration	4 346	62.3%	19 627	35.9%	23 973	38.9%
Amélioration	31	0.4%	1 609	2.9%	1 640	2.7%
Ensemble	6 971	100%	54 641	100%	61 612	100%

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants (respectivement de 26.1% et 47.8%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2011 à 2012 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération baisse de 1%. Il diminue dans

l'acquisition avec amélioration (-57%) et dans l'acquisition sans amélioration (-1.9%) tandis que l'on constate une augmentation dans le neuf (+2.9%) et dans l'amélioration (+1.2%). En province, le montant moyen d'opération baisse également mais légèrement (-1.2%). Il est en hausse de 2% dans le neuf, et en diminution dans l'acquisition avec amélioration de -1%, dans l'acquisition sans amélioration de -3%, et dans l'amélioration seule de -1.3%. S'agissant du montant moyen du PAS, il s'accroît de 7.1% pour l'ensemble des opérations. La tendance est à la hausse dans l'ensemble : +4.8% dans le neuf et +7.4% dans l'ancien.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 185 800 € d'opération pour un PAS de 132 500 €.

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 143 300 € et 165 500 € pour un PAS compris entre 90 900 € et 96 000 €.

Le montant moyen d'opération varie de 113 665 € pour la Banque Postale à 160 471 € pour le Crédit Foncier de France. Ces montants moyens d'opération sont tous en baisse par rapport à 2011 sauf pour le Crédit Mutuel (+1.1%) et pour le Crédit Foncier de France pour lequel ce montant n'a presque pas évolué (+0.1%). La plus forte baisse concerne le CIC avec -5.5% suivie par le Crédit Agricole (-2.6%), les Banques Populaires (-2.5%), le LCL (-2.2%), la Société Générale (-1.1%), BNP (-1%) et la Caisse d'Épargne (-0.1%). Le Crédit Immobilier de France est stable par rapport à 2011.

Suivant le montant moyen du PAS (page 21) ainsi que le montant moyen d'opération, la quotité se situe entre 51.6% pour les Caisses d'Épargne et 80.6% pour le Crédit Immobilier de France. Elle est de 53% pour le Crédit Agricole⁹, 66.8% pour BNP Paribas, 70.3% pour le CIC et 79.9% pour le Crédit Foncier de France.

⁹ Ce chiffre est en nette augmentation par rapport à celui donné l'an passé parce qu'il a dû faire l'objet d'un redressement.

Coût moyen d'opération et montant du PAS par zone d'opération de la génération 2012

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
	Opération	PAS	Opération	PAS	Opération	PAS
Construction ou acquisition d'un logement neuf	209 647	122 224	164 695	94 614	168 525	97 131
Acquisition avec amélioration	160 813	140 030	135 197	90 516	135 671	91 488
Acquisition sans amélioration	176 424	142 251	135 373	89 197	142 424	98 815
Amélioration	121 324	80 599	139 831	74 195	139 475	74 316
Ensemble	187 139	135 007	148 359	91 359	152 490	96 297

On note une hausse de la quotité de 5 points pour l'ensemble des PAS par rapport à la génération 2011, avec un accroissement de 8 points en Ile-de-France et de 4 points en province. La quotité en province demeure plus basse qu'en Ile-de-France pour tous les types d'opération, particulièrement dans l'acquisition avec amélioration (-20 points par rapport à l'Ile-de-France), dans l'acquisition sans amélioration (-15 points par rapport à l'Ile-de-France) et pour l'amélioration seule (-13 points par rapport à l'Ile-de-France). Pour le neuf, cette différence n'est presque pas visible 0.9 points en-dessous de l'Ile-de-France.

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité du PAS est la plus élevée en Zone A avec 71.3%, suivie par les zones B2, C et B1 avec respectivement 63.4%, 63.2% et 55% de quotité du PAS.

Quotité moyenne du montant du PAS dans le coût d'opération en 2012

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	58.3%	57.4%	57.6%
Acquisition avec amélioration	87.1%	67.0%	67.4%
Acquisition sans amélioration	80.6%	65.9%	69.4%
Amélioration	66.4%	53.1%	53.3%
Ensemble	72.1%	61.6%	63.2%

Caractéristiques du prêt PAS

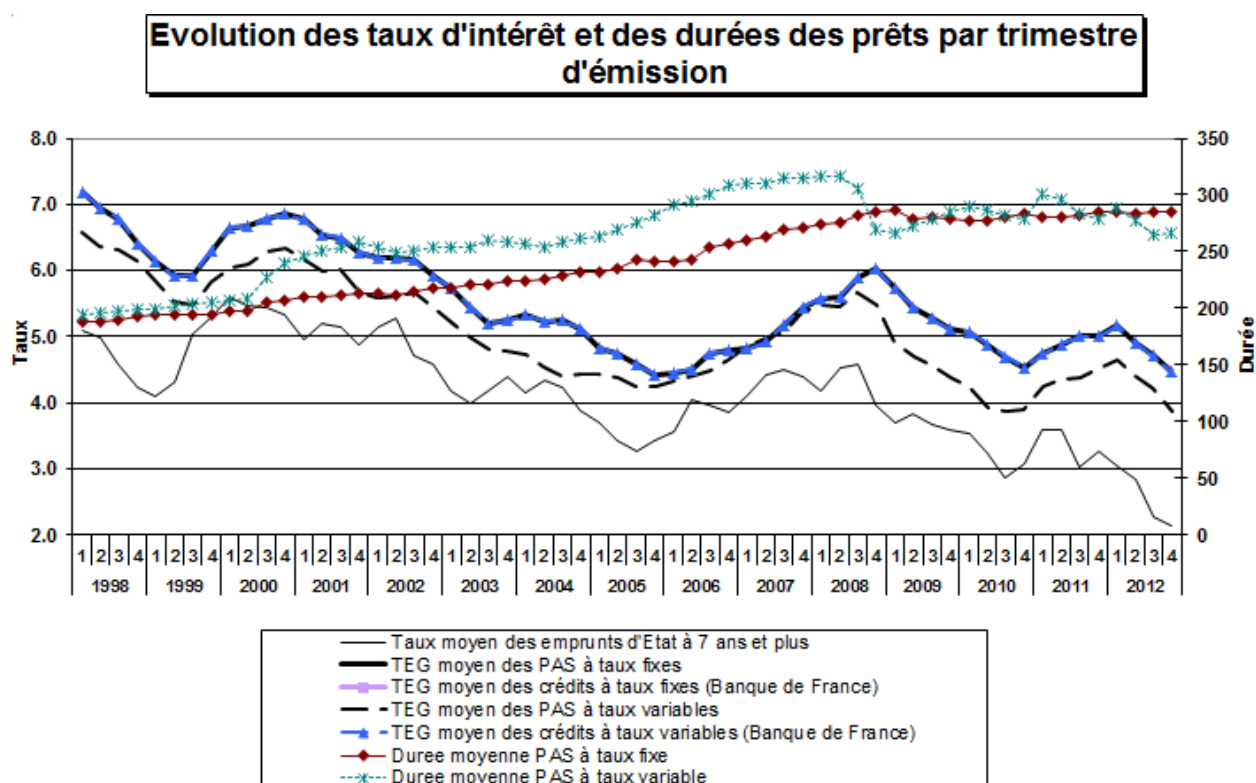
Le montant moyen d'un PAS augmente de 7% par rapport à la génération 2011 pour un coût moyen d'opération dont on a vu précédemment qu'il était en légère baisse de 1.2%.

Le graphique ci-après montre que l'évolution des taux d'intérêt des PAS a été parallèle à celle des taux des prêts immobiliers libres jusqu'à fin 2006. Le mécanisme du FGAS a permis à la clientèle « sociale » du PAS de bénéficier de conditions de taux globalement aussi avantageuses que l'ensemble des bénéficiaires de crédit.

On constate cependant depuis 2009 un écart entre le TEG moyen des PAS à taux fixes et celui des crédits « libres » à taux fixes qui peuvent être dus à des écarts de durée (les statistiques sur la durée des prêts résidentiels immobiliers en France ne sont pas assez précises pour confirmer).

Les taux en baisse avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant de PAS plus élevé,

On remarque à compter de fin 2008 une baisse de la durée moyenne des PAS à taux variables pour atteindre en 2011 le même niveau que les durées des PAS à taux fixes. En 2012 la durée moyenne des PAS à taux variable continue sa baisse et devient inférieure à celle des taux fixes.

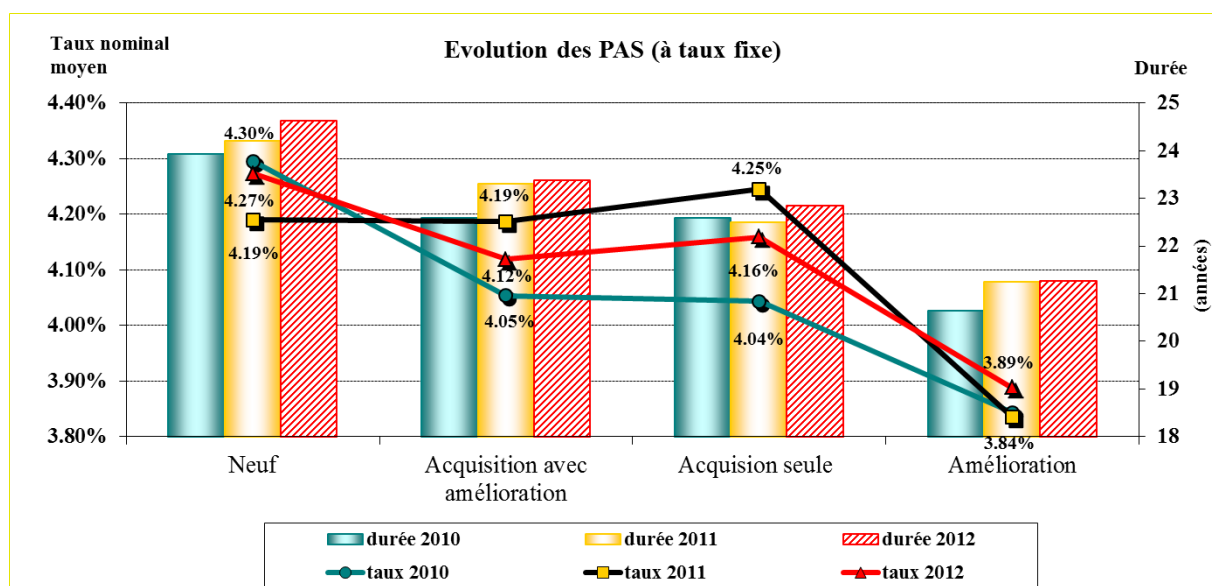


Le taux nominal constant moyen des PAS, dans l'ensemble, augmente légèrement entre 2010 et 2011 passant de 4.18% à 4.20%, et se stabilise en 2012 à 4.19%. Les évolutions du taux nominal constant moyen sont minimales : 5 points de base dans l'amélioration seule, -7 points de base dans l'acquisition avec amélioration, -9 points de base dans l'acquisition sans amélioration et +8 points de base dans le neuf.

Au regard du type d'acquisition, 2012 présente des taux légèrement plus forts pour les opérations dans le neuf, 4.27% contre 4.16% dans l'acquisition seule, 4.12% dans l'acquisition avec amélioration et 3.89% dans l'amélioration seule. En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe augmente de 3 mois et se situe désormais à 23 ans et 8 mois en 2012. Cette augmentation se fait plutôt ressentir dans le neuf (+6 mois) et dans l'acquisition sans amélioration (+4 mois).

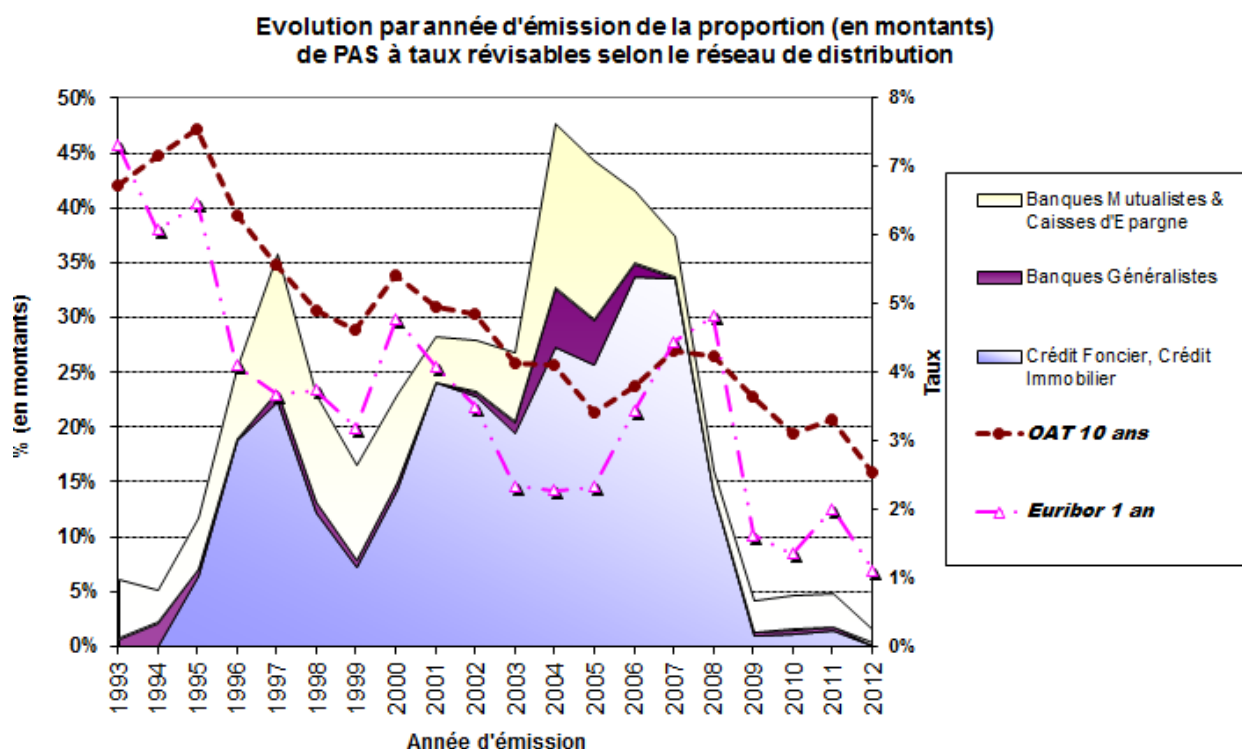
Durée moyenne des PAS à taux fixe (en mois)

	2010	2011	2012
Construction ou acquisition d'un logement neuf	287	290	296
Acquisition avec amélioration	271	280	280
Acquisition sans amélioration	271	270	274
Amélioration	248	255	255
Ensemble	280	281	284



La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission¹⁰ selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps dans le graphique ci-après :

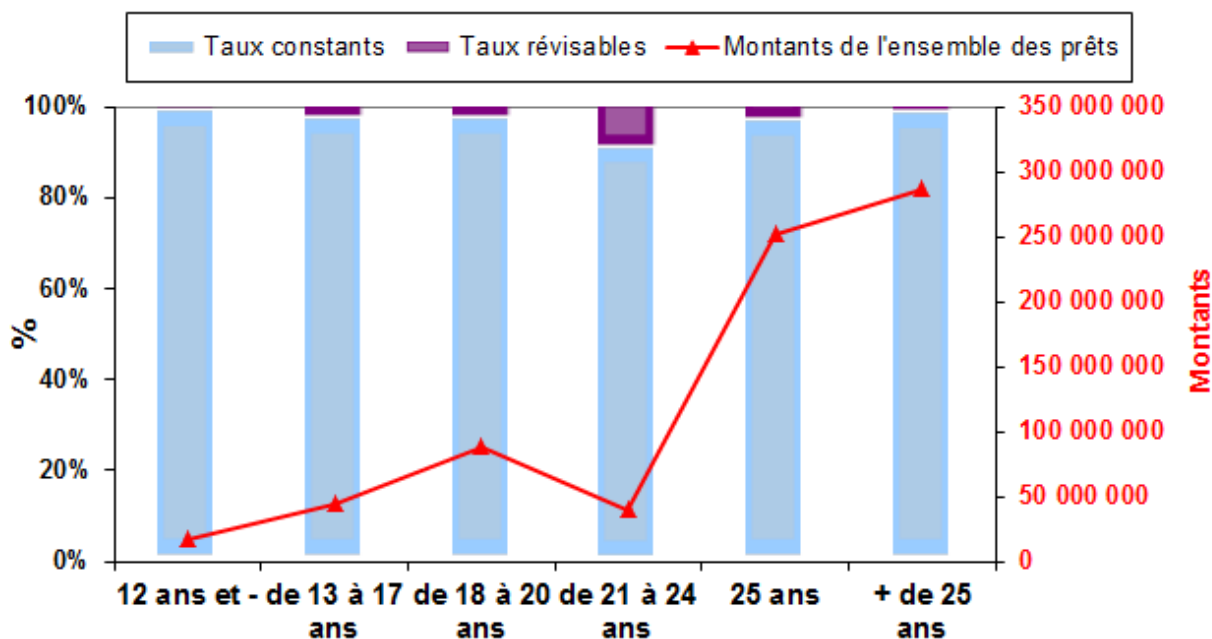
¹⁰ Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.



La part des PAS à taux révisable avait connu deux phases de progression depuis 1993 : entre 1996 et 1998 d'abord, puis de 1999 (16.5% des opérations financées par un PAS) à 2004 avec 47.7% de l'ensemble, alors que la diminution des taux rend l'endettement à taux fixe pourtant plus avantageux pour les emprunteurs. L'année 2005 a vu la proportion des PAS à taux révisable diminuer à 44.3%, les taux atteignant dans le même temps le niveau historiquement le plus bas avant cette année avec 3.41%. Le recul a ensuite été très rapide. En 2009, la part des PAS à taux révisables émis est à 4.1% avec des taux en forte baisse par rapport à 2008 (3.65% contre 4.24% pour l'OAT et 1.62% contre 4.81% pour l'Euribor 1 an). Elle reste globalement stable jusqu'à 2011 et rechute en 2012, la part des PAS à taux révisables émis atteint 1.4% avec des taux en baisse par rapport à 2011 (2.54% contre 3.31% pour l'OAT et 1.11% contre 2.01% pour l'Euribor 1 an). La baisse des taux et la détérioration de la conjoncture économique qui n'est pas propice aux emprunts et aux prises de risque (crise financière et économique, augmentation du chômage...) influencent le choix de l'emprunteur qui opte pour un prêt à taux fixe, perçu comme moins risqué.

Quel que soit la durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 10%.

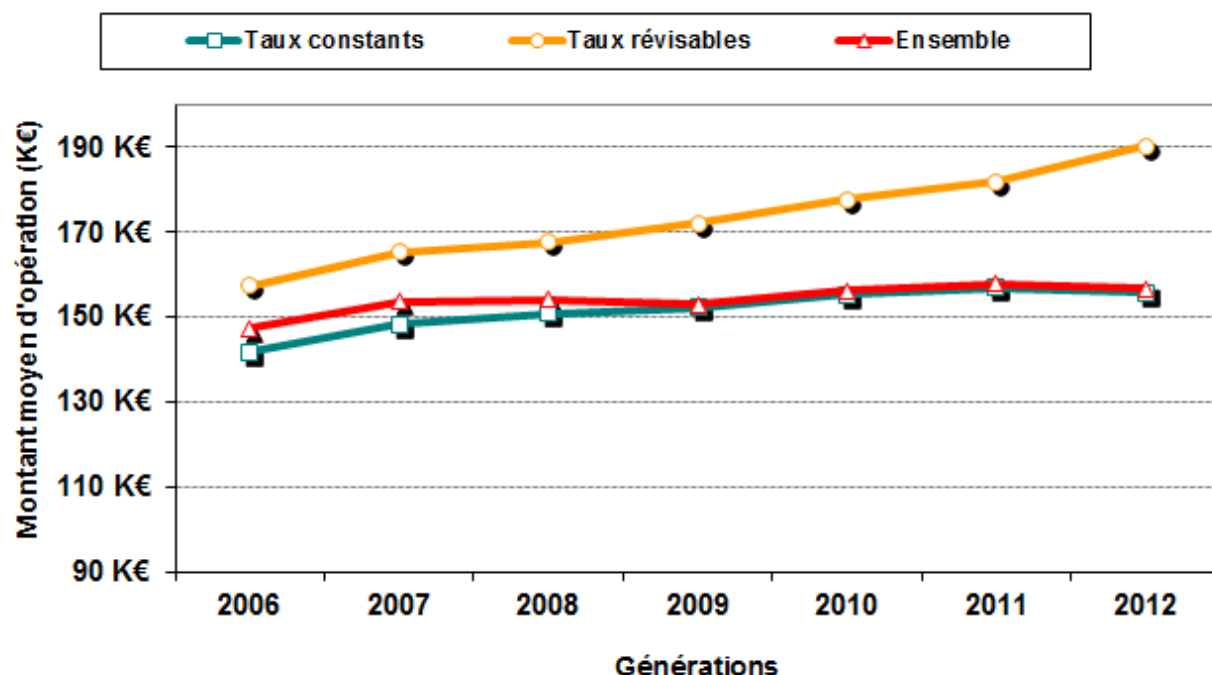
Part des taux constants/ taux révisables par tranche de durée sur les PAS de la génération 2012



Sur la génération 2012, la part des prêts à taux révisables évolue en moyenne de 2.6% en 2012 contre 4.3% en 2011. Pour les PAS d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, l'évolution est de 1.1%, pour les prêts d'une durée comprise entre 21 et 24 ans de 9.1%.

Rappelons que si le taux fixe reste stable tout au long de la durée du prêt, le taux variable évolue selon un indice public. Ainsi, une diminution du taux est favorable à l'emprunteur (coût du prêt plus faible) alors qu'une augmentation accroît les intérêts à rembourser. Une hausse des taux est susceptible d'avoir pour effet la fragilisation des emprunteurs ayant contracté des PAS à taux variables qui pourront voir la durée de leurs PAS se rallonger ou leurs mensualités augmenter, dans la limite des plafonds réglementaires. Ce risque est accentué par la présence importante des taux révisables parmi les prêts de longue durée car, dans ce cas, la durée plafond sera atteinte plus rapidement et la répercussion de la hausse des taux se fera donc sentir sur la mensualité. Cet effet est d'autant plus significatif que les taux révisables portent sur des montants d'opération plus importants (cf. le graphique ci-après) :

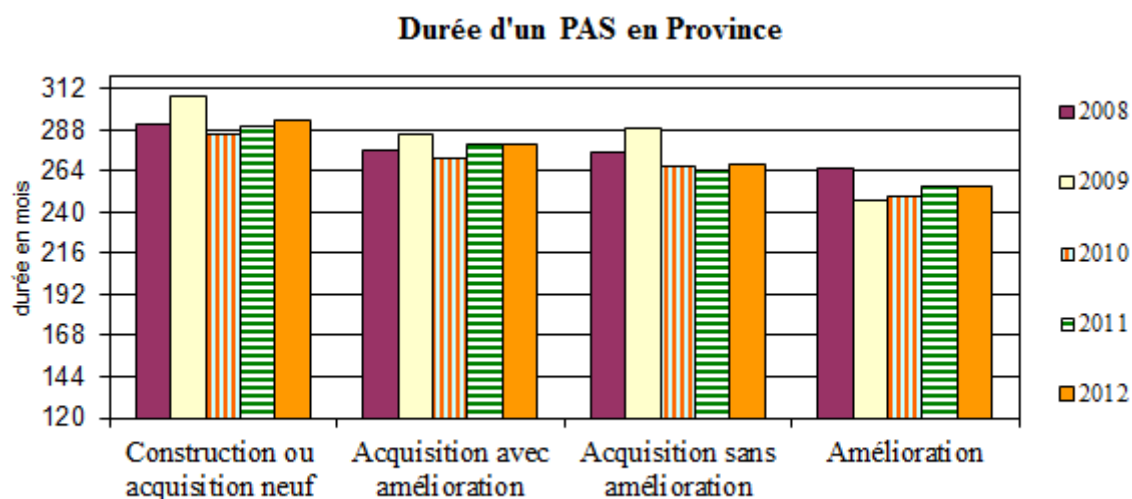
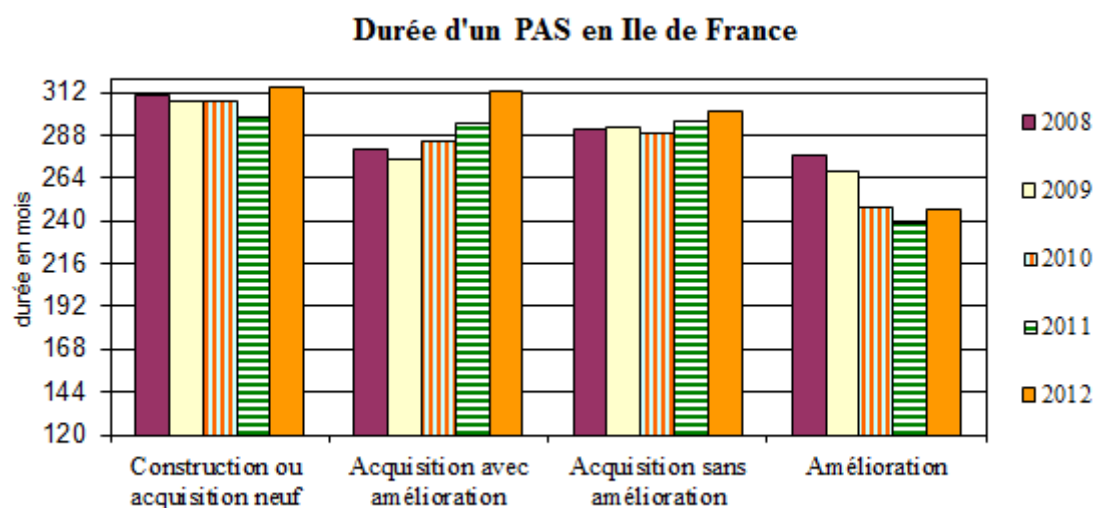
Evolution du montant moyen d'opération selon le type de taux



Par ailleurs, pour tous types de taux confondus, la durée des PAS, après plusieurs années de hausse continue, a atteint un plafond : 23 ans et 6 mois en 2009, 23 ans et 4 mois en 2010, 23 ans et 5 mois en 2011, et 23 ans et 8 mois en 2012

Comme cela est visible sur les graphiques ci-après, s'agissant de la durée selon la zone géographique, le rallongement de la durée entre 2011 et 2012 est bien plus conséquent en Ile-de-France qu'en province. On note une expansion considérable de la durée d'emprunt dans l'acquisition avec amélioration, soit une augmentation d'1 an et 6 mois de plus qu'en 2011. De même, dans le neuf, la hausse de la durée de 1 an et 4 mois n'est pas négligeable. S'ensuit la hausse dans l'amélioration seule de 8 mois et de 6 mois dans l'acquisition sans amélioration.

La durée moyenne demeure toujours plus longue en Ile-de-France avec 25 ans et 6 mois contre 23 ans et 5 mois en province.



En distinguant la durée moyenne d'emprunt en province selon le type d'opération, la hausse est de 5 mois dans le neuf et de 4 mois dans l'acquisition sans travaux. En revanche, la durée n'a pas évolué pour les opérations d'acquisition avec amélioration et d'amélioration seule. En 2012, le neuf reste encore le type d'opération avec la durée moyenne d'emprunt la plus longue (24 ans et 7 mois). Dans l'ancien, la durée moyenne d'emprunt dans l'acquisition-amélioration est la plus longue (23 ans et 4 mois) devant l'acquisition sans amélioration et l'amélioration seule avec respectivement 22 ans et 10 mois et 21 ans et 3 mois.

Caractéristiques des ménages

Le revenu mensuel moyen de l'année N¹¹ des ménages bénéficiaires d'un PAS 2012 s'accroît de 5.3% pour atteindre en 2012 le montant de 2 302€, après une stagnation en 2011 et une baisse constatée en 2010 (-3.7%).

Si on considère maintenant les montants d'opération de PAS en fonction du revenu mensuel, pour l'ensemble le coût demeure à 5 ans et 5 mois et le PAS à 3 ans et 5 mois. Comme en 2011, la différence reste très marquée entre l'Ile-de-France et la province puisque les coûts y sont respectivement de 6 ans et 1 mois et 5 ans et 6 mois et les PAS de 4 ans et 5 mois et 3 ans et 4 mois de revenus. Le neuf reste encore cette année l'opération la plus chère (5 ans et 8 mois), suivie de près par l'acquisition sans amélioration (5 ans et 5 mois), l'acquisition avec amélioration (5 ans et 3 mois) et l'amélioration seule (4 ans et 11 mois). Alors que le neuf est l'opération la plus couteuse en mois de revenu (6 ans et 10 mois en Ile-de-France et 5 ans et 7 mois en Province) le montant du PAS est le moins élevé des acquisitions, représentant 4 ans de revenu en Ile de France et 3 ans et 3 mois en province.

Revenu mensuel moyen des bénéficiaires d'un PAS en euros

	2010	2011	2012	Evolution	
				10/11	11/12
Construction ou acquisition d'un logement neuf	2 283	2 250	2 458	-1.4%	9.2%
Acquisition avec amélioration	1 977	2 039	2 158	3.1%	5.9%
Acquisition sans amélioration	2 107	2 072	2 160	-1.6%	4.2%
Amélioration	2 366	2 336	2 366	-1.3%	1.3%
Ensemble	2 188	2 187	2 302	0.0%	5.3%

En distinguant les revenus par type d'opération, les ménages ayant acquis un logement neuf ont vu leur revenu augmenter de 9.2%, soit la hausse la plus importante suivie de l'acquisition avec

¹¹ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 16% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, et compte tenu des valeurs mal renseignées. Il y a toutefois lieu de faire remarquer qu'on observe une stabilité du revenu fiscal de référence.

amélioration (5.9%) et de l'acquisition sans amélioration (4.2%). Les revenus des ménages réalisant les opérations d'amélioration ont peu évolué (1.3%). En 2012, le revenu moyen des acquéreurs dans le neuf est le plus élevé (2 458 €) devant celui des acquéreurs dans l'amélioration longtemps resté le plus important (2 366 €).

La structure de répartition des emprunteurs PAS selon leur CSP reste assez stable sur les cinq dernières années observées et sans changement significatif entre 2011 et 2012. La répartition fait toujours apparaître un poids prépondérant des ouvriers et des employés qui réalisent ensemble plus de 2/3 des opérations. En y ajoutant les professions intermédiaires, cela donne 85.6% des opérations. En 2012, la part des cadres augmente de 9.4%.

Évolution de la CSP des emprunteurs bénéficiaires d'un PAS

	2010		2011		2012		Evolution	
							10/11	11/12
Agriculteurs	919	1.5%	1 075	1.7%	982	1.6%	17.0%	-8.7%
Artisans, commerçants	2 138	3.4%	2 117	3.4%	1 885	3.1%	-1.0%	-11.0%
Cadres	3 145	5.0%	3 216	5.2%	3 517	5.7%	2.3%	9.4%
Prof. Intermédiaires	11 734	18.8%	11 274	18.2%	12 057	19.6%	-3.9%	6.9%
Employés	19 645	31.5%	19 720	31.9%	19 660	31.9%	0.4%	-0.3%
Ouvriers	22 194	35.6%	21 661	35.0%	21 024	34.1%	-2.4%	-2.9%
Retraités	761	1.2%	891	1.4%	822	1.3%	17.1%	-7.7%
Inactifs	1 861	3.0%	1 939	3.1%	1 665	2.7%	4.2%	-14.1%
Ensemble	62 397	100%	61 893	100%	61 612	100%	-0.8%	-0.5%

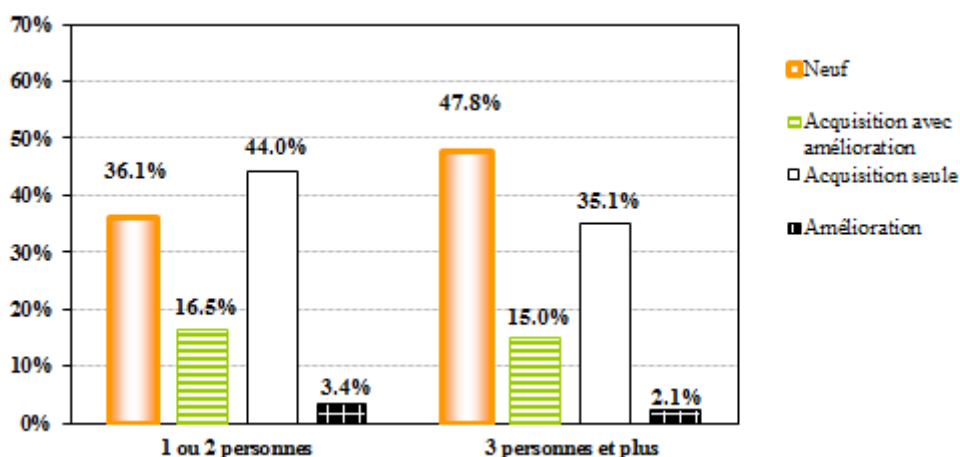
Le coût d'opération estimé en mois de revenus varie selon la CSP de 62.1 mois pour les ouvriers à 73.6 mois pour les inactifs. Pour les catégories les plus représentées, il équivaut à 62.1 mois pour les ouvriers, 68.2 pour les employés, 67.6 pour les professions intermédiaires et 66.4 pour les cadres. Pour les ouvriers, le PAS accordé est d'environ 43.2 mois de revenus, mais pour les agriculteurs et les retraités, il est respectivement de 29.1 mois et 30.6 mois.

Pour l'ensemble des emprunteurs le revenu a augmenté de 5.3 % en 2012 par rapport à 2011. Les hausses les plus fortes concernent les ouvriers (+7.0%) et les retraités (+5.9%). Les catégories ayant le plus faiblement augmenté, du point de vue des ressources, sont celles des inactifs (+0.2%), des agriculteurs (+0.4%) et des cadres (+0.6%).

En ce qui concerne la composition des ménages, la proportion des ménages composée de deux personnes et moins s'établit à 42.7% de l'ensemble (dont 21.4% pour les personnes seules), en hausse par rapport à 2011 (39.9% de l'ensemble dont 20.8% pour les personnes seules). La part des ménages de 3 personnes et plus diminue (57.3% des opérations). Contrairement à 2011, la classe la plus représentée est celle des ménages de 3 personnes (22.2% des opérations), suivie par les ménages de 2 personnes (21.4%) ou personne seule (21.4%).

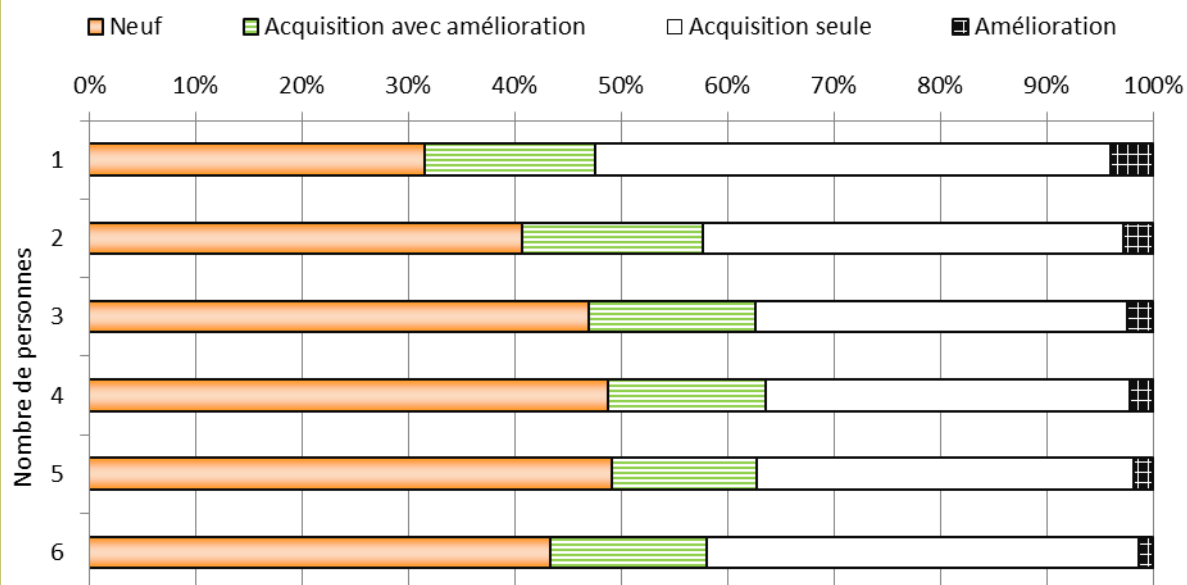
Après avoir augmenté à 3.0 en 2010, le nombre moyen de personnes par ménage sur l'ensemble des opérations de la génération 2012 reste stable. Il est plus faible dans l'ancien (2.8 personnes) que dans le neuf (3.1 personnes). Tout comme la génération 2011, la génération 2012 est marquée par des familles (3 personnes et plus) qui investissent plus dans le neuf (47.8%) que les ménages de 1 ou 2 personnes, tandis que ces petits ménages (1 et 2 personnes) réalisent des opérations toujours plus largement dans l'ancien (63.9%). Le nombre d'opérations réalisées dans le neuf par les petits ménages ne cessent de diminuer (36.1% en 2012 contre 41.9% en 2011).

Opérations réalisées par taille de ménage en 2012



Les ménages de 3 personnes et plus achètent davantage dans le neuf quel que soit le nombre de personnes qui les composent. Les personnes seules, empruntent plutôt pour des acquisitions dans l'ancien sans travaux tandis que les PAS des ménages de 2 personnes sont pratiquement aussi nombreux pour le neuf que pour les acquisitions seules. La part du neuf varie tout de même de 49.1% pour les ménages de 5 personnes à 31.6% pour les ménages de 1 personnes. En 2011 l'ensemble des ménages, hormis les personnes seules, achetait de préférence dans le neuf et majoritairement pour les ménages de 3 à 5 personnes.

Répartition des opérations en 2012 selon le nombre de personnes du ménage



Répartition des effectifs par taille de ménage et par type d'opération en 2012

Taille de ménage	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Amélioration		Ensemble
Personne seule	4 163	15.8%	2 107	21.9%	6 371	26.6%	530	32.3%	21.4%
2 personnes	5 354	20.3%	2 236	23.2%	5 208	21.7%	358	21.8%	21.4%
3 personnes	6 424	24.4%	2 145	22.3%	4 772	19.9%	335	20.4%	22.2%
4 personnes	6 255	23.7%	1 916	19.9%	4 394	18.3%	272	16.6%	20.8%
5 personnes	3 185	12.1%	886	9.2%	2 299	9.6%	115	7.0%	10.5%
6 personnes et plus	992	3.8%	336	3.5%	929	3.9%	30	1.8%	3.7%
Ensemble	26 373	100.0%	9 626	100.0%	23 973	100.0%	1 640	100.0%	100.0%
moyenne du nombre de personnes	3.1		2.8		2.7		2.5		2.9

La décomposition de l'évolution du revenu mensuel moyen entre 2012 et 2011 par taille de ménage montre que les ménages de 6 personnes et plus ont un revenu moyen en forte hausse : +11.3% suivie des ménages à 3 et 5 personnes (+7%). S'agissant du coût moyen d'opération, il ne fléchit que de peu, soit -1% dans l'ensemble. Cette évolution à la baisse est tirée par les personnes seules (-4.6%), tandis que l'évolution du coût moyen d'opération pour les ménages à 2 personnes et plus reste proche de 0%. Au regard du montant moyen du PAS, les évolutions sont en hausse pour l'ensemble des ménages : avec un accroissement plus conséquent pour les ménages de 2 (+9.6%), 3 (+10.2%) et 4 personnes (8.8%).

Évolution entre 2011 et 2012 du coût moyen d'opération, du montant moyen et des revenus

	Coût moyen d'opération	Montant moyen du PAS	Revenu mensuel moyen
2012			
Personne seule	-4.6%	6.8%	1.6%
2 personnes	0.6%	9.6%	6.3%
3 personnes	0.9%	10.2%	7.0%
4 personnes	0.3%	8.8%	6.4%
5 personnes	0.6%	5.7%	7.0%
6 personnes et +	-1.2%	5.4%	11.3%
Ensemble	-1.0%	7.1%	5.3%

Les personnes seules s'engagent dans des opérations représentant 76 mois de revenus (moins qu'en 2011, 81 mois) avec un PAS équivalant à 40 mois (contre 42 mois de la génération précédente). Pour les ménages de 2 personnes, ces ratios sont respectivement 69 mois et 42 mois. Les opérations des ménages de 3 personnes et plus valent entre 61 mois et 67 mois de revenus (décroissant avec la taille du ménage) avec des montants de PAS croissant avec la taille du ménage (de 42 à 44 mois).

La quotité du PAS augmente avec la taille du ménage (de 55.5% pour une personne seule à 73.2% pour 6 personnes et plus).

La répartition des PAS de la génération 2012 selon la situation familiale est dans la continuité des générations précédentes. La majorité des emprunteurs vivent en couple, la part des mariés étant toujours dominante (32.1% en 2012) suivi par celle des personnes vivant maritalement (31.4%). La part des emprunteurs célibataires stagne à 27.8% en 2012.

Situation familiale des bénéficiaires d'un PAS

	2010		2011		2012	
Marié	21 685	34.8%	21 411	34.6%	19 782	32.1%
Vivant maritalement	18 629	29.9%	17 600	28.4%	19 347	31.4%
Célibataire	16 852	27.0%	17 179	27.8%	17 103	27.8%
Divorcé ou séparé	4 790	7.7%	5 313	8.6%	5 010	8.1%
Veuf	441	0.7%	390	0.6%	370	0.6%
Ensemble	62 397	100%	61 893	100%	61 612	100%

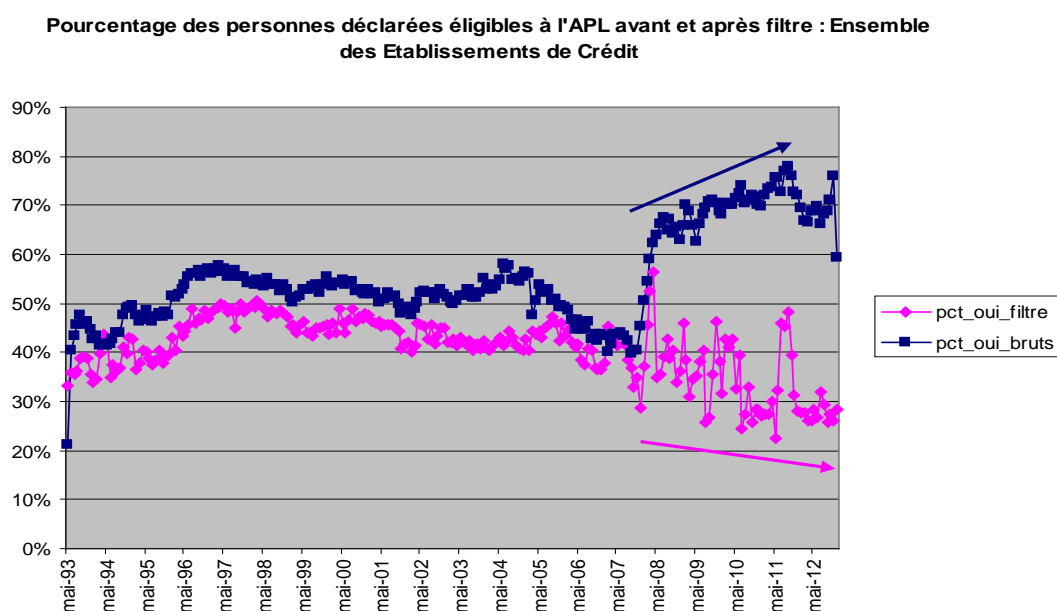
Les montants moyens d'opération décroissent de 1% pour l'ensemble des emprunteurs, seuls les mariés sont en faible hausse (+0.12%), tandis que les vivants maritalement sont en quasi-stagnation avec (-0.09%), et les veufs enregistrent la plus grande variation en baisse avec -5.52%. Le revenu des emprunteurs est en expansion : +7.3% pour les vivants maritalement,

+5.7% pour les mariés, +7% pour les veufs, +4.8% pour les divorcés/séparés et enfin +0.4% pour les célibataires.

Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs d'un PAS

Depuis 2008, une élévation inhabituelle du taux de ménages emprunteurs présumés bénéficiaires de l'APL est mise en évidence. Une étude détaillée portant sur les anomalies constatées montre qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS ELIGIBLES à l'APL.

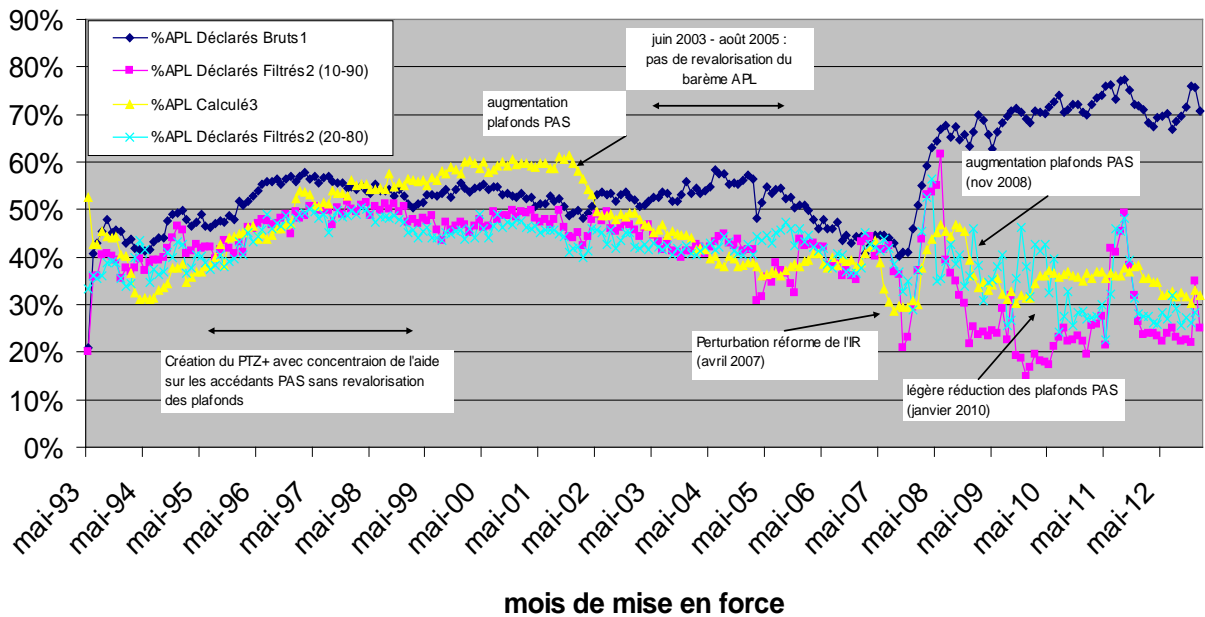
En substituant aux observations brutes le résultat d'un calcul conventionnel plus significatif dans ses exploitations que celles qui peuvent être faites à partir de la variable déclarée par les EC, on obtient le graphique ci-dessous :



Une rupture de tendance est marquée en 2008 entre les deux courbes (avant et après filtre), et confirme bien l'existence et/ou l'aggravation des anomalies de déclaration à partir de cette date.

Ainsi, pour contrecarrer cette anomalie, l'évaluation de l'éligibilité à l'APL sera effectuée en estimant le montant d'APL auquel un emprunteur PAS aurait droit en fonction d'un certain nombre de critères (revenu annuel, composition du ménage, etc....) .

PAS % d'éligibilité à l'APL



On observe une divergence dans l'évolution de la présomption d'éligibilité calculée et celle déclarée par les établissements de crédits, la plus forte étant observée à partir de 2008. L'application du filtre consistant à exclure les taux de déclarations d'éligibilité supérieur à 80% et inférieur à 20% permet de réduire considérablement les écarts d'évolution.

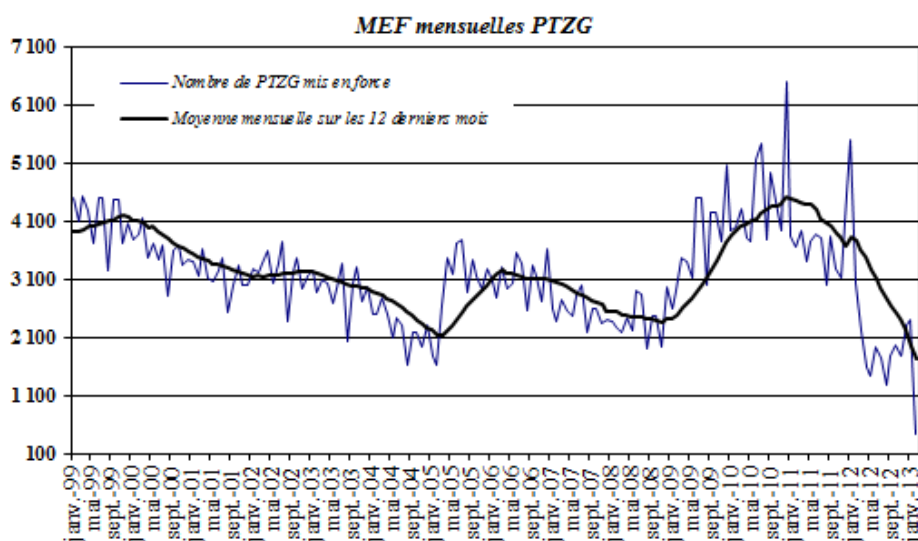
Chaque niveau de rupture correspond à un fait bien précis dans l'évolution de la réglementation des prêts PAS :

- 1994-2001 : La progression régulière du nombre d'emprunteurs PAS éligibles à l'APL observée sur cette période peut s'expliquer par une concentration de l'aide sur les accédants PAS avec la création du PTZ+. A noter aussi que sur cette période, il n'y a pas eu de revalorisation des plafonds PAS alors que les plafonds APL étaient réévalués.
- 2001-2007 : L'augmentation des plafonds PAS en novembre 2001, et l'absence de revalorisation du barème APL entre 2003-2005, peuvent expliquer la baisse du taux d'éligibilité observée sur cette période.
- 2007-2008 : Perturbations liées à la réforme de l'impôt sur le revenu.
- 2008-2012 : Les ruptures constatées sur cette période correspondent successivement à une augmentation du plafond PAS en novembre 2008, puis à une légère baisse des plafonds en novembre 2010.

LES PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2012

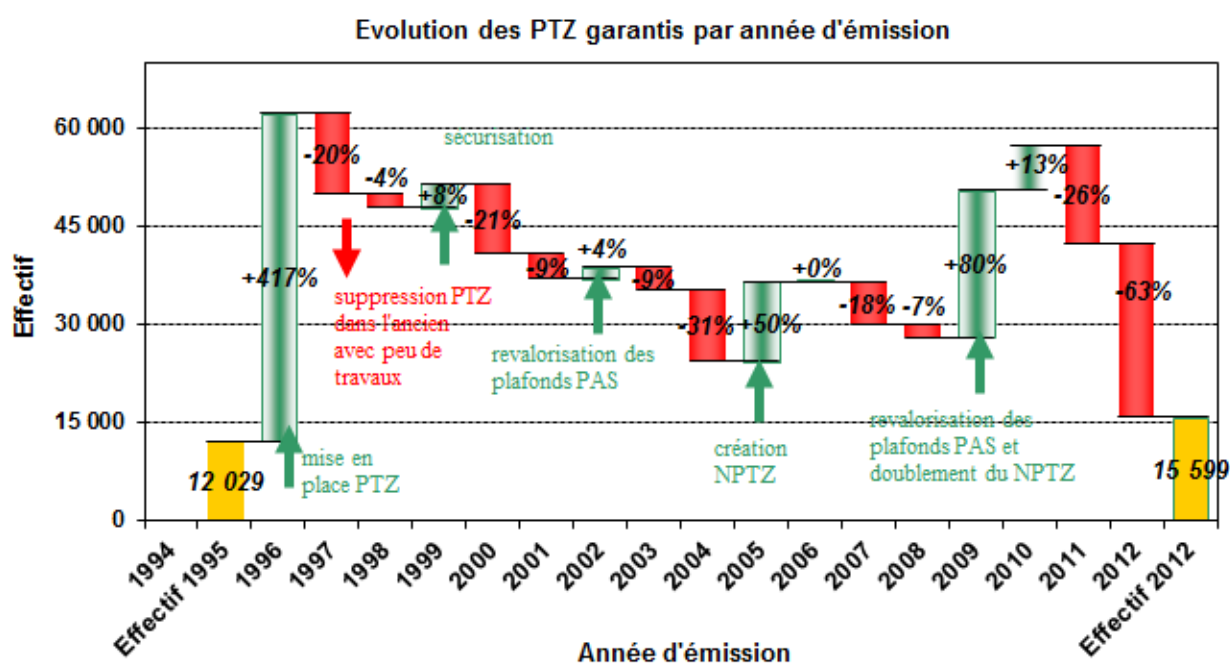
On recense 26 524 prêts à 0% garantis pour la génération 2012 dont 781 NPTZ et 25 743 PTZ+. Ils représentent 30% en effectifs et 11.5% en montants de la production totale des prêts garantis de la génération 2012.

Génération	Nombre de prêts	Montant garanti (M€)
1995	3 754	59.8
1996	57 131	874.8
1997	49 795	794.6
1998	46 681	757.6
1999	49 962	826.4
2000	42 936	711.3
2001	37 875	638.6
2002	38 687	652.6
2003	35 211	595.7
2004	27 244	463.1
2005	35 798	603.1
2006	46 446	809.2
2007	23 044	394.3
2008	28 352	499.9
2009	44 690	1 115.9
2010	53 888	1 687.9
2011	44 001	1 187.5
2012	26 524	773.4
Total	692 019	13 446



En 2012, le montant moyen d'un prêt à 0% garanti est de 29 160 € en hausse de 8.0% par rapport à 2011, pour financer une opération d'un montant moyen de 161 760 €(soit +6.8% sur un an). Le montant du revenu mensuel moyen des emprunteurs est en hausse de 9.6% par rapport à la génération 2011 et se situe à 2 410 € (à titre indicatif, le revenu mensuel moyen des emprunteurs contractant un PAS a également augmenté par rapport à la génération 2011).

Comme pour les PAS, les réformes de 1996 (mise en place du PTZ), de 1999 (sécurisation), de 2001 (revalorisation des plafonds PAS), dont l'effet n'est observé qu'en 2002, de 2005 (création du NPTZ) et les plus récentes de 2008 (revalorisation des plafonds PAS) et 2009 (doublement du NPTZ dans le neuf) ont entraîné des hausses significatives de la production des PTZG (respectivement +417%, +8%, +4%, +50% , +79%), généralement plus prononcées que celles des PAS, sauf en 2002 (production des PAS en progression de 29% contre 4% pour les PTZ garantis). La baisse considérable du nombre de PTZG en 2012 s'explique par le durcissement des conditions d'éligibilité, en effet cette baisse de la production est liée au recentrage du PTZ+ sur les opérations dans le neuf avec réinstauration de plafonds de ressources.



Concernant les émissions de PTZ garantis en 2012, les chiffres sont encore très provisoires puisque les déclarations sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2013 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible que la baisse ne soit, au moins en partie, due qu'à un déficit temporaire de déclarations.

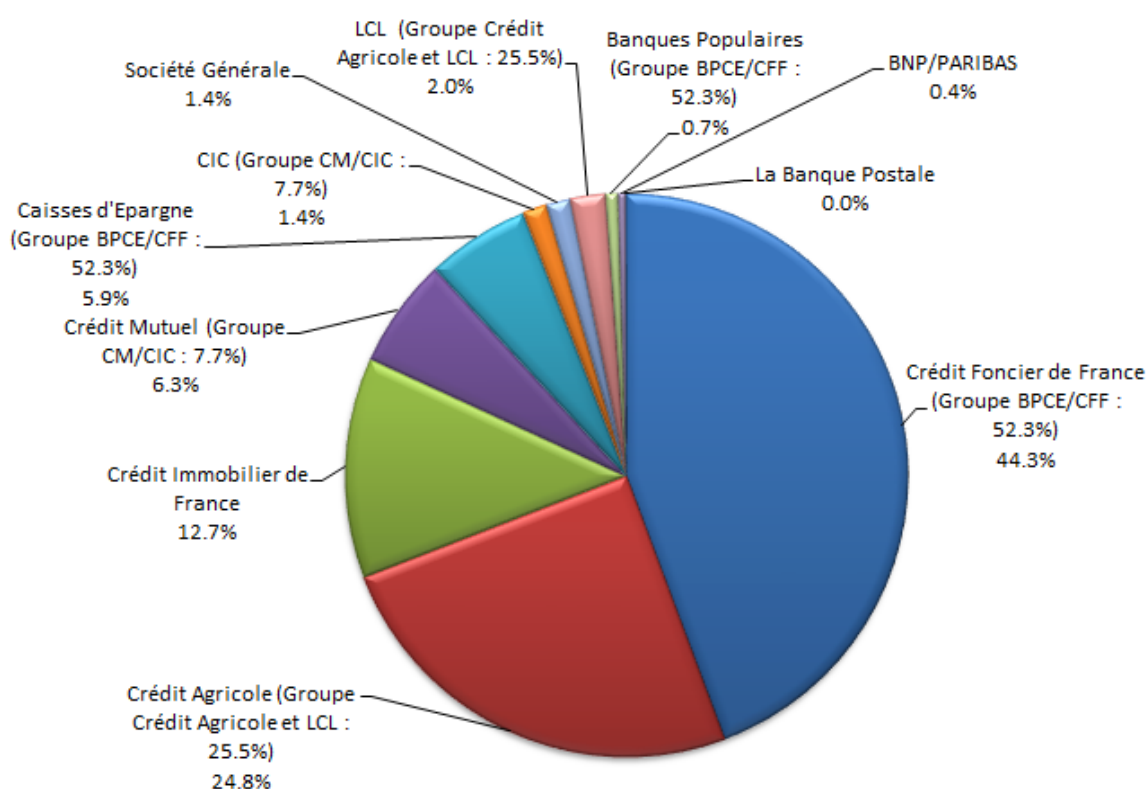
A noter que pour 2011 il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements (à la hausse) : l'estimation de l'an dernier était une variation à la baisse de 29%.

Répartition par établissements

La répartition des montants de prêts à 0% garantis par distributeur et son évolution sont très similaires à celles des PAS. Deux établissements distribuent à eux seuls plus de la moitié des prêts à 0% garantis : le Crédit Foncier (qui gagne 3.6 points à 44.3%) et le Crédit Agricole (qui stagne à 24.8%). En ajoutant le Crédit Immobilier de France à ces deux établissements, ils comptabilisent plus de 80% des montants des prêts à 0% garantis. Le Crédit Mutuel, les Caisses d'Epargne, le LCL et le CIC perdent respectivement 2.5 points, 1.9 points, 0.6 point et 0.7 point.

Le graphique suivant donne les parts de marché des établissements par ordre décroissant dans le sens des aiguilles d'une montre.

Parts de marché (en montants) des établissements pour les PTZG



Le groupe BPCE/Crédit Foncier conserve le premier rang avec une part de marché de 52.3% (+1.9 points). Il est suivi par le groupe Crédit Agricole/LCL avec 25.5% de PTZG distribués en 2012 (contre 25% en 2011). Vient ensuite, avec une part de marché de 12.7% (+1.7 points), le Crédit Immobilier de France (la même remarque que celle faite au sujet des PAS en 2012 peut être faite pour cet établissement).

Répartition géographique des PTZG

La diminution de la production de PTZG de la génération 2012 (en effectifs) est constatée dans l'ensemble des régions hormis en Corse (+18.4%).

Répartition des prêts à 0% garantis par région en 2012 et la part estimée des PTZG dans la production régionale de prêts à 0%

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2011/2012	Part garantie
Rhône Alpes	3 888	14.7%	-33.3%	11.3%
Ile de France	3 058	11.5%	-40.1%	5.6%
Pays de la Loire	3 038	11.5%	-37.4%	13.1%
Aquitaine	1 782	6.7%	-30.4%	10.2%
Provence Côte d'Azur	1 781	6.7%	-39.0%	7.8%
Midi Pyrénées	1 700	6.4%	-33.5%	10.3%
Languedoc Roussillon	1 277	4.8%	-42.3%	9.9%
Bretagne	1 256	4.7%	-50.4%	6.3%
Nord	1 131	4.3%	-50.7%	6.2%
Centre	1 089	4.1%	-38.2%	7.4%
Picardie	874	3.3%	-47.8%	9.2%
Haute Normandie	839	3.2%	-25.6%	9.0%
Poitou Charentes	808	3.0%	-34.5%	8.1%
Bourgogne	756	2.9%	-46.4%	9.2%
Basse Normandie	685	2.6%	-36.0%	9.2%
Lorraine	568	2.1%	-54.0%	4.8%
Champagne	443	1.7%	-40.9%	7.2%
Franche Comté	413	1.6%	-46.5%	6.6%
Auvergne	340	1.3%	-46.2%	4.9%
Alsace	317	1.2%	-64.5%	3.9%
Corse	270	1.0%	18.4%	24.0%
Limousin	211	0.8%	-39.7%	5.7%
Ensemble	26 524	100%	-39.7%	8.2%

La répartition géographique des PTZG montre que les régions Rhône-Alpes, Ile-de-France et Pays de la Loire restent les plus importantes productrices de prêts à 0% garantis (respectivement 14.7%, 11.5% et 11.5%). Elles distribuent 37.7% de prêts à 0% garantis.

Les régions Corse, Pays de la Loire, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, et Aquitaine affichent les plus forts pourcentages d'opérations garanties par le FGAS (respectivement 24%, 13.1%, 11.3%,

10.3%, 10.2% contre 8.2% pour l'ensemble de la métropole). L'Alsace, l'Auvergne et le Limousin sont les régions qui ont la plus faible proportion de PTZ garantis sur le total des PTZ distribués (respectivement 3.9%, 4.9% et 5.7%).

Caractéristiques des opérations

L'ouverture en février 2005 du PTZ à l'acquisition seule avait bouleversé la répartition des opérations financées par un PTZG. Le doublement dans le neuf du montant du NPTZ à compter du 15 janvier 2009, puis la fin en sifflet de cette mesure à partir du 1^{er} juillet 2010 ont contribué à l'accroissement de la part du neuf parmi les opérations financées par un NPTZ garanti. Sa part a été réduite à une petite moitié (48.4% en 2009). Elle s'établit à 59.9% pour la génération 2010 et à 51.3% pour la génération 2011, soit une baisse de 8.6 points. Le recentrage du PTZ+ sur les opérations dans le neuf en 2012 se traduit par une hausse importante de la part du neuf (+26 points) par rapport à 2011, atteignant 77.4%.

Répartition des PTZG par type d'opération

	2010		2011		2012	
Neuf	32 266	59.9%	22 581	51.3%	20 537	77.4%
Acquisition avec amélioration	6 626	12.3%	4 102	9.3%	1 095	4.1%
Acquisition seule	14 996	27.8%	17 318	39.4%	4 892	18.4%
Ensemble	53 888	100%	44 001	100%	26 524	100%

L'analyse de l'évolution par génération des PTZG par zone géographique montre que le nombre d'opérations situées en Ile-de-France comme en province est en forte baisse, respectivement de 40.1% et 39.7%. Seulement 11,5% des PTZ garantis en 2012 sont distribués en Ile-de-France, sans changement de répartition selon le type d'opération par rapport à 2011.

En Ile-de-France, les opérations sont dans le neuf pour 72.1% d'entre elles, contre 44.2% pour la génération précédente. La part des acquisitions dans l'ancien sans travaux fléchit à 27% contre 54.3% en 2010.

En province, le neuf représente près de 78% des opérations contre 52.2% en 2011 et les acquisitions avec amélioration et acquisition seule perdent 73.5% et 72.1% des opérations. Ainsi, la génération 2012 est marquée par une importante part dans le neuf sur l'ensemble du territoire au profit de l'acquisition seule et acquisition avec amélioration avec respectivement -71.8% et -73.3% par rapport à 2011.

Entre 2011 et 2012, le coût moyen d'opération augmente une nouvelle fois (+6.8% en moyenne pour l'ensemble des opérations) : autour de 2.5% dans le neuf et 0.3% pour les acquisitions avec travaux et 0.6% pour l'acquisition seule.

Coûts moyens d'opération en euros

	2010	2011	2012	Variation 11/12
Neuf	161 490	164 355	168 487	2.5%
Acquisition avec amélioration	122 774	119 277	119 586	0.3%
Acquisition seule	140 904	142 124	143 036	0.6%
Ensemble	151 009	151 397	161 756	6.8%

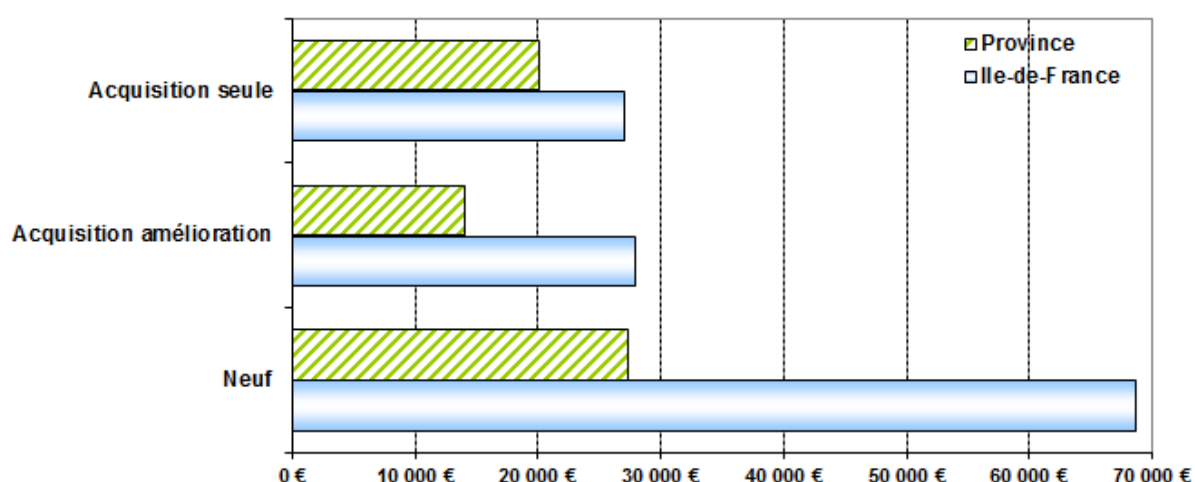
Le coût moyen d'opération reste nettement supérieur en Ile-de-France, en hausse de 6.9% par rapport à 2011. L'écart absolu entre province et Ile-de-France est autour de 43 999 € (soit 2 815 € de plus qu'en 2011).

Caractéristiques des prêts

Le montant moyen est en hausse de 8% par rapport à la génération 2011 et s'établit à 29 157 € (contre 26 989 €). Cette hausse est en grande partie due à l'ancien ; acquisition seule (+8%) et acquisition avec amélioration (+2.2%) : A l'inverse dans le neuf, le montant moyen à 31 815 € affiche une diminution de 8.8%.

En 2012 le montant reste toujours plus élevé en Ile-de-France, puisqu'il est plus du double qu'en province. L'écart du montant moyen entre l'Ile-de-France et la province pour la génération 2012 s'accroît considérablement de 122.9%, soit une différence de 31 397€, beaucoup plus qu'en 2011 avec un écart de 15 243€. La hausse est soutenue par l'augmentation du montant moyen en Ile-de-France de +40.7% en 2012 avec un montant moyen de 56 934€, alors qu'en province, le montant moyen n'évolue que de peu (+1.3% avec un montant moyen de 25 537 €).

Montant moyen de PTZG par zone et type d'opération



La quotité moyenne du PTZG ne progresse que de 0.2 point pour atteindre 18% en 2012 par rapport à 2011.

Cette quotité est inférieure en province de 12 points par rapport à l'Ile-de-France et s'élève respectivement à 16.3% et 28.3%.

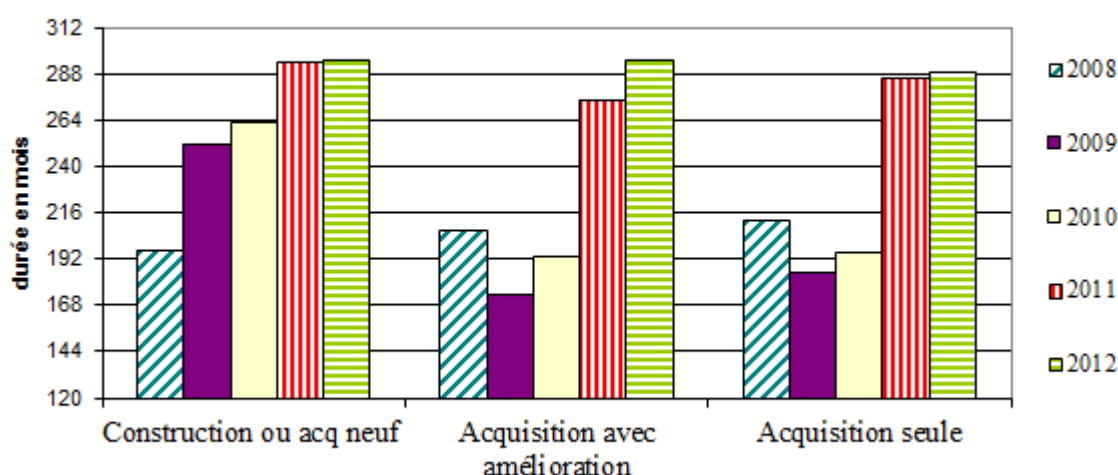
En regardant par type d'opération, on constate que la quotité est supérieure dans le neuf en Ile-de-France et en province, avec respectivement 32.4% et 16.7%. Dans l'acquisition avec amélioration, elle est de 16.7% en Ile-de-France et de 11.9% en province pour une quotité de 12.1% dans l'ensemble. Concernant l'acquisition seule, l'écart entre Ile-de-France et province est de 0.6 point avec des quotités respectives de 15.5% et 14.9%.

Quotité moyenne du montant du PTZG de la génération 2012 dans le coût d'opération

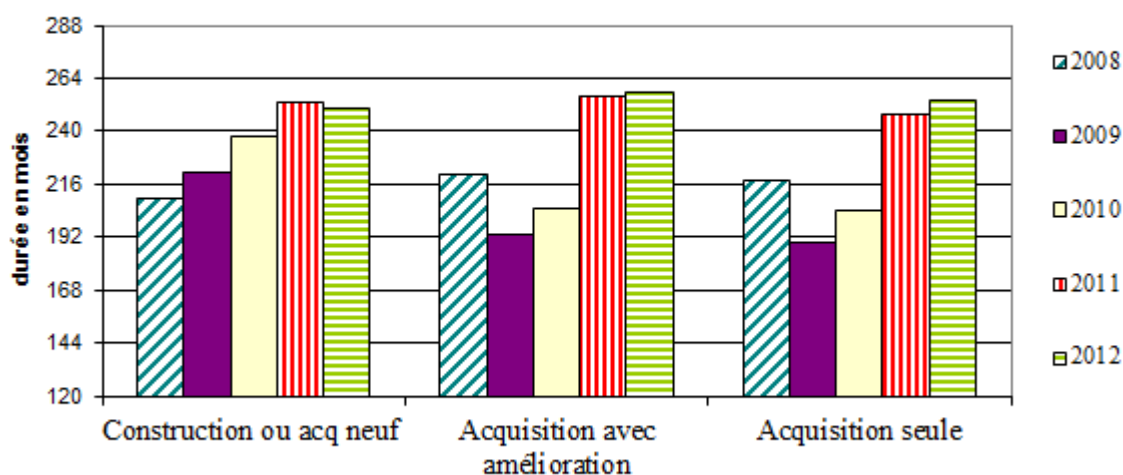
	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	32.4%	16.7%	18.9%
Acquisition avec amélioration	16.7%	11.9%	12.1%
Acquisition seule	15.5%	14.7%	14.9%
Ensemble	28.3%	16.3%	18.0%

Après des hausses régulières de l'allongement de la durée du prêt à 0% garanti, la génération 2008 s'est caractérisée par une légère diminution de la durée des prêts qui continue en 2009 (-7 mois, à 17 ans et 2 mois en moyenne) mais augmente de nouveau fortement en 2010 (+1 an et 7 mois, à 18 ans et 9 mois) et en 2011 (+2 ans et 7 mois, à 21 ans et 4 mois) pour se stabiliser en 2012 à 21 ans et 4 mois. La durée moyenne en Ile-de-France est plus élevée qu'en province (24 ans et 5 mois contre 21 ans).

Durée d'un PTZG en Ile de France



Durée d'un PTZG en Province



La durée moyenne du PTZG s'allonge légèrement dans l'acquisition seule et dans le neuf avec respectivement +3 mois et +1 mois en Ile-de-France, tandis que l'acquisition avec amélioration connaît une notable augmentation de la durée avec 21 mois de plus.

En province, les variations sont peu marquées, avec un allongement de 2 mois dans l'acquisition avec travaux et de 6 mois dans l'amélioration seule. Dans le neuf par contre, une baisse de la durée d'emprunt de 3 mois est constatée pour s'établir à 20 ans et 10 mois. La tendance générale montre tout de même une stagnation de la durée moyenne du prêt à 21 ans et 4 mois. Dans le neuf, la durée s'établit à 21 ans et 3 mois (-2 mois par rapport à 2011), dans l'acquisition avec amélioration autour de 21 et 6 mois (+2 mois) et enfin dans l'acquisition sans amélioration à 21 et 7 mois.

Caractéristiques des bénéficiaires

Le revenu mensuel moyen d'un emprunteur de prêt à 0% garanti est de 2 413 € en hausse de 10% par rapport à la génération précédente, une hausse qui se retrouve essentiellement dans le neuf (+9.5%) puis dans l'acquisition avec amélioration (+4.5%) et enfin dans l'acquisition seule (+3.3)

Revenu mensuel moyen des ménages en euros

	2010	2011	2012	Variation
Neuf	2 277	2 269	2 485	9.5%
Acquisition amélioration	1 961	2 056	2 148	4.5%
Acquisition seule	2 106	2 102	2 172	3.3%
Ensemble	2 195	2 201	2 413	9.6%

La structure de répartition par CSP ne révèle pas de tendance particulière. La part des ouvriers reste prépondérante en 2012, suivie des employés. En ajoutant les professions intermédiaires à ces deux dernières, elles cumulent 87.3% de l'ensemble des opérations financées avec un PTZG en 2012.

Le prêt représente en moyenne environ 12.1 mois de revenus¹² de l'emprunteur. Selon la CSP de l'emprunteur, cette donnée s'étale de 7.6 mois pour les agriculteurs à 14.5 mois pour les cadres. Par ailleurs, le PTZG équivaut à 20.9 mois de revenu en Ile-de-France et 10.7 mois en province.

¹² Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 24% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, compte tenu des valeurs mal renseignées où les montants du revenu sont déclarés comme revenu mensuel au lieu d'annuel.

Un PTZG étant généralement accompagné d'un PAS, les deux ratios exprimant le montant de prêt (du PAS et du PTZG) en années (ou mois) de revenus s'ajoutent et aboutissent donc à un ratio cumulé encore plus important (cf. chapitre 2.1).

CSP des emprunteurs en 2012

CSP	Effectifs	%
Agriculteurs	422	1.6%
Artisans, commerçants	718	2.7%
Cadres	1 461	5.5%
Prof. Intermédiaires	5 164	19.5%
Employés	8 242	31.1%
Ouvriers	9 742	36.7%
Retraités	184	0.7%
Inactifs	591	2.2%
Ensemble	26 524	100%

La répartition par type d'opération varie légèrement selon les CSP : les agriculteurs et les ouvriers font proportionnellement plus d'opérations dans le neuf (80% contre 77% dans l'ensemble) alors que les inactifs et les retraités en font beaucoup moins (66% et 62%).

A l'inverse, les premiers investissent très peu, en proportion, dans l'acquisition seule (15% et 15%, au-dessous de la moyenne à 18%) alors que chez les seconds, respectivement 28% et 24% des emprunteurs y investissent. Enfin, les agriculteurs et les inactifs investissent proportionnellement plus dans le secteur de l'acquisition amélioration que les autres CSP.

Pour l'ensemble des emprunteurs, le coût moyen exprimé en nombre de mois de revenu est de 67.02 mois (soit presque 2 mois de moins qu'en 2011). Les coûts moyens varient de 65.8 mois pour les cadres à 74.1 mois pour les inactifs.

Le nombre des personnes seules, représentant 18.5% des ménages, est en légère baisse en proportion cette année (-3 points par rapport à 2011) tout comme les ménages de 5 personnes et 6 personnes (-0.9 point et -1.2 point).

La part des personnes seules est plus importante dans le neuf (65.6%) que dans l'ancien (34.4%), contrairement à la génération 2011 où le phénomène inverse était constaté avec 60.5% dans l'ancien contre 39.5% dans le neuf, de même que pour les ménages de 2, 3 et 4 personnes pour

lesquels la proportion dans le secteur du neuf est largement prédominante avec respectivement 75.6%, 81.2% et 82%.

Répartition par taille de ménage et par type d'opération

Taille de ménage	Neuf		Acquisition amélioration		Acquisition seule		Ensemble
Personne seule	3 215	15.7%	249	22.7%	1 440	29.4%	18.5%
2 personnes	4 179	20.3%	242	22.1%	1 110	22.7%	20.9%
3 personnes	5 160	25.1%	243	22.2%	953	19.5%	24.0%
4 personnes	4 773	23.2%	216	19.7%	833	17.0%	21.9%
5 personnes	2 418	11.8%	105	9.6%	406	8.3%	11.0%
6 personnes et plus	792	3.9%	40	3.7%	150	3.1%	3.7%
Ensemble	20 537	100%	1 095	100%	4 892	100%	100%
moyenne du nombre de personnes	3.1		2.8		2.6		3.0

La génération 2012 est caractérisée par une importante proportion d'investissement dans le neuf, le poids du neuf étant d'autre part croissant avec la taille de la famille, tout comme les générations précédentes. Cette année, la part des couples vivant maritalement (36.3%) est en augmentation de 6.9 points au détriment des mariés (-0.9 point, 33.1%), des personnes divorcées ou séparées (-1.8 point, 5.8%) et des célibataires (-4.1 points, 24.4%). Les couples mariés ne demeurent plus la catégorie prépondérante. L'ensemble des couples (mariés ou vivant maritalement) représentent 69.4% des emprunteurs, en légère augmentation par rapport à 2011.

Situation familiale des bénéficiaires d'un PTZG

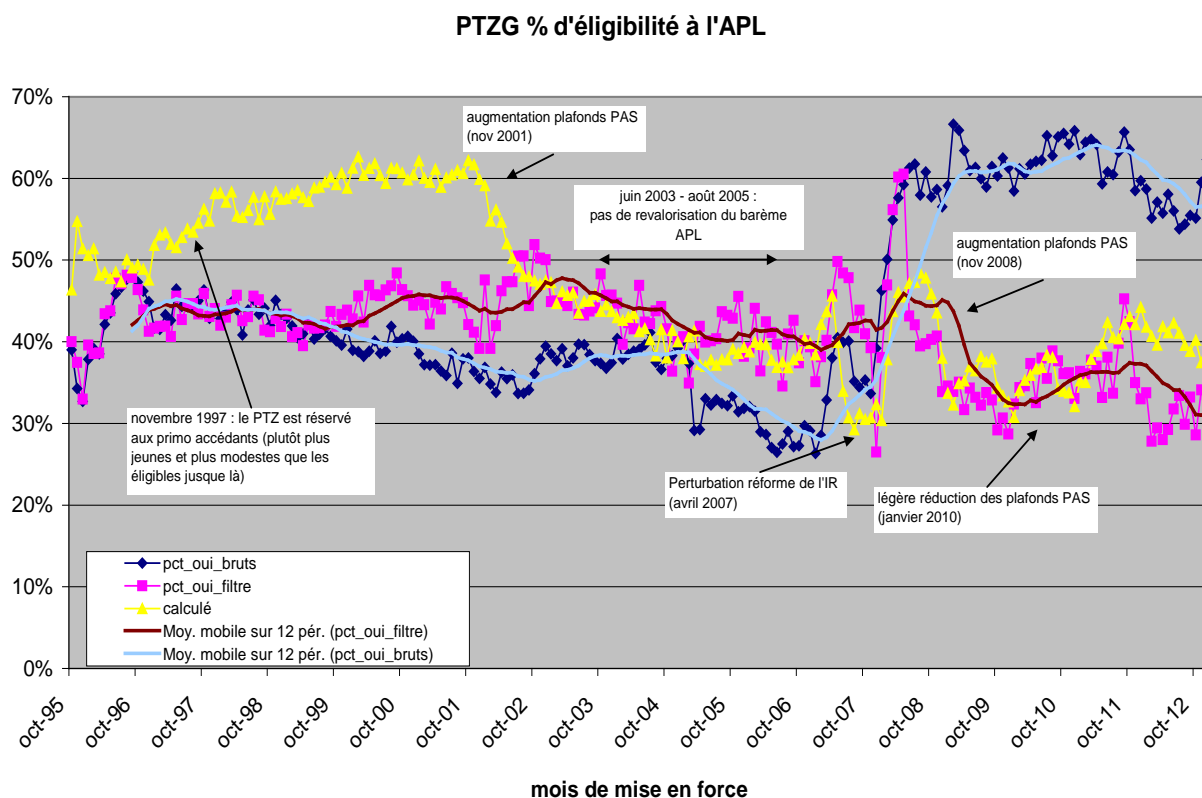
	2010		2011		2012	
Marié	18 710	34.7%	14 949	34.0%	8 786	33.1%
Vivant maritalement	16 251	30.2%	12 944	29.4%	9 638	36.3%
Célibataire	14 864	27.6%	12 529	28.5%	6 461	24.4%
Divorcé ou séparé	3 746	7.0%	3 358	7.6%	1 545	5.8%
Veuf	317	0.6%	221	0.5%	94	0.4%
Ensemble	53 888	100%	44 001	100%	26 524	100%

Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs d'un PTZG

Le constat est similaire au PAS, avec une divergence encore plus marquée entre les variables calculée et déclarée (filtrée) notamment pour les anciennes générations de 1995 à 2001.

Le niveau relativement élevé du pourcentage d'éligibilité à l'APL « calculé » peut s'expliquer par la concentration sur cette période des prêts à 0% garantis sur les primo accédants généralement jeunes et aux revenus modestes. Sur le reste de la période étudiée, les évolutions

des courbes sont identiques à celles observées pour les prêts PAS, dont chaque rupture correspond aux différentes phases d'évolution de la réglementation sur les prêts garantis évoquées dans le paragraphe sur la présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs d'un PAS.



2.2 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2012

On recense 550¹³ éco-prêts garantis pour un montant prêté de 9.5 M€ au cours de la génération 2012 pour 34 113 éco-prêts pour un montant prêté de 587.6 M€ sur l'ensemble des éco-prêts.

Le montant moyen d'un éco-prêt garanti est de 17 231 € pour financer des travaux de 18 930€

Sur l'ensemble des éco-prêts de la génération 2012, le montant moyen est de 17 224 € pour un montant moyen de travaux égal à 19 950€

Seuls le Crédit Agricole, le Crédit Foncier de France et la Banque Populaires ont distribué des éco-prêts garantis en 2012.

La durée moyenne des éco-prêts garantis est de 119 mois, soit 9 ans et 11 mois, 6 mois de plus que dans l'ensemble des éco-prêts.

Répartition géographique des Éco-prêts à 0% garantis

La province compte 478 éco-prêts garantis en 2012, soit 91% de la totalité.

Le montant moyen prêté en province est de 17 060 € pour financer des travaux moyens de 18 826 €. Ces valeurs sont plus élevées en Île-de-France avec un prêt moyen de 18 976 € pour des travaux moyens de 19 988 €

Île-de-France	47	9.0%
Bouquet 2 actions	33	6.3%
Bouquets 3 actions ou plus	10	1.9%
Performance globale	4	0.8%
Assainissement	0	0.0%
Province	478	91.0%
Bouquet 2 actions	321	61.1%
Bouquets 3 actions ou plus	128	24.4%
Performance globale	5	1.0%
Assainissement	24	4.6%
Ensemble*	525	100%

(*) Effectif exploitable 525 sur 550

¹³ A noter que les effectifs d'éco-prêts déclarés comme garantis dans la base « éco-prêts » ne sont pas identiques aux effectifs d'éco-prêts garantis issus de la base FGAS. Les effectifs présents dans ce bilan sont ceux issus de la base FGAS.

Près de 27% des éco-prêts garantis se situent en zone climatique H1A (142 prêts) contre 125 éco-prêts en zone H2C (23.8%). A elles deux, elles représentent la moitié des éco-prêts garantis.

Si l'on considère l'ensemble des éco-prêts de la génération 2012, c'est en zone H1A que se situe le plus grand nombre avec 6 765 éco-prêts, soit 19.8% du total, suivi par la zone H1C avec 5 818 éco-prêts (17%).

Caractéristiques des types de travaux des Éco-prêts à 0% garantis

Le bouquet de deux actions représente la majorité des éco-prêts garantis de la génération 2012 avec 354 éco-prêts garantis, devant le bouquet de 3 actions ou plus (133 éco-prêts). La performance globale et l'assainissement correspondent respectivement à 9 et 24 éco-prêts garantis. Les bouquets deux et trois actions ou plus représentent donc 93.7% des éco-prêts garantis de la génération 2012.

S'agissant de l'ensemble des éco-prêts de la génération 2012, on recense 19 280 éco-prêts liés aux bouquets de deux actions, devant les bouquets de trois actions ou plus avec 11 300 éco-prêts, loin devant l'assainissement et la performance globale avec respectivement 3 264 et 269 éco-prêts.

Les éco-prêts garantis liés aux bouquets de trois actions ou plus ont un montant moyen de 23 328€ (15 267€ pour les bouquets de deux actions) pour un montant de travaux moyen égal à 26 266€ (16 549€ pour les bouquets de deux actions).

Caractéristiques des bénéficiaires

Les ouvriers sont les principaux bénéficiaires d'éco-prêts garantis (115), devant les employés (107), les agriculteurs et les professions intermédiaires (109 pour ces deux dernières catégories).

Les artisans/commerçants ont un prêt moyen de 19 894€, devant les cadres (19 741€) et les inactifs (19 554 €). Ces derniers ont également le coût moyen des travaux le plus élevé (25 064€) devant les artisans/commerçants et les cadres (22 660€ et 21 090€).

La durée de l'éco-prêt garanti est la plus longue chez les ouvriers avec 125 mois alors que chez les retraités, elle n'est que de 105 mois.

3 BILAN STATISTIQUE DES PRETS GARANTIS

DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

POUR LA GENERATION 2012

3.1 PAS DOM DE LA GENERATION 2012

Le nombre de PAS distribués en DOM appelés dans ce qui suit « PAS DOM » de la génération 2012 s'élève à 382 prêts contre 294 dans la génération précédente, soit une hausse de 30%. La répartition de la production selon le département d'Outre-Mer est la suivante : 74.1% pour la Réunion, 19.4% en Martinique, 5.2% en Guyane et 1.3% en Guadeloupe. Le montant moyen d'un PAS DOM est de 97 097 €(contre 96 297 €en France métropolitaine), en quasi-stagnation par rapport à la génération 2011 (0.8%). Ce prêt finance une opération d'un coût moyen de 150 443 €(+6% par rapport à la génération 2011) contre 152 490 €en France métropolitaine. La quotité du PAS DOM baisse légèrement passant de 68% en 2011 à 65% en 2012 (contre seulement 63% pour la génération 2012 en métropole). Elle est plus élevée dans l'amélioration (77%) que dans l'acquisition sans amélioration (69%), l'acquisition avec amélioration (64%) et le neuf (60%).

Les parts des opérations dans le neuf et dans l'acquisition avec amélioration augmentent avec 44% des opérations dans le neuf, soit 169 prêts et 23% des opérations dans l'acquisition avec amélioration, soit 87 prêts. En revanche, la part des opérations dans l'amélioration diminue respectivement de 8 points (9%) et stagne pour l'acquisition sans amélioration à 24%. Pour la génération 2012, 35 prêts sont accordés pour l'amélioration seule, et 91 prêts pour l'acquisition sans amélioration.

Les prêts PAS DOM pour les ménages composés d'une ou deux personnes représentent 38.3% de la production (contre 34.7% en 2011). Si on y ajoute les ménages de 3 personnes, on obtient 62.9% des PAS DOM (contre 60.5% en 2011). Contrairement à 2011, la part des ménages de 3 personnes devient la plus importante (24.6%), devant la part des ménages à 4 personnes avec 23.8%.

Les parts des emprunteurs mariés et célibataires sont en hausse en 2012 : respectivement +5 points à 42.4% et +0.6 points à 42.4%. Cette augmentation a lieu au détriment des divorcés/séparés (-3.0%) et des couples vivant maritalement (-2.1%). L'ensemble des couples

(mariés ou vivant maritalement) représente 53% des emprunteurs. Quant aux personnes veuves, elles sont dans une proportion non significative en 2012.

Les employés restent la catégorie socio-professionnelle prépondérante en 2012 avec 43.5% des PAS DOM (+3points), devant les professions intermédiaires avec 26.7% des PAS DOM (+4.3 points) et une baisse dans la catégorie des ouvriers (-2.3 points) pour une part de 14.7% des PAS DOM. Les cadres arrivent en quatrième position avec 7.9%. En métropole, ces catégories représentent 34.1% pour les ouvriers, 31.9% pour les employés, 19.6% pour les professions intermédiaires et 5.7% pour les cadres. L'ensemble des ouvriers, employés et professions intermédiaires représentent 85.6% des emprunteurs avec très peu de retraités, d'inactifs, et d'agriculteurs.

3.2 PTZ DOM GARANTIS DE LA GENERATION 2012

En 2012, la production PTZG DOM est constituée de 286 prêts (contre 287 prêts en 2010).

236 prêts ont été accordés à l'Ile de la Réunion, les 50 autres prêts se répartissant comme suit : 36 en Martinique, 3 en Guadeloupe, 11 en en Guyane. Le neuf représente 92% de l'ensemble des opérations, soit 264 prêts.

Le montant moyen d'un PTZG dans les DOM est de 47 963 €(contre 29 157 €en métropole), en forte hausse de 27% par rapport à 2011. Ce prêt finance une opération d'un coût moyen de 153 122 €(contre 161 756 €en France métropolitaine), soit +9.6% par rapport à la génération 2011. Depuis 2005, la quotité est en progression soutenue : passant de 14.4% en 2005 à 27.0% en 2011, et 31.3% en 2012

Le montant moyen du prêt dans le neuf est supérieur à la moyenne (49 926 €), en augmentation de 10.1%. Le coût moyen d'opération est aussi en hausse de 7.3% par rapport à 2011 dans le neuf (155 064€). Pour les acquisitions seules, les hausses sont très faibles pour le prêt (dont le montant est de 24 605 €) et de 2.5% pour le coût d'opération (132 975 €).

Au regard du profil des ménages, ce sont en majorité des couples : soit mariés (42.7%), soit vivant maritalement (20.3%). Les célibataires représentent 30.8% des ménages. Au total, ce sont les ménages de 3 et 4 personnes qui bénéficient davantage d'un PTZG dans les DOM (respectivement 23.8% et 26.2%).

La génération 2012 est marquée par la progression de la part des professions intermédiaires qui représentent environ 30.4% des emprunteurs (contre 20.6% en 2011), au détriment des ouvriers

(13.6% contre 17.1% en 2011). Les employés reste la catégorie la plus importante avec 42.3% malgré une baisse entre 2011 et 2012 (44.9% à 42.3%).

3.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM

En 2012, il n'y a pas eu d'éco-prêt garanti distribué dans les DOM.

4 **ANNEXES**

ANNEXES

Préambule : Répartition des générations PAS et PTZG par année d'émission

ANNEXES PAS

Annexe 1 : Parts de marché des établissements de crédit pour les prêts PAS par génération

Annexe 2 : Répartition géographique de PAS de la génération 2012
- par département
- par zone de Robien

Annexe 3 : Caractéristiques des opérations financées par un PAS

Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS
- effectifs et principales caractéristiques des opérations

Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS
- principales caractéristiques des opérations financées par un PAS de la génération 2012

Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS
- principales caractéristiques des opérations financées par un PAS de la génération 2012

Annexe 7 : Caractéristiques des PAS dans les départements d'outre mer (PAS DOM)
- caractéristiques des opérations PAS DOM par génération
- caractéristiques des bénéficiaires de PAS DOM par génération

Annexe 8 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un Prêt PAS

ANNEXES PTZG

Annexe 9 : Parts de marché des établissements producteurs des PTZ garantis par génération

Annexe 10 : Caractéristiques des opérations et des zones des PTZ garantis
- détails des opérations et des zones des PTZ garantis par génération
- caractéristiques des opérations et des zones des PTZ garantis de la génération 2012

Annexe 11 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'un PTZ garanti de la génération 2012

Annexe 12 : Caractéristiques des PTZG DOM par département

Annexe 13 : Caractéristiques des bénéficiaires de PTZG DOM par génération

Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un prêt PTZG

ANNEXES ECO-PRETS GARANTIS

Annexe 15 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2012

Annexe 16 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des Eco-prêts garantis de la génération 2012

Annexe 17 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs bénéficiant d'un Eco-prêt garantis de la génération 2012

Annexe 18 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2012

Annexe 19 : Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement des Eco-prêts garantis de la génération 2012

Annexe 20 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2012

Répartition des générations PAS et PTZG par année d'émission

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

La génération 2012 de PAS et de PTZ garantis, comme les générations 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011 relève du dispositif dit du « Nouveau FGAS », c'est-à-dire du régime de garantie postérieur à la liquidation, à la fin de l'année 2005, des actifs du Fonds de garantie constitués depuis 1993.

La génération 2006 a été rattachée à l'ancien FGAS, moyennant une modification de son périmètre, (prêt émis OU mis en force en 2006), ce qui a une répercussion sur le volume des générations suivantes, en raison du décalage entre émission et mise en force. A compter de la génération 2007, les générations sont composées des prêts garantis au titre du nouveau FGAS mis en force au cours de l'année de génération.

Répartition des générations de PAS par année d'émission

Année d'émission Génération	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
2007 (sur 31463 PAS)	-	-	-	-	-	-	100,0%	-	-	-	-	-
2008 (sur 37014 PAS)	-	-	-	-	-	-	22,8%	77,2%	-	-	-	-
2009 (sur 52166 PAS)	-	-	-	-	-	-	0,6%	13,7%	85,7%	-	-	-
2010 (sur 62397 PAS)	-	-	-	-	-	-	0,1%	0,4%	23,3%	76,2%	-	-
2011 (sur 61893 PAS)	-	-	-	-	-	-	0,0%	0,0%	1,1%	32,9%	65,9%	-
2012 (sur 61612 PAS)	-	-	-	-	-	-	0,0%	0,0%	0,1%	2,4%	28,7%	68,7%

Répartition des générations de PTZG par année d'émission

Année d'émission Génération	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
2007 (sur 23044 PTZG)	-	-	-	-	-	-	100,0%	-	-	-	-	-
2008 (sur 28352 PTZG)	-	-	-	-	-	-	22,9%	77,1%	-	-	-	-
2009 (sur 44690 PTZG)	-	-	-	-	-	-	0,9%	13,0%	86,1%	-	-	-
2010 (sur 53888 PTZG)	-	-	-	-	-	-	0,1%	0,4%	21,4%	78,1%	-	-
2011 (sur 44001 PTZG)	-	-	-	-	-	-	0,0%	0,0%	0,9%	32,5%	66,6%	-
2012 (sur 26524 PTZG)	-	-	-	-	-	-	0,0%	0,0%	0,1%	2,8%	48,6%	48,4%

Annexe 1 : Parts de marché des établissements pour les prêts PAS par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

	2008		2009		2010		2011		2012	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	1 210 (3.3%)	110.0 (3.1%)	1 131 (2.2%)	100.2 (2.0%)	1 043 (1.7%)	93.8 (1.7%)	883 (1.4%)	84.7 (1.5%)	703 (1.1%)	71.1 (1.2%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	2 313 (6.2%)	194.7 (5.5%)	2 807 (5.4%)	233.8 (4.7%)	5 032 (8.1%)	414.9 (7.3%)	5 154 (8.3%)	393.7 (7.1%)	4 685 (7.6%)	351.3 (5.9%)
Crédit Foncier de France	9 698 (26.2%)	1 141.4 (32.2%)	16 018 (30.7%)	1 792.3 (36.2%)	19 381 (31.1%)	2 009.4 (35.6%)	19 157 (31.0%)	2 047.5 (36.8%)	20 605 (33.4%)	2 539.3 (42.8%)
Groupe BPCE	13 221 (35.7%)	1 446.1 (40.8%)	19 956 (38.3%)	2 126.4 (42.9%)	25 456 (40.8%)	2 518.0 (44.6%)	25 194 (40.7%)	2 525.9 (45.4%)	25 993 (42.2%)	2 961.8 (49.9%)
Crédit Agricole	10 479 (28.3%)	859.2 (24.2%)	13 066 (25.0%)	1 048.8 (21.2%)	16 324 (26.2%)	1 229.4 (21.8%)	19 544 (31.6%)	1 441.3 (25.9%)	20 260 (32.9%)	1 416.0 (23.9%)
LCL	324 (0.9%)	31.2 (0.9%)	796 (1.5%)	79.6 (1.6%)	960 (1.5%)	99.7 (1.8%)	911 (1.5%)	93.8 (1.7%)	505 (0.8%)	50.4 (0.8%)
Groupe Crédit Agricole LCL	10 803 (29.2%)	890.3 (25.1%)	13 862 (26.6%)	1 128.4 (22.8%)	17 284 (27.7%)	1 329.1 (23.5%)	20 455 (33.0%)	1 535.1 (27.6%)	20 765 (33.7%)	1 466.4 (24.7%)
Crédit Mutuel	4 900 (13.2%)	398.9 (11.3%)	6 766 (13.0%)	551.9 (11.1%)	7 727 (12.4%)	625.0 (11.1%)	6 778 (11.0%)	539.0 (9.7%)	5 397 (8.8%)	452.0 (7.6%)
CIC	2 080 (5.6%)	198.6 (5.6%)	1 707 (3.3%)	161.9 (3.3%)	1 692 (2.7%)	171.2 (3.0%)	1 399 (2.3%)	136.3 (2.5%)	1 061 (1.7%)	108.6 (1.8%)
Groupe Crédit Mutuel CIC	6 980 (18.9%)	597.5 (16.9%)	8 473 (16.2%)	713.8 (14.4%)	9 419 (15.1%)	796.2 (14.1%)	8 177 (13.2%)	675.2 (12.1%)	6 458 (10.5%)	560.6 (9.4%)
BNP/PARIBAS	1 533 (4.1%)	146.1 (4.1%)	2 047 (3.9%)	201.1 (4.1%)	1 347 (2.2%)	136.6 (2.4%)	780 (1.3%)	75.6 (1.4%)	548 (0.9%)	54.8 (0.9%)
BNP Paribas Personal Finance	1 (0.0%)	0.1 (0.0%)	2 (0.0%)	0.1 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Groupe BNP	1 534 (4.1%)	146.3 (4.1%)	2 049 (3.9%)	201.2 (4.1%)	1 347 (2.2%)	136.6 (2.4%)	780 (1.3%)	75.6 (1.4%)	548 (0.9%)	54.8 (0.9%)
Crédit Immobilier de France	2 338 (6.3%)	251.5 (7.1%)	3 949 (7.6%)	398.9 (8.0%)	6 182 (9.9%)	594.2 (10.5%)	6 136 (9.9%)	636.9 (11.5%)	6 704 (10.9%)	773.5 (13.0%)
Société Générale	2 138 (5.8%)	212.5 (6.0%)	3 877 (7.4%)	387.8 (7.8%)	2 709 (4.3%)	272.0 (4.8%)	1 151 (1.9%)	113.8 (2.0%)	1 106 (1.8%)	113.1 (1.9%)
La Banque Postale									38 (0.1%)	2.9 (0.0%)
Ensemble	37 014	3 544,0	52 166	4 956,5	62 397	5 646,1	61 893	5 562,6	61 612	5 933,1

Annexe 2 : Répartition géographique des PAS de la génération 2012 - par département

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Alsace	915	1,5%	106 560 350	1,8%	Bas-Rhin	485	56 117 321
					Haut-Rhin	430	50 443 029
Aquitaine	3 149	5,1%	314 007 901	5,3%	Dordogne	328	29 352 668
					Gironde	1 237	135 775 025
					Landes	486	51 655 881
					Lot et Garonne	251	24 077 357
					Pyrénées Atlantique	847	73 146 970
Auvergne	803	1,3%	62 136 898	1,0%	Allier	172	13 763 582
					Cantal	55	4 947 621
					Haute Loire	256	14 511 112
					Puy de Dôme	320	28 914 584
Basse Normandie	1 234	2,0%	121 064 147	2,0%	Calvados	539	57 974 130
					Manche	450	41 599 911
					Orne	245	21 490 105
Bourgogne	1 869	3,0%	162 593 555	2,7%	Côte d'Or	439	41 994 864
					Nièvre	166	13 041 084
					Saône et Loire	927	74 233 481
					Yonne	337	33 324 126
Bretagne	3 464	5,6%	228 814 953	3,9%	Côtes d'Armor	405	31 988 012
					Finistère	1 069	63 912 459
					Ille et Vilaine	1 517	97 478 388
					Morbihan	473	35 436 094
Centre	2 580	4,2%	239 637 044	4,0%	Cher	334	27 685 725
					Eure et Loir	346	41 550 018
					Indre	108	8 373 116
					Indre et Loire	713	54 264 966
					Loir et Cher	234	20 997 541
					Loiret	845	86 765 677
Champagne	1 147	1,9%	115 249 695	1,9%	Ardennes	308	29 880 002
					Aube	286	27 218 997
					Marne	460	50 299 121
					Haute Marne	93	7 851 575
Corse	528	0,9%	43 204 803	0,7%	Corse de Sud	183	16 565 074
					Haute Corse	345	26 639 729
Franche Comté	1 138	1,8%	104 128 846	1,8%	Doubs	520	49 013 697
					Jura	240	19 268 143
					Haute Saône	222	20 491 267
					Territoire de Belfort	156	15 355 739
Total des prêts	61 612	100%	5 933 070 967			61 612	5 933 070 967

[Suite du tableau page suivante](#)

Répartition géographique des PAS de la génération 2012

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Haute Normandie	1 555	2,5%	179 154 363	3,0%	Eure	676	83 263 296
					Seine Maritime	879	95 891 067
Languedoc Roussillon	2 291	3,7%	251 725 152	4,2%	Aude	379	38 176 683
					Gard	520	59 415 315
					Hérault	960	109 604 895
					Lozère	42	4 281 153
					Pyrénées Orientales	390	40 247 106
Limousin	427	0,7%	38 368 096	0,6%	Corrèze	98	8 805 999
					Creuse	80	6 801 494
					Haute Vienne	249	22 760 602
Lorraine	1 670	2,7%	173 689 135	2,9%	Meurthe et Moselle	485	51 360 248
					Meuse	111	10 294 627
					Moselle	720	77 780 257
					Vosges	354	34 254 004
Midi Pyrénées	3 449	5,6%	295 124 938	5,0%	Ariège	156	13 316 225
					Aveyron	177	15 221 738
					Haute Garonne	1 852	146 757 312
					Gers	186	16 323 869
					Lot	114	10 067 068
					Hautes Pyrénées	200	18 023 187
					Tarn	399	37 907 272
					Tarn et Garonne	365	37 508 267
Nord	2 913	4,7%	325 095 293	5,5%	Nord	1 695	189 193 123
					Pas de Calais	1 218	135 902 170
Pays de la Loire	9 192	14,9%	613 772 640	10,3%	Loire Atlantique	3 587	252 261 894
					Maine et Loire	1 790	122 431 266
					Mayenne	403	30 728 241
					Sarthe	813	55 643 141
					Vendée	2 599	152 708 099
Picardie	2 060	3,3%	237 551 924	4,0%	Aisne	569	59 104 696
					Oise	948	122 765 253
					Somme	543	55 681 975
Poitou Charentes	2 026	3,3%	156 234 957	2,6%	Charente	280	22 615 489
					Charente Maritime	892	72 233 314
					Deux Sèvres	446	30 189 908
					Vienne	408	31 196 246
Total des prêts	61 612	100%	5 933 070 967			61 612	5 933 070 967

[Suite du tableau page suivante](#)

Répartition géographique des PAS de la génération 2012

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Provence Côte d'Azur	3 856	6,3%	437 092 424	7,4%	Alpes de Haute Provence	89	8 736 624
					Hautes Alpes	79	6 066 173
					Alpes Maritimes	766	101 949 918
					Bouches du Rhône	1 620	166 844 469
					Var	844	108 985 304
					Vaucluse	458	44 509 937
Rhône Alpes	8 375	13,6%	786 727 293	13,3%	Ain	1 322	124 178 974
					Ardèche	468	38 946 511
					Drôme	677	67 849 879
					Isère	1 882	186 953 345
					Loire	730	57 854 713
					Rhône	2 417	212 774 679
					Savoie	421	43 525 868
Ile de France	6 971	11,3%	941 136 559	15,9%	Haute Savoie	458	54 643 323
					Paris	104	11 034 038
					Seine et Marne	1 635	234 327 124
					Yvelines	663	87 873 426
					Essonne	1 218	159 998 510
					Hauts de Seine	306	36 813 374
					Seine Saint Denis	1 383	180 968 078
					Val de Marne	613	81 737 924
					Val d'Oise	1 049	148 384 086
Total des prêts	61 612	100%	5 933 070 967	100%		61 612	5 933 070 967

Annexe 2 : Répartition géographique des PAS de la génération 2012 - par zone de Robien

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

2012		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	2 039	4 756	4 446	15 132	26 373
	Coût moyen d'opération	209 027	182 812	171 561	158 345	168 525
	Montant moyen du PAS	114 775	86 305	102 629	96 542	97 131
	Revenu mensuel moyen*	2 545	2 315	2 469	2 478	2 458
Acquisition avec amélioration	Effectifs	433	1 803	2 002	5 388	9 626
	Coût moyen d'opération	175 952	161 369	128 517	127 054	135 671
	Montant moyen du PAS	140 938	92 643	95 747	85 544	91 488
	Revenu mensuel moyen*	2 508	2 302	2 143	2 132	2 158
Acquisition sans amélioration	Effectifs	3 925	5 053	5 595	9 400	23 973
	Coût moyen d'opération	175 588	153 083	132 999	129 639	142 424
	Montant moyen du PAS	141 150	97 904	91 785	85 811	98 815
	Revenu mensuel moyen*	2 510	2 198	2 053	2 048	2 160
Amélioration	Effectifs	31	842	242	525	1 640
	Coût moyen d'opération	134 171	151 202	141 571	120 346	139 475
	Montant moyen du PAS	84 599	72 846	81 494	72 758	74 316
	Revenu mensuel moyen *	3 279	2 692	2 662	2 059	2 366
Ensemble	Effectifs	6 428	12 454	12 285	30 445	61 612
	Coût moyen d'opération	185 832	165 511	146 391	143 301	152 490
	Montant moyen du PAS	132 496	91 019	96 152	90 872	96 297
	Revenu mensuel moyen *	2 529	2 260	2 237	2 291	2 302

NB: au sens du zonage de Robien

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2012 : 16%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 3 : Caractéristiques des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

		2008	2009	2010	2011	2012	Evolution			
							08/09	09/10	10/11	11/12
Neuf	Effectifs	17 245 (46.6%)	23 313 (44.7%)	33 856 (54.3%)	30 306 (49.0%)	26 373 (42.8%)	35,2%	45,2%	-10,5%	-13,0%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	155 818	158 954	162 810	164 810	168 525	2,0%	2,4%	1,2%	2,3%
	Montant moyen du PAS	100 534	95 290	89 339	92 695	97 131	-5,2%	-6,2%	3,8%	4,8%
	Revenu mensuel moyen*	2 236	2 358	2 283	2 250	2 458	5,5%	-3,2%	-1,4%	9,2%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	6 527 (17.6%)	10 506 (20.1%)	10 761 (17.2%)	8 617 (13.9%)	9 626 (15.6%)	61,0%	2,4%	-19,9%	11,7%
	Coût moyen d'opération	135 849	136 391	135 594	136 930	135 671	0,4%	-0,6%	1,0%	-0,9%
	Montant moyen du PAS	84 715	87 447	86 355	87 572	91 488	3,2%	-1,2%	1,4%	4,5%
	Revenu mensuel moyen*	1 982	2 124	1 977	2 039	2 158	7,2%	-6,9%	3,1%	5,9%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	12 548 (33.9%)	17 595 (33.7%)	16 924 (27.1%)	21 339 (34.5%)	23 973 (38.9%)	40,2%	-3,8%	26,1%	12,3%
	Coût moyen d'opération	147 568	147 217	147 059	146 269	142 424	-0,2%	-0,1%	-0,5%	-2,6%
	Montant moyen du PAS	95 697	99 857	95 752	88 276	98 815	4,3%	-4,1%	-7,8%	11,9%
	Revenu mensuel moyen*	2 088	2 233	2 107	2 072	2 160	6,9%	-5,6%	-1,6%	4,2%
Amélioration	Effectifs	694 (1.9%)	752 (1.4%)	856 (1.4%)	1 631 (2.6%)	1 640 (2.7%)	8,4%	13,8%	90,5%	0,6%
	Coût moyen d'opération	122 557	114 984	127 482	141 368	139 475	-6,2%	10,9%	10,9%	-1,3%
	Montant moyen du PAS	81 519	78 827	83 766	70 518	74 316	-3,3%	6,3%	-15,8%	5,4%
	Revenu mensuel moyen*	2 238	2 540	2 366	2 336	2 366	13,5%	-6,9%	-1,3%	1,3%
Ancien	Effectifs	19 769 (53.4%)	28 853 (55.3%)	28 541 (45.7%)	31 587 (51.0%)	35 239 (57.2%)	46,0%	-1,1%	10,7%	11,6%
Ensemble	Effectifs	37 014	52 166	62 397	61 893	61 612	40,9%	19,6%	-0,8%	-0,5%
	Coût moyen d'opération	148 860	149 816	153 399	153 961	152 490	0,6%	2,4%	0,4%	-1,0%
	Montant moyen du PAS	95 749	95 013	90 487	89 874	96 297	-0,8%	-4,8%	-0,7%	7,1%
	Revenu mensuel moyen*	2 143	2 272	2 188	2 187	2 302	6,0%	-3,7%	0,0%	5,3%

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2008 : 34%, 2009 : 35%, 2010 : 36%, 2011 : 28%, 2012 : 16%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

	2008		2009		2010		2011		2012		Evolution			
											08/09	09/10	10/11	11/12
Personne seule	6 530	17,6%	10 681	20,5%	12 603	20,2%	12 891	20,8%	13 171	21,4%	63,6%	18,0%	2,3%	2,2%
2 personnes	6 102	16,5%	11 305	21,7%	11 289	18,1%	11 787	19,0%	13 156	21,4%	85,3%	-0,1%	4,4%	11,6%
3 personnes	7 546	20,4%	11 265	21,6%	13 361	21,4%	13 100	21,2%	13 676	22,2%	49,3%	18,6%	-2,0%	4,4%
4 personnes	9 000	24,3%	10 736	20,6%	14 391	23,1%	13 784	22,3%	12 837	20,8%	19,3%	34,0%	-4,2%	-6,9%
5 personnes	5 518	14,9%	5 836	11,2%	7 623	12,2%	7 371	11,9%	6 485	10,5%	5,8%	30,6%	-3,3%	-12,0%
6 personnes et plus	2 318	6,3%	2 343	4,5%	3 130	5,0%	2 960	4,8%	2 287	3,7%	1,1%	33,6%	-5,4%	-22,7%
Ensemble	37 014	100%	52 166	100%	62 397	100%	61 893	100%	61 612	100%	40,9%	19,6%	-0,8%	-0,5%
en gras les évolutions supérieures à la moyenne														
Taille moyenne	3,21		2,94		3,04		3,00		2,89		-8,5%	3,5%	-1,4%	-3,6%

[détail tableau suivant](#)

**Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS
par génération**

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

		2008	2009	2010	2011	2012
Personne seule	Effectifs	6 530	10 681	12 603	12 891	13 171
	Coût moyen d'opération	115 520	119 720	122 694	121 898	116 294
	Montant moyen du PAS	64 059	68 667	64 975	60 413	64 506
	Revenu mensuel moyen*	1 472	1 624	1 515	1 507	1 531
2 personnes	Effectifs	6 102	11 305	11 289	11 787	13 156
	Coût moyen d'opération	145 155	150 997	151 541	151 810	152 710
	Montant moyen du PAS	87 871	93 817	85 372	84 035	92 124
	Revenu mensuel moyen*	2 041	2 289	2 105	2 070	2 202
3 personnes	Effectifs	7 546	11 265	13 361	13 100	13 676
	Coût moyen d'opération	149 602	154 955	157 113	159 266	160 636
	Montant moyen du PAS	95 080	99 022	92 014	92 292	101 714
	Revenu mensuel moyen*	2 157	2 375	2 265	2 258	2 415
4 personnes	Effectifs	9 000	10 736	14 391	13 784	12 837
	Coût moyen d'opération	158 982	160 775	165 343	168 227	168 778
	Montant moyen du PAS	105 857	103 585	99 453	102 110	111 120
	Revenu mensuel moyen*	2 313	2 465	2 391	2 421	2 576
5 personnes	Effectifs	5 518	5 836	7 623	7 371	6 485
	Coût moyen d'opération	167 114	165 416	170 066	171 601	172 565
	Montant moyen du PAS	115 061	112 399	109 247	111 968	118 378
	Revenu mensuel moyen*	2 396	2 536	2 433	2 491	2 666
6 personnes et plus	Effectifs	2 318	2 343	3 130	2 960	2 287
	Coût moyen d'opération	172 031	170 301	174 951	173 161	171 120
	Montant moyen du PAS	122 713	119 038	118 233	118 733	125 189
	Revenu mensuel moyen*	2 513	2 601	2 531	2 535	2 822
Ensemble	Effectifs	37 014	52 166	62 397	61 893	61 612
	Taille moyenne	3,21	2,94	3,04	3,00	2,89
	Coût moyen d'opération	148 860	149 816	153 399	153 961	152 490
	Montant moyen du PAS	95 749	95 013	90 487	89 874	96 297
	Revenu mensuel moyen*	2 143	2 272	2 188	2 187	2 302

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2008 : 34%, 2009 : 35%, 2010 : 36%, 2011 : 28%, 2012 : 16%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Taille des ménages : effectifs et principales caractéristiques des opérations

financées par un PAS de la génération 2012

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

2012		Construction ou acquisition d'un logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Personne seule	Effectifs	4 163	2 107	6 371	530	13 171
	Coût moyen d'opération	134 914	100 661	110 159	105 964	116 294
	Montant moyen du PAS	59 292	64 852	68 677	53 936	64 506
	Revenu mensuel moyen*	1 549	1 505	1 527	1 605	1 531
2 personnes	Effectifs	5 354	2 236	5 208	358	13 156
	Coût moyen d'opération	167 792	136 881	144 246	148 780	152 710
	Montant moyen du PAS	90 041	89 494	96 347	78 256	92 124
	Revenu mensuel moyen*	2 337	2 103	2 090	2 111	2 202
3 personnes	Effectifs	6 424	2 145	4 772	335	13 676
	Coût moyen d'opération	171 183	145 864	152 829	163 126	160 636
	Montant moyen du PAS	100 934	97 706	105 677	85 918	101 714
	Revenu mensuel moyen*	2 528	2 318	2 281	2 133	2 415
4 personnes	Effectifs	6 255	1 916	4 394	272	12 837
	Coût moyen d'opération	178 406	151 799	162 701	161 738	168 778
	Montant moyen du PAS	109 097	103 928	118 482	89 374	111 120
	Revenu mensuel moyen*	2 682	2 365	2 487	2 597	2 576
5 personnes	Effectifs	3 185	886	2 299	115	6 485
	Coût moyen d'opération	184 933	154 728	163 191	150 988	172 565
	Montant moyen du PAS	117 519	108 485	124 903	87 971	118 378
	Revenu mensuel moyen*	2 791	2 524	2 528	3 179	2 666
6 personnes et plus	Effectifs	992	336	929	30	2 287
	Coût moyen d'opération	186 697	147 083	164 020	123 449	171 120
	Montant moyen du PAS	128 666	116 337	126 496	68 911	125 189
	Revenu mensuel moyen*	2 885	2 727	2 786	2 362	2 822
Ensemble	Effectifs	26 373	9 626	23 973	1 640	61 612
	Coût moyen d'opération	168 525	135 671	142 424	139 475	152 490
	Montant moyen du PAS	97 131	91 488	98 815	74 316	96 297
	Revenu mensuel moyen*	2 458	2 158	2 160	2 366	2 302

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 16%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

	2008		2009		2010		2011		2012		Evolution			
											08/09	09/10	10/11	11/12
Agriculteurs	805	2,2%	1 101	2,1%	919	1,5%	1 075	1,7%	982	1,6%	36,8%	-16,5%	17,0%	-8,7%
Artisans, commerçants	1 522	4,1%	1 896	3,6%	2 138	3,4%	2 117	3,4%	1 885	3,1%	24,6%	12,8%	-1,0%	-11,0%
Cadres	1 790	4,8%	3 260	6,2%	3 145	5,0%	3 216	5,2%	3 517	5,7%	82,1%	-3,5%	2,3%	9,4%
Prof. Intermédiaires	6 308	17,0%	10 555	20,2%	11 734	18,8%	11 274	18,2%	12 057	19,6%	67,3%	11,2%	-3,9%	6,9%
Employés	10 943	29,6%	15 506	29,7%	19 645	31,5%	19 720	31,9%	19 660	31,9%	41,7%	26,7%	0,4%	-0,3%
Ouvriers	13 576	36,7%	17 640	33,8%	22 194	35,6%	21 661	35,0%	21 024	34,1%	29,9%	25,8%	-2,4%	-2,9%
Retraités	548	1,5%	701	1,3%	761	1,2%	891	1,4%	822	1,3%	27,9%	8,6%	17,1%	-7,7%
Inactifs	1 522	4,1%	1 507	2,9%	1 861	3,0%	1 939	3,1%	1 665	2,7%	-1,0%	23,5%	4,2%	-14,1%
Ensemble	37 014	100%	52 166	100%	62 397	100%	61 893	100%	61 612	100%	40,9%	19,6%	-0,8%	-0,5%

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

[détail par CSP tableau suivant](#)

**CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS
par génération**

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

		2008	2009	2010	2011	2012
Agriculteurs	Effectifs	805	1 101	919	1 075	982
	Coût moyen d'opération	143 287	144 023	153 247	151 860	149 299
	Montant moyen du PAS	76 472	72 102	69 799	70 951	67 825
	Revenu mensuel moyen*	2 219	2 393	2 462	2 325	2 333
Artisans, commerçants	Effectifs	1 522	1 896	2 138	2 117	1 885
	Coût moyen d'opération	159 852	161 566	165 656	163 664	163 905
	Montant moyen du PAS	106 476	103 976	102 809	98 656	98 570
	Revenu mensuel moyen*	2 359	2 491	2 443	2 388	2 446
Cadres	Effectifs	1 790	3 260	3 145	3 216	3 517
	Coût moyen d'opération	170 398	174 376	178 989	182 158	183 039
	Montant moyen du PAS	110 319	111 976	105 311	101 587	110 649
	Revenu mensuel moyen*	2 531	2 747	2 615	2 740	2 757
Prof. Intermédiaires	Effectifs	6 308	10 555	11 734	11 274	12 057
	Coût moyen d'opération	155 225	155 417	160 082	160 833	161 370
	Montant moyen du PAS	99 751	98 446	92 396	89 504	96 731
	Revenu mensuel moyen*	2 241	2 422	2 320	2 284	2 388
Employés	Effectifs	10 943	15 506	19 645	19 720	19 660
	Coût moyen d'opération	148 246	148 954	152 319	153 672	151 117
	Montant moyen du PAS	93 152	93 616	87 558	87 277	93 163
	Revenu mensuel moyen*	2 032	2 170	2 114	2 111	2 217
Ouvriers	Effectifs	13 576	17 640	22 194	21 661	21 024
	Coût moyen d'opération	143 876	143 170	147 652	147 670	145 024
	Montant moyen du PAS	97 522	94 317	91 464	92 970	100 705
	Revenu mensuel moyen*	2 151	2 214	2 156	2 181	2 334
Retraités	Effectifs	548	701	761	891	822
	Coût moyen d'opération	141 857	135 659	133 021	133 492	130 082
	Montant moyen du PAS	59 691	60 253	60 084	59 807	57 440
	Revenu mensuel moyen*	1 701	1 837	1 798	1 775	1 880
Inactifs	Effectifs	1 522	1 507	1 861	1 939	1 665
	Coût moyen d'opération	142 576	143 807	145 140	144 506	139 961
	Montant moyen du PAS	77 328	78 432	81 173	79 137	77 605
	Revenu mensuel moyen*	1 806	1 862	1 847	1 897	1 902
Ensemble	Effectifs	37 014	52 166	62 397	61 893	61 612
	Coût moyen d'opération	148 860	149 816	153 399	153 961	152 490
	Montant moyen du PAS	95 749	95 013	90 487	89 874	96 297
	Revenu mensuel moyen*	2 143	2 272	2 188	2 187	2 302

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2008 : 34%, 2009 : 35%, 2010 : 36%, 2011 : 28%, 2012 : 16%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations
financées par un PAS de la génération 2012**

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

2012		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration**	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	530	134	278	40	1 010
	Coût moyen d'opération	161 485	140 290	132 242	135 772	146 227
	Montant moyen du prêt	65 253	70 466	67 907	92 481	66 398
	Revenu mensuel moyen*	2 435	2 500	1 955	3 759	2 333
Artisans, commerçants	Effectifs	747	364	702	72	1 906
	Coût moyen d'opération	176 887	154 334	157 313	140 659	162 500
	Montant moyen du prêt	94 413	98 330	105 387	76 435	97 708
	Revenu mensuel moyen*	2 654	2 166	2 363	1 852	2 446
Cadres	Effectifs	1 267	539	1 497	214	3 576
	Coût moyen d'opération	200 133	176 181	173 587	165 415	180 357
	Montant moyen du prêt	105 846	103 860	121 516	80 170	109 152
	Revenu mensuel moyen*	2 978	2 292	2 648	2 225	2 757
Prof. Intermédiaires	Effectifs	5 184	1 957	4 544	372	12 142
	Coût moyen d'opération	175 868	148 092	151 406	149 613	160 563
	Montant moyen du prêt	95 291	92 063	101 578	82 137	96 173
	Revenu mensuel moyen*	2 510	2 436	2 189	2 498	2 388
Employés	Effectifs	8 070	2 812	8 176	602	19 772
	Coût moyen d'opération	168 544	134 414	140 675	136 561	150 482
	Montant moyen du prêt	93 418	90 204	95 530	71 415	92 730
	Revenu mensuel moyen*	2 350	2 137	2 100	2 433	2 218
Ouvriers	Effectifs	9 776	3 440	7 557	251	21 143
	Coût moyen d'opération	161 318	123 002	134 723	123 070	144 409
	Montant moyen du prêt	103 702	92 443	101 624	69 493	100 235
	Revenu mensuel moyen*	2 493	2 120	2 195	2 753	2 334
Retraités	Effectifs	232	86	479	25	933
	Coût moyen d'opération	153 055	116 275	125 125	61 129	116 611
	Montant moyen du prêt	63 268	55 817	56 393	28 983	52 548
	Revenu mensuel moyen*	1 895	1 963	1 878	1 603	1 880
Inactifs	Effectifs	567	294	740	64	1 680
	Coût moyen d'opération	162 637	127 818	129 096	120 257	139 189
	Montant moyen du prêt	81 271	77 616	76 362	59 454	77 087
	Revenu mensuel moyen*	2 061	1 670	1 864	2 745	1 902
Ensemble	Effectifs	26 373	9 626	23 973	1 640	62 162
	Coût moyen d'opération	168 525	135 671	142 424	139 475	151 440
	Montant moyen du prêt	97 131	91 488	98 815	74 316	95 599
	Revenu mensuel moyen*	2 458	2 158	2 160	2 366	2 302

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 16%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

(**)Ceci est décliné pour les éco-prêts garantis dans l'annexe 17

Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

	2008		2009		2010		2011		2012		Evolution			
											08/09	09/10	10/11	11/12
Marié	14 675	39,6%	18 067	34,6%	21 685	34,8%	21 411	34,6%	19 782	32,1%	23,1%	20,0%	-1,3%	-7,6%
Vivant maritalement	10 243	27,7%	15 859	30,4%	18 629	29,9%	17 600	28,4%	19 347	31,4%	54,8%	17,5%	-5,5%	9,9%
Veuf	295	0,8%	356	0,7%	441	0,7%	390	0,6%	370	0,6%	20,7%	23,9%	-11,6%	-5,1%
Divorcé ou séparé	2 916	7,9%	3 961	7,6%	4 790	7,7%	5 313	8,6%	5 010	8,1%	35,8%	20,9%	10,9%	-5,7%
Célibataire	8 885	24,0%	13 923	26,7%	16 852	27,0%	17 179	27,8%	17 103	27,8%	56,7%	21,0%	1,9%	-0,4%
Ensemble	37 014	100%	52 166	100%	62 397	100%	61 893	100%	61 612	100%	40,9%	19,6%	-0,8%	-0,5%

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées
par un PAS par génération**

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

		2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11	Evolution 11/12
Marié	Effectifs	14 675	18 067	21 685	21 411	19 782	23,1%	20,0%	-1,3%	-7,6%
	Coût moyen d'opération	162 558	162 221	166 808	168 193	168 403	-0,2%	2,8%	0,8%	0,12%
	Montant moyen du PAS	110 894	108 655	105 349	104 999	112 365	-2,0%	-3,0%	-0,3%	7,0%
	Revenu mensuel moyen*	2 353	2 497	2 430	2 449	2 589	6,1%	-2,7%	0,8%	5,7%
Vivant maritalement	Effectifs	10 243	15 859	18 629	17 600	19 347	54,8%	17,5%	-5,5%	9,9%
	Coût moyen d'opération	152 729	157 166	160 600	161 876	161 724	2,9%	2,2%	0,8%	-0,09%
	Montant moyen du PAS	98 629	98 765	91 874	96 379	106 080	0,1%	-7,0%	4,9%	10,1%
	Revenu mensuel moyen*	2 331	2 487	2 370	2 386	2 561	6,7%	-4,7%	0,7%	7,3%
Veuf	Effectifs	295	356	441	390	370	20,7%	23,9%	-11,6%	-5,1%
	Coût moyen d'opération	144 067	147 922	142 932	148 543	140 349	2,7%	-3,4%	3,9%	-5,52%
	Montant moyen du PAS	67 186	69 969	68 406	67 725	66 918	4,1%	-2,2%	-1,0%	-1,2%
	Revenu mensuel moyen*	1 754	1 741	1 663	1 637	1 752	-0,8%	-4,4%	-1,6%	7,0%
Divorcé ou séparé	Effectifs	2 916	3 961	4 790	5 313	5 010	35,8%	20,9%	10,9%	-5,7%
	Coût moyen d'opération	140 733	138 549	141 885	141 138	138 837	-1,6%	2,4%	-0,5%	-1,63%
	Montant moyen du PAS	75 711	76 376	75 398	72 055	74 702	0,9%	-1,3%	-4,4%	3,7%
	Revenu mensuel moyen*	1 658	1 785	1 759	1 713	1 796	7,7%	-1,4%	-2,6%	4,8%
Célibataire	Effectifs	8 885	13 923	16 852	17 179	17 103	56,7%	21,0%	1,9%	-0,4%
	Coût moyen d'opération	125 459	128 903	132 052	132 794	128 730	2,7%	2,4%	0,6%	-3,06%
	Montant moyen du PAS	74 937	78 982	74 698	70 372	73 608	5,4%	-5,4%	-5,8%	4,6%
	Revenu mensuel moyen*	1 686	1 875	1 736	1 684	1 690	11,2%	-7,4%	-3,0%	0,4%
Ensemble	Effectifs	37 014	52 166	62 397	61 893	61 612	40,9%	19,6%	-0,8%	-0,5%
	Coût moyen d'opération	148 860	149 816	153 399	153 961	152 490	0,6%	2,4%	0,4%	-1,0%
	Montant moyen du PAS	95 749	95 013	90 487	89 874	96 297	-0,8%	-4,8%	-0,7%	7,1%
	Revenu mensuel moyen*	2 143	2 272	2 188	2 187	2 302	6,0%	-3,7%	0,0%	5,3%

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2008 : 34%, 2009 : 35%, 2010 : 36%, 2011 : 28%, 2012 : 16%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par un PAS de la génération 2012

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

2012		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Marié	Effectifs	9 186	2 788	7 355	453	19 782
	Coût moyen d'opération	181 247	151 581	159 741	149 278	168 403
	Montant moyen du PAS	111 476	104 597	118 113	84 875	112 365
	Revenu mensuel moyen*	2 702	2 447	2 482	2 813	2 589
Vivant maritalement	Effectifs	9 807	3 230	6 275	35	19 347
	Coût moyen d'opération	172 199	142 308	155 745	73 359	161 724
	Montant moyen du PAS	104 111	100 503	112 278	61 513	106 080
	Revenu mensuel moyen*	2 649	2 381	2 487	2 405	2 561
Veuf	Effectifs	103	49	201	17	370
	Coût moyen d'opération	164 173	128 774	135 555	86 316	140 349
	Montant moyen du PAS	67 426	61 361	69 583	48 354	66 918
	Revenu mensuel moyen*	1 774	1 632	1 784	1 643	1 752
Divorcé ou séparé	Effectifs	1 569	738	2 536	167	5 010
	Coût moyen d'opération	153 834	126 535	133 577	131 835	138 837
	Montant moyen du PAS	70 894	74 659	77 592	66 791	74 702
	Revenu mensuel moyen*	1 843	1 809	1 764	1 618	1 796
Célibataire	Effectifs	5 708	2 821	7 606	968	17 103
	Coût moyen d'opération	146 598	115 508	118 800	139 745	128 730
	Montant moyen du PAS	69 803	73 136	76 895	71 591	73 608
	Revenu mensuel moyen*	1 743	1 625	1 671	1 617	1 690
Ensemble	Effectifs	26 373	9 626	23 973	1 640	61 612
	Coût moyen d'opération	168 525	135 671	142 424	139 475	152 490
	Montant moyen du PAS	97 131	91 488	98 815	74 316	96 297
	Revenu mensuel moyen*	2 458	2 158	2 160	2 366	2 302

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 16%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 7 : Répartition des PAS DOM par département et par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

	2008		2009		2010		2011		2012	
Guadeloupe	3	3,3%	6	4,2%	4	2,0%	7	2,4%	5	1,3%
Martinique	12	13,2%	24	16,9%	46	23,1%	58	19,7%	74	19,4%
Guyane	1	1,1%	2	1,4%	1	0,5%	8	2,7%	20	5,2%
Réunion	75	82,4%	110	77,5%	148	74,4%	221	75,2%	283	74,1%
Ensemble	91	100%	142	100%	199	100%	294	100%	382	100%

Répartition des PAS DOM par type d'opération et par génération

	2008		2009		2010		2011		2012	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	30	33,0%	78	54,9%	109	54,8%	120	40,8%	169	44,2%
Acquisition avec amélioration	8	8,8%	10	7,0%	22	11,1%	51	17,3%	87	22,8%
Acquisition sans amélioration	47	51,6%	49	34,5%	51	25,6%	72	24,5%	91	23,8%
Amélioration	6	6,6%	5	3,5%	17	8,5%	51	17,3%	35	9,2%
Ensemble	91	100%	142	100%	199	100%	294	100%	382	100%

Caractéristiques des opérations PAS DOM par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

		2008	2009	2010	2011	2012
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectif	30	78	109	120	169
	Coût moyen d'opération	122 737	127 493	138 335	145 265	147 961
	Prêt moyen	88 372	86 826	89 090	90 693	89 505
	Revenu moyen*	2 188	2 118	2 197	2 155	2 216
Acquisition avec amélioration	Effectif	8	10	22	51	87
	Coût moyen d'opération	n.s.	154 000	133 404	169 852	185 369
	Prêt moyen	n.s.	101 638	78 440	112 411	118 661
	Revenu moyen*	-	1 260	2 790		1 987
Acquisition sans amélioration	Effectif	47	49	51	72	91
	Coût moyen d'opération	104 462	116 800	108 790	124 804	125 648
	Prêt moyen	73 013	74 516	78 694	91 648	86 334
	Revenu moyen*	2 181	1 872	2 135	2 199	2 155
Amélioration	Effectif	6	5	17	51	35
	Coût moyen d'opération	n.s.	n.s.	124 971	130 581	140 074
	Prêt moyen	n.s.	n.s.	75 538	100 047	108 140
	Revenu moyen*	n.s.	n.s.			-
Ensemble	Effectif	91	142	199	294	382
	Coût moyen d'opération	114 895	125 057	129 132	141 917	150 409
	Prêt moyen	80 313	83 167	84 090	96 317	97 097
	Revenu moyen*	2 183	2 022	2 192	2 168	2 210

n.s. : non significatif

()Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite*

(% de déclaration en 2008 : 41%, 2009 : 65%, 2010 : 50%, 2011 : 34%, 2012 : 27%),

en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Caractéristiques des bénéficiaires de PAS DOM par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Taille du ménage

	2008	2009	2010	2011	2012
Personne seule	16 17,6%	23 16,2%	38 19,1%	53 18,0%	48 12,6%
2 personnes	16 17,6%	19 13,4%	30 15,1%	49 16,7%	98 25,7%
3 personnes	25 27,5%	34 23,9%	41 20,6%	76 25,9%	94 24,6%
4 personnes	26 28,6%	35 24,6%	67 33,7%	77 26,2%	91 23,8%
5 personnes	8 8,8%	22 15,5%	20 10,1%	29 9,9%	44 11,5%
6 personnes et plus	0 0,0%	9 6,3%	3 1,5%	10 3,4%	7 1,8%
Ensemble	91 100%	142 100%	199 100%	294 100%	382 100%
Taille moyenne	2,93	3,29	3,05	3,03	3,02

Situation familiale des emprunteurs

	2008	2009	2010	2011	2012
Marié	30 33,0%	45 31,7%	76 38,2%	110 37,4%	162 42,4%
Vivant maritalement	25 27,5%	43 30,3%	33 16,6%	37 12,6%	40 10,5%
Veuf	1 1,1%	2 1,4%	2 1,0%	2 0,7%	1 0,3%
Divorcé ou séparé	4 4,4%	9 6,3%	11 5,5%	22 7,5%	17 4,5%
Célibataire	31 34,1%	43 30,3%	77 38,7%	123 41,8%	162 42,4%
Ensemble	91 100%	142 100%	199 100%	294 100%	382 100%

CSP des emprunteurs

	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculteurs	1 1,1%	1 0,7%	3 1,5%	8 2,7%	7 1,8%
Artisans, commerçants	2 2,2%	8 5,6%	5 2,5%	10 3,4%	13 3,4%
Cadres	7 7,7%	8 5,6%	14 7,0%	34 11,6%	30 7,9%
Prof. Intermédiaires	23 25,3%	51 35,9%	55 27,6%	66 22,4%	102 26,7%
Employés	32 35,2%	39 27,5%	73 36,7%	119 40,5%	166 43,5%
Ouvriers	23 25,3%	27 19,0%	44 22,1%	50 17,0%	56 14,7%
Retraités	1 1,1%	3 2,1%	3 1,5%	7 2,4%	6 1,6%
Inactifs	2 2,2%	5 3,5%	2 1,0%	0 0,0%	2 0,5%
Ensemble	91 100%	142 100%	199 100%	294 100%	382 100%

Annexe 8 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un Prêt PAS depuis l'origine
(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Date	%APL Déclarés Bruts1	%APL Déclarés Filtrés2	%APL Calculé3
mai-93	21%	20%	53%
juin-93	41%	36%	43%
juil-93	43%	36%	43%
août-93	45%	40%	45%
sept-93	48%	41%	44%
oct-93	45%	40%	44%
nov-93	46%	39%	44%
déc-93	45%	35%	41%
janv-94	43%	38%	40%
févr-94	44%	37%	37%
mars-94	42%	38%	33%
avr-94	42%	40%	31%
mai-94	41%	37%	31%
juin-94	42%	39%	31%
juil-94	43%	39%	31%
août-94	44%	39%	33%
sept-94	44%	40%	34%
oct-94	48%	42%	35%
nov-94	49%	44%	38%
déc-94	49%	47%	38%
janv-95	50%	46%	39%
févr-95	48%	41%	35%
mars-95	46%	41%	36%
avr-95	47%	43%	37%
mai-95	49%	42%	37%
juin-95	47%	42%	38%
juil-95	46%	42%	38%
août-95	47%	40%	40%
sept-95	48%	42%	43%
oct-95	47%	43%	38%
nov-95	49%	42%	44%
déc-95	48%	41%	44%
janv-96	52%	43%	45%
févr-96	51%	41%	45%
mars-96	52%	46%	46%
avr-96	53%	46%	46%
mai-96	54%	47%	44%
juin-96	55%	48%	45%
juil-96	56%	48%	44%
août-96	56%	47%	45%
sept-96	56%	47%	46%
oct-96	55%	48%	46%
nov-96	57%	49%	47%
déc-96	57%	45%	47%
janv-97	56%	50%	52%
févr-97	57%	48%	54%
mars-97	58%	49%	54%
avr-97	56%	51%	53%
mai-97	57%	51%	51%
juin-97	56%	50%	51%
juil-97	57%	50%	52%
août-97	57%	50%	51%
sept-97	56%	47%	54%
oct-97	56%	50%	53%
nov-97	56%	49%	53%
déc-97	54%	52%	53%
janv-98	55%	50%	56%
févr-98	54%	50%	55%
mars-98	55%	51%	55%
avr-98	54%	51%	55%
mai-98	53%	49%	54%
juin-98	55%	51%	54%
juil-98	54%	50%	54%
août-98	54%	51%	54%
sept-98	54%	50%	58%
oct-98	53%	51%	55%
nov-98	54%	50%	56%
déc-98	53%	51%	55%
janv-99	51%	47%	56%
févr-99	50%	48%	56%
mars-99	51%	47%	56%
avr-99	51%	48%	56%
mai-99	53%	48%	55%
juin-99	53%	49%	57%

Annexe 8 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un Prêt PAS depuis l'origine
(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Date	%APL Déclarés Bruts1	%APL Déclarés Filtrés2	%APL Calculé3
juil-99	53%	46%	56%
août-99	53%	43%	58%
sept-99	54%	47%	57%
oct-99	53%	46%	59%
nov-99	54%	47%	58%
déc-99	55%	47%	58%
janv-00	55%	47%	60%
févr-00	54%	45%	60%
mars-00	54%	47%	60%
avr-00	55%	48%	59%
mai-00	55%	46%	60%
juin-00	54%	46%	58%
juil-00	55%	50%	58%
août-00	55%	48%	59%
sept-00	53%	49%	60%
oct-00	53%	49%	59%
nov-00	53%	50%	60%
déc-00	53%	48%	59%
janv-01	53%	50%	60%
févr-01	52%	49%	60%
mars-01	53%	50%	59%
avr-01	51%	48%	59%
mai-01	51%	47%	60%
juin-01	51%	48%	60%
juil-01	53%	47%	58%
août-01	52%	48%	59%
sept-01	52%	50%	61%
oct-01	51%	46%	61%
nov-01	49%	44%	61%
déc-01	49%	44%	60%
janv-02	50%	45%	58%
févr-02	48%	42%	56%
mars-02	49%	44%	54%
avr-02	51%	48%	53%
mai-02	53%	49%	50%
juin-02	54%	47%	49%
juil-02	53%	49%	49%
août-02	54%	46%	49%
sept-02	52%	45%	48%
oct-02	53%	46%	49%
nov-02	54%	47%	48%
déc-02	53%	47%	49%
janv-03	52%	46%	49%
févr-03	51%	44%	48%
mars-03	51%	46%	47%
avr-03	52%	47%	47%
mai-03	53%	45%	45%
juin-03	52%	43%	46%
juil-03	54%	42%	47%
août-03	53%	43%	45%
sept-03	52%	41%	45%
oct-03	52%	41%	45%
nov-03	53%	40%	45%
déc-03	56%	41%	45%
janv-04	53%	41%	44%
févr-04	55%	43%	42%
mars-04	53%	42%	42%
avr-04	54%	41%	42%
mai-04	55%	42%	40%
juin-04	58%	43%	40%
juil-04	57%	44%	39%
août-04	58%	45%	38%
sept-04	55%	43%	40%
oct-04	56%	42%	40%
nov-04	55%	44%	38%
déc-04	56%	41%	38%
janv-05	57%	41%	39%
févr-05	57%	42%	39%
mars-05	48%	31%	38%
avr-05	51%	32%	36%
mai-05	55%	36%	36%
juin-05	53%	35%	37%
juil-05	54%	39%	37%
août-05	54%	37%	36%

Annexe 8 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un Prêt PAS depuis l'origine
(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Date	%APL Déclarés Bruts1	%APL Déclarés Filtrés2	%APL Calculé3
sept-05	52%	37%	37%
oct-05	53%	34%	38%
nov-05	50%	33%	39%
déc-05	51%	44%	38%
janv-06	51%	43%	39%
févr-06	50%	43%	39%
mars-06	48%	43%	41%
avr-06	46%	42%	41%
mai-06	48%	42%	38%
juin-06	46%	38%	38%
juil-06	46%	39%	40%
août-06	47%	39%	38%
sept-06	44%	36%	40%
oct-06	45%	37%	39%
nov-06	43%	36%	39%
déc-06	44%	35%	38%
janv-07	44%	43%	39%
févr-07	41%	44%	41%
mars-07	42%	44%	42%
avr-07	44%	40%	44%
mai-07	44%	42%	39%
juin-07	45%	42%	33%
juil-07	44%	42%	31%
août-07	43%	37%	29%
sept-07	40%	36%	30%
oct-07	41%	21%	29%
nov-07	41%	23%	29%
déc-07	46%	29%	31%
janv-08	51%	37%	30%
févr-08	55%	44%	38%
mars-08	59%	53%	42%
avr-08	63%	54%	44%
mai-08	64%	55%	45%
juin-08	67%	62%	47%
juil-08	68%	39%	45%
août-08	65%	37%	44%
sept-08	67%	35%	47%
oct-08	65%	32%	46%
nov-08	66%	30%	45%
déc-08	63%	22%	39%
janv-09	66%	25%	36%
févr-09	70%	24%	33%
mars-09	69%	24%	35%
avr-09	66%	23%	33%
mai-09	63%	24%	34%
juin-09	66%	24%	35%
juil-09	68%	29%	32%
août-09	70%	23%	31%
sept-09	71%	32%	33%
oct-09	71%	19%	30%
nov-09	71%	19%	32%
déc-09	69%	15%	31%
janv-10	68%	17%	31%
févr-10	71%	19%	34%
mars-10	71%	18%	36%
avr-10	70%	18%	36%
mai-10	72%	17%	37%
juin-10	73%	21%	37%
juil-10	74%	23%	36%
août-10	71%	25%	36%
sept-10	71%	22%	37%
oct-10	72%	23%	36%
nov-10	72%	24%	36%
déc-10	71%	22%	35%
janv-11	70%	19%	37%
févr-11	72%	26%	36%
mars-11	73%	26%	37%
avr-11	74%	27%	37%
mai-11	76%	21%	35%
juin-11	76%	42%	37%
juil-11	73%	41%	36%
août-11	77%	45%	36%
sept-11	77%	49%	38%
oct-11	75%	38%	37%

Annexe 8 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un Prêt PAS depuis l'origine
(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Date	%APL Déclarés Bruts1	%APL Déclarés Filtrés2	%APL Calculé3
nov-11	72%	32%	38%
déc-11	72%	26%	38%
janv-12	71%	24%	36%
févr-12	68%	24%	36%
mars-12	67%	24%	35%
avr-12	69%	23%	35%
mai-12	70%	22%	32%
juin-12	70%	24%	32%
juil-12	67%	25%	33%
août-12	68%	23%	32%
sept-12	70%	22%	33%
oct-12	72%	23%	32%
nov-12	76%	22%	30%
déc-12	76%	35%	33%
janv-13	71%	25%	32%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit

2-Déclarations brutes filtrées des valeurs aberrantes : pourcentage de présomption d'éligibilité supérieur à 90% et inférieur à 20%

3-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

Annexe 8 : Parts de marché des établissements producteurs de PTZ garantis par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

	2008		2009		2010		2011		2012	
	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	1 087 (3.8%)	17.7 (3.5%)	1 039 (2.3%)	22.0 (2.0%)	912 (1.7%)	21.5 (1.3%)	695 (1.6%)	15.1 (1.3%)	628 (2.4%)	15.7 (2.0%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	1 867 (6.6%)	30.7 (6.1%)	2 577 (5.8%)	63.4 (5.7%)	4 760 (8.8%)	153.4 (9.1%)	3 627 (8.2%)	92.8 (7.8%)	1 750 (6.6%)	45.7 (5.9%)
Crédit Foncier de France	7 925 (28.0%)	158.2 (31.6%)	15 604 (34.9%)	465.1 (41.7%)	19 934 (37.0%)	751.9 (44.5%)	15 577 (35.4%)	483.1 (40.7%)	10 351 (39.0%)	342.8 (44.3%)
Groupe BPCE	10 879 (38.4%)	206.6 (41.3%)	19 220 (43.0%)	550.5 (49.3%)	25 606 (47.5%)	926.8 (54.9%)	19 899 (45.2%)	591.1 (49.8%)	12 729 (48.0%)	404.2 (52.3%)
Crédit Agricole	7 188 (25.4%)	118.3 (23.7%)	9 607 (21.5%)	202.8 (18.2%)	10 945 (20.3%)	282.9 (16.8%)	11 696 (26.6%)	292.2 (24.6%)	6 936 (26.1%)	191.9 (24.8%)
LCL	227 (0.8%)	3.8 (0.8%)	639 (1.4%)	13.0 (1.2%)	562 (1.0%)	13.2 (0.8%)	651 (1.5%)	15.5 (1.3%)	162 (0.6%)	5.5 (0.7%)
Groupe Crédit Agricole LCL	7 415 (26.2%)	122.1 (24.4%)	10 246 (22.9%)	215.9 (19.3%)	11 507 (21.4%)	296.1 (17.5%)	12 347 (28.1%)	307.7 (25.9%)	7 098 (26.8%)	197.3 (25.5%)
Crédit Mutuel	3 642 (12.8%)	58.5 (11.7%)	5 338 (11.9%)	121.1 (10.8%)	6 166 (11.4%)	169.4 (10.0%)	4 457 (10.1%)	104.2 (8.8%)	2 065 (7.8%)	48.6 (6.3%)
CIC	1 776 (6.3%)	29.0 (5.8%)	1 440 (3.2%)	28.8 (2.6%)	1 475 (2.7%)	34.7 (2.1%)	1 047 (2.4%)	25.3 (2.1%)	386 (1.5%)	10.8 (1.4%)
Groupe Crédit Mutuel LCL	5 418 (19.1%)	87.6 (17.5%)	6 778 (15.2%)	149.9 (13.4%)	7 641 (14.2%)	204.1 (12.1%)	5 504 (12.5%)	129.5 (10.9%)	2 451 (9.2%)	59.5 (7.7%)
BNP/PARIBAS	1 271 (4.5%)	21.8 (4.4%)	1 839 (4.1%)	39.5 (3.5%)	1 129 (2.1%)	26.0 (1.5%)	576 (1.3%)	14.3 (1.2%)	106 (0.4%)	3.4 (0.4%)
BNP Paribas Personal Finance	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	2 (0.0%)	0.1 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Groupe BNP	1 271 (4.5%)	21.8 (4.4%)	1 841 (4.1%)	39.5 (3.5%)	1 129 (2.1%)	26.0 (1.5%)	576 (1.3%)	14.3 (1.2%)	106 (0.4%)	3.4 (0.4%)
Crédit Immobilier de France	1 754 (6.2%)	35.4 (7.1%)	3 573 (8.0%)	103.3 (9.3%)	5 803 (10.8%)	187.7 (11.1%)	4 926 (11.2%)	128.4 (10.8%)	3 824 (14.4%)	98.0 (12.7%)
Société Générale	1 615 (5.7%)	26.5 (5.3%)	3 032 (6.8%)	56.8 (5.1%)	2 202 (4.1%)	47.3 (2.8%)	749 (1.7%)	16.5 (1.4%)	309 (1.2%)	10.7 (1.4%)
La Banque Postale									7 (0.0%)	0.2 (0.0%)
Ensemble	28 352	499,9	44 690	1 115,9	53 888	1 687,9	44 001	1 187,5	26 524	773,4

Annexe 10 : Caractéristiques des opérations et des zones des PTZ garantis par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

Zone géographique

	2008		2009		2010		2011		2012		Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11	Evolution 11/12
Zone A	3 300	11,6%	5 882	13,2%	5 982	11,1%	4 894	11,1%	2 788	10,5%	78,2%	1,7%	-18,2%	-43,0%
Neuf	539	1,9%	1 476	3,3%	2 358	4,4%	2 027	4,6%	1 943	7,3%	173,8%	59,8%	-14,0%	-4,1%
Acquisition avec amélioration	216	0,8%	396	0,9%	419	0,8%	84	0,2%	28	0,1%	83,3%	5,8%	-80,0%	-66,7%
Acquisition seule	2 545	9,0%	4 010	9,0%	3 205	5,9%	2 783	6,3%	817	3,1%	57,6%	-20,1%	-13,2%	-70,6%
Zone B1	4 274	15,1%	7 716	17,3%	9 196	17,1%	8 204	18,6%	5 356	20,2%	80,5%	19,2%	-10,8%	-34,7%
Neuf	1 429	5,0%	2 918	6,5%	4 971	9,2%	3 747	8,5%	3 805	14,3%	104,2%	70,4%	-24,6%	1,5%
Acquisition avec amélioration	512	1,8%	1 163	2,6%	950	1,8%	453	1,0%	135	0,5%	127,1%	-18,3%	-52,3%	-70,2%
Acquisition seule	2 333	8,2%	3 635	8,1%	3 275	6,1%	4 004	9,1%	1 416	5,3%	55,8%	-9,9%	22,3%	-64,6%
Zone B2	5 173	18,2%	8 529	19,1%	11 116	20,6%	8 949	20,3%	4 630	17,5%	64,9%	30,3%	-19,5%	-48,3%
Neuf	2 015	7,1%	3 743	8,4%	6 356	11,8%	3 831	8,7%	3 364	12,7%	85,8%	69,8%	-39,7%	-12,2%
Acquisition avec amélioration	875	3,1%	1 561	3,5%	1 552	2,9%	1 038	2,4%	230	0,9%	78,4%	-0,6%	-33,1%	-77,8%
Acquisition seule	2 283	8,1%	3 225	7,2%	3 208	6,0%	4 080	9,3%	1 036	3,9%	41,3%	-0,5%	27,2%	-74,6%
Zone C	15 605	55,0%	22 563	50,5%	27 594	51,2%	21 954	49,9%	13 750	51,8%	44,6%	22,3%	-20,4%	-37,4%
Neuf	9 527	33,6%	13 500	30,2%	18 581	34,5%	12 976	29,5%	11 425	43,1%	41,7%	37,6%	-30,2%	-12,0%
Acquisition avec amélioration	2 195	7,7%	3 618	8,1%	3 705	6,9%	2 527	5,7%	702	2,6%	64,8%	2,4%	-31,8%	-72,2%
Acquisition seule	3 883	13,7%	5 445	12,2%	5 308	9,9%	6 451	14,7%	1 623	6,1%	40,2%	-2,5%	21,5%	-74,8%
Ensemble	28 352	100%	44 690	100%	53 888	100%	44 001	100%	26 524	100%	57,6%	20,6%	-18,3%	-39,7%

NB: au sens du zonage de Robien

Type d'opération

	2008		2009		2010		2011		2012		Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11	Evolution 11/12
Neuf	13 510	47,7%	21 637	48,4%	32 266	59,9%	22 581	51,3%	20 537	77,4%	60,2%	49,1%	-30,0%	-9,1%
Acquisition avec amélioration	3 798	13,4%	6 738	15,1%	6 626	12,3%	4 102	9,3%	1 095	4,1%	77,4%	-1,7%	-38,1%	-73,3%
Acquisition seule	11 044	39,0%	16 315	36,5%	14 996	27,8%	17 318	39,4%	4 892	18,4%	47,7%	-8,1%	15,5%	-71,8%
Ensemble	28 352	100,0%	44 690	100,0%	53 888	100,0%	44 001	100,0%	26 524	100,0%	57,6%	20,6%	-18,3%	-39,7%

Détails des opérations et des zones des PTZ garantis par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

		2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11	Evolution 11/12
Neuf	Effectifs	13 510	21 637	32 266	22 581	20 537	60,2%	49,1%	-30,0%	-9,1%
	Coût moyen d'opération	149 275	154 970	161 490	164 355	168 487	3,8%	4,2%	1,8%	2,5%
	Prêt moyen	20 148	35 620	42 251	34 899	31 815	76,8%	18,6%	-17,4%	-8,8%
	Revenu mensuel moyen*	2 209	2 335	2 277	2 269	2 485	5,7%	-2,5%	-0,3%	9,5%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	3 798	6 738	6 626	4 102	1 095	77,4%	-1,7%	-38,1%	-73,3%
	Coût moyen d'opération	122 422	125 465	122 774	119 277	119 586	2,5%	-2,1%	-2,8%	0,3%
	Prêt moyen	14 308	13 975	14 320	14 159	14 473	-2,3%	2,5%	-1,1%	2,2%
	Revenu mensuel moyen*	1 910	2 057	1 961	2 056	2 148	7,7%	-4,7%	4,8%	4,5%
Acquisition seule	Effectifs	11 044	16 315	14 996	17 318	4 892	47,7%	-8,1%	15,5%	-71,8%
	Coût moyen d'opération	140 160	143 116	140 904	142 124	143 036	2,1%	-1,5%	0,9%	0,6%
	Prêt moyen	15 700	15 388	15 325	19 714	21 286	-2,0%	-0,4%	28,6%	8,0%
	Revenu mensuel moyen*	2 082	2 233	2 106	2 102	2 172	7,3%	-5,7%	-0,2%	3,3%
Ensemble	Effectifs	28 352	44 690	53 888	44 001	26 524	57,6%	20,6%	-18,3%	-39,7%
	Coût moyen d'opération	142 130	146 191	151 009	151 397	161 756	2,9%	3,3%	0,3%	6,8%
	Prêt moyen	17 633	24 971	31 323	26 989	29 157	41,6%	25,4%	-13,8%	8,0%
	Revenu mensuel moyen*	2 121	2 259	2 195	2 201	2 413	6,5%	-2,8%	0,3%	9,6%

Zone géographique

		2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11	Evolution 11/12
Zone A	Effectifs	3 300	5 882	5 982	4 894	2 788	78,2%	1,7%	-18,2%	-43,0%
	Coût moyen d'opération	168 055	171 739	180 680	186 223	199 354	2,2%	5,2%	3,1%	7,1%
	Prêt moyen	22 214	27 502	34 273	41 623	60 374	23,8%	24,6%	21,4%	45,0%
	Revenu mensuel moyen*	2 283	2 439	2 411	2 438	2 697	6,8%	-1,1%	1,1%	10,6%
Zone B1	Effectifs	4 274	7 716	9 196	8 204	5 356	80,5%	19,2%	-10,8%	-34,7%
	Coût moyen d'opération	148 390	152 404	157 535	160 042	172 664	2,7%	3,4%	1,6%	7,9%
	Prêt moyen	16 445	23 154	31 132	31 541	39 693	40,8%	34,5%	1,3%	25,8%
	Revenu mensuel moyen*	2 004	2 202	2 111	2 119	2 338	9,9%	-4,1%	0,4%	10,4%
Zone B2	Effectifs	5 173	8 529	11 116	8 949	4 630	64,9%	30,3%	-19,5%	-48,3%
	Coût moyen d'opération	136 928	141 082	147 701	145 218	158 988	3,0%	4,7%	-1,7%	9,5%
	Prêt moyen	16 535	24 825	32 431	25 220	25 958	50,1%	30,6%	-22,2%	2,9%
	Revenu mensuel moyen*	2 011	2 192	2 157	2 156	2 370	9,0%	-1,6%	-0,1%	10,0%
Zone C	Effectifs	15 605	22 563	27 594	21 954	13 750	44,6%	22,3%	-20,4%	-37,4%
	Coût moyen d'opération	136 754	139 503	143 922	143 334	151 455	2,0%	3,2%	-0,4%	5,7%
	Prêt moyen	17 354	24 987	30 301	22 747	19 800	44,0%	21,3%	-24,9%	-13,0%
	Revenu mensuel moyen*	2 141	2 246	2 186	2 200	2 417	4,9%	-2,7%	0,7%	9,8%
Ensemble	Effectifs	28 352	44 690	53 888	44 001	26 524	57,6%	20,6%	-18,3%	-39,7%
	Coût moyen d'opération	142 130	146 191	151 009	151 397	161 756	2,9%	3,3%	0,3%	6,8%
	Prêt moyen	17 633	24 971	31 323	26 989	29 157	41,6%	25,4%	-13,8%	8,0%
	Revenu mensuel moyen*	2 121	2 259	2 195	2 201	2 413	6,5%	-2,8%	0,3%	9,6%

NB: au sens du zonage de Robien

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2008 : 37%, 2009 : 38%, 2010 : 44%, 2011 : 36%, 2012 : 24%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Caractéristiques des opérations et des zones des PTZ garantis de la génération 2012

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

2012		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Zone A	Effectifs	1 943	28	817	2 788
	Coût moyen d'opération	211 192	179 867	172 977	199 354
	Prêt moyen	74 123	32 866	28 619	60 374
	Revenu mensuel moyen*	2 749	3 208	2 545	2 697
Zone B1	Effectifs	3 805	135	1 416	5 356
	Coût moyen d'opération	182 332	139 944	150 054	172 664
	Prêt moyen	46 558	20 509	23 077	39 693
	Revenu mensuel moyen*	2 374	2 309	2 252	2 338
Zone B2	Effectifs	3 364	230	1 036	4 630
	Coût moyen d'opération	170 372	120 375	130 633	158 988
	Prêt moyen	28 538	16 332	19 714	25 958
	Revenu mensuel moyen*	2 492	2 186	2 015	2 370
Zone C	Effectifs	11 425	702	1 623	13 750
	Coût moyen d'opération	156 778	113 076	130 538	151 455
	Prêt moyen	20 674	11 970	17 035	19 800
	Revenu mensuel moyen*	2 486	2 080	2 090	2 417
Ensemble	Effectifs	20 537	1 095	4 892	26 524
	Coût moyen d'opération	168 487	119 586	143 036	161 756
	Prêt moyen	31 815	14 473	21 286	29 157
	Revenu mensuel moyen*	2 485	2 148	2 172	2 413

NB: au sens du zonage de Robien

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 24%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 11 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'un PTZ garanti de la génération 2012

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en métropole)

2012		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	338	24	60	422
	Coût moyen d'opération	157 594	137 329	135 084	153 220
	Prêt moyen	21 884	14 422	15 538	20 558
	Revenu mensuel moyen*	2 729		2 609	2 707
Artisans, commerçants	Effectifs	509	38	171	718
	Coût moyen d'opération	176 411	120 881	157 419	168 938
	Prêt moyen	31 648	16 623	23 088	28 814
	Revenu mensuel moyen*	2 636	2 691	2 321	2 562
Cadres	Effectifs	1 058	48	355	1 461
	Coût moyen d'opération	201 454	159 629	176 401	193 865
	Prêt moyen	48 739	20 023	25 426	42 131
	Revenu mensuel moyen*	2 963	2 737	2 704	2 901
Prof. Intermédiaires	Effectifs	3 921	179	1 064	5 164
	Coût moyen d'opération	175 720	130 137	149 492	168 723
	Prêt moyen	33 998	16 037	22 469	31 000
	Revenu mensuel moyen*	2 580	2 395	2 223	2 505
Employés	Effectifs	6 371	286	1 585	8 242
	Coût moyen d'opération	169 099	118 601	139 582	161 633
	Prêt moyen	33 682	14 821	20 924	30 574
	Revenu mensuel moyen*	2 373	2 088	2 065	2 305
Ouvriers	Effectifs	7 835	479	1 428	9 742
	Coût moyen d'opération	160 841	113 210	134 751	154 654
	Prêt moyen	27 583	13 347	20 086	25 784
	Revenu mensuel moyen*	2 505	2 092	2 186	2 432
Retraités	Effectifs	114	8	62	184
	Coût moyen d'opération	148 479	76 112	123 183	136 883
	Prêt moyen	25 655	8 358	16 843	21 934
	Revenu mensuel moyen*	1 767	1 404	1 589	1 704
Inactifs	Effectifs	391	33	167	591
	Coût moyen d'opération	162 189	102 361	135 376	151 372
	Prêt moyen	29 102	10 303	20 516	25 626
	Revenu mensuel moyen*	2 161	1 609	2 041	2 088
Ensemble	Effectifs	20 537	1 095	4 892	26 524
	Coût moyen d'opération	168 487	119 586	143 036	161 756
	Prêt moyen	31 815	14 473	21 286	29 157
	Revenu mensuel moyen*	2 485	2 148	2 172	2 413

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 24%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 12 : Répartition des PTZG DOM par département et par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

	2008		2009		2010		2011		2012	
Guadeloupe	3	2,6%	5	3,5%	3	1,8%	6	2,1%	3	1,0%
Martinique	6	5,3%	18	12,5%	34	20,5%	48	16,7%	36	12,6%
Guyane	2	1,8%	2	1,4%	0	0,0%	6	2,1%	11	3,8%
Réunion	103	90,4%	119	82,6%	129	77,7%	227	79,1%	236	82,5%
Ensemble	114	100%	144	100%	166	100%	287	100%	286	100%

Répartition des PTZG DOM par type d'opération

		2008	2009	2010	2011	2012
Neuf	Effectifs	74	95	106	185	264
	Coût moyen	111 992	128 788	129 639	144 569	155 064
	Prêt moyen	25 918	36 682	36 693	45 327	49 926
	Revenu moyen*	2 057	2 232	2 245	2 176	2 284
Acquisition avec amélioration	Effectifs	5	7	9	16	5
	Coût moyen	n.s.	n.s.	n.s.	124 147	n.s.
	Prêt moyen	n.s.	n.s.	n.s.	24 271	n.s.
	Revenu moyen*	n.s.	n.s.	n.s.	2 594	n.s.
Acquisition seule	Effectifs	35	42	51	86	17
	Coût moyen	121 204	119 388	113 308	131 814	132 975
	Prêt moyen	26 061	22 271	21 859	24 007	24 605
	Revenu moyen*	2 168	22 271	2 129	2 035	2 319
Ensemble	Effectifs	114	144	166	287	286
	Coût moyen	113 366	124 638	122 503	139 729	153 122
	Prêt moyen	25 734	31 733	31 210	37 764	47 963
	Revenu moyen*	2 083	2 095	2 216	2 152	2 286

n.s. : non significatif

()Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite*

(% de déclaration en 2008 : 72%, 2009 : 70%, 2010 : 57%, 2011 : 46%, 2012 : 30%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 13 : Caractéristiques des bénéficiaires de PTZG DOM par génération

(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Taille du ménage

	2008	2009	2010	2011	2012
Personne seule	13 11,4%	26 18,1%	37 22,3%	46 16,0%	42 14,7%
2 personnes	23 20,2%	17 11,8%	20 12,0%	51 17,8%	65 22,7%
3 personnes	32 28,1%	33 22,9%	38 22,9%	83 28,9%	68 23,8%
4 personnes	29 25,4%	48 33,3%	51 30,7%	66 23,0%	75 26,2%
5 personnes	13 11,4%	15 10,4%	17 10,2%	33 11,5%	29 10,1%
6 personnes et plus	4 3,5%	5 3,5%	3 1,8%	8 2,8%	7 2,4%
Ensemble	114 100%	144 100%	166 100%	287 100%	286 100%
Taille moyenne	3,16	3,17	3,00	3,05	3,02

Situation familiale des emprunteurs

	2008	2009	2010	2011	2012
Marié	42 36,8%	60 41,7%	58 34,9%	115 40,1%	122 42,7%
Vivant maritalement	35 30,7%	30 20,8%	39 23,5%	71 24,7%	58 20,3%
Veuf	2 1,8%	0 0,0%	2 1,2%	1 0,3%	2 0,7%
Divorcé ou séparé	5 4,4%	9 6,3%	8 4,8%	20 7,0%	16 5,6%
Célibataire	30 26,3%	45 31,3%	59 35,5%	80 27,9%	88 30,8%
Ensemble	114 100%	144 100%	166 100%	287 100%	286 100%

CSP des emprunteurs

	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculteurs	1 0,9%	0 0,0%	1 0,6%	7 2,4%	4 1,4%
Artisans, commerçants	3 2,6%	9 6,3%	3 1,8%	12 4,2%	8 2,8%
Cadres	8 7,0%	8 5,6%	13 7,8%	26 9,1%	24 8,4%
Prof. Intermédiaires	33 28,9%	59 41,0%	45 27,1%	59 20,6%	87 30,4%
Employés	38 33,3%	37 25,7%	59 35,5%	129 44,9%	121 42,3%
Ouvriers	28 24,6%	26 18,1%	41 24,7%	49 17,1%	39 13,6%
Retraités	2 1,8%	0 0,0%	2 1,2%	4 1,4%	2 0,7%
Inactifs	1 0,9%	5 3,5%	2 1,2%	1 0,3%	1 0,3%
Ensemble	114 100%	144 100%	166 100%	287 100%	286 100%

Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un prêt PTZG depuis l'origine
(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Date	%APL Déclarés Bruts ¹	%APL Déclarés Filtrés ²	%APL Calculé ³
oct-95	39%	38%	48%
nov-95	34%	37%	50%
déc-95	35%	33%	42%
janv-96	38%	39%	43%
févr-96	40%	39%	43%
mars-96	40%	39%	43%
avr-96	43%	45%	41%
mai-96	44%	44%	42%
juin-96	46%	47%	42%
juil-96	45%	47%	43%
août-96	46%	48%	45%
sept-96	47%	48%	43%
oct-96	46%	47%	42%
nov-96	45%	44%	44%
déc-96	46%	43%	41%
janv-97	41%	41%	46%
févr-97	40%	41%	45%
mars-97	41%	41%	46%
avr-97	41%	41%	44%
mai-97	44%	44%	43%
juin-97	43%	45%	45%
juil-97	42%	45%	45%
août-97	43%	46%	46%
sept-97	43%	43%	45%
oct-97	44%	44%	48%
nov-97	41%	43%	47%
déc-97	42%	44%	45%
janv-98	43%	42%	49%
févr-98	42%	44%	50%
mars-98	43%	43%	49%
avr-98	42%	44%	48%
mai-98	40%	42%	48%
juin-98	43%	43%	49%
juil-98	45%	45%	50%
août-98	44%	45%	49%
sept-98	44%	42%	51%
oct-98	42%	41%	49%
nov-98	44%	43%	49%
déc-98	42%	42%	49%
janv-99	43%	43%	51%
févr-99	42%	39%	53%
mars-99	42%	40%	54%
avr-99	42%	39%	56%
mai-99	44%	41%	54%
juin-99	42%	40%	56%
juil-99	43%	42%	56%
août-99	43%	42%	54%
sept-99	43%	44%	51%
oct-99	42%	41%	50%
nov-99	41%	44%	49%
déc-99	42%	44%	46%
janv-00	41%	43%	51%
févr-00	41%	45%	52%
mars-00	40%	41%	50%
avr-00	40%	49%	50%
mai-00	42%	48%	51%
juin-00	40%	48%	50%
juil-00	40%	48%	50%
août-00	42%	47%	50%
sept-00	41%	51%	50%
oct-00	41%	47%	48%
nov-00	41%	47%	47%
déc-00	41%	45%	46%
janv-01	40%	46%	52%
févr-01	39%	44%	50%
mars-01	39%	44%	51%
avr-01	38%	46%	52%
mai-01	37%	44%	51%
juin-01	37%	46%	51%
juil-01	40%	43%	51%
août-01	36%	45%	51%
sept-01	39%	45%	50%
oct-01	38%	42%	52%
nov-01	36%	39%	49%
déc-01	35%	39%	45%
janv-02	37%	47%	49%

Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un prêt PTZG depuis l'origine
(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Date	%APL Déclarés Bruts ¹	%APL Déclarés Filtrés ²	%APL Calculé ³
févr-02	35%	39%	46%
mars-02	35%	43%	47%
avr-02	37%	45%	46%
mai-02	36%	46%	43%
juin-02	37%	47%	40%
juil-02	35%	47%	36%
août-02	34%	44%	35%
sept-02	36%	43%	31%
oct-02	36%	45%	32%
nov-02	37%	44%	32%
déc-02	38%	45%	32%
janv-03	38%	43%	34%
févr-03	37%	43%	33%
mars-03	38%	42%	35%
avr-03	37%	42%	36%
mai-03	37%	42%	36%
juin-03	39%	41%	33%
juil-03	40%	42%	34%
août-03	39%	43%	35%
sept-03	38%	43%	38%
oct-03	38%	46%	32%
nov-03	39%	46%	32%
déc-03	37%	44%	30%
janv-04	40%	42%	33%
févr-04	38%	40%	33%
mars-04	39%	41%	33%
avr-04	39%	40%	33%
mai-04	40%	48%	32%
juin-04	40%	43%	34%
juil-04	41%	43%	35%
août-04	38%	44%	33%
sept-04	37%	45%	36%
oct-04	38%	43%	33%
nov-04	39%	38%	33%
déc-04	39%	41%	33%
janv-05	40%	40%	34%
févr-05	36%	33%	34%
mars-05	29%	40%	36%
avr-05	29%	43%	34%
mai-05	33%	40%	35%
juin-05	32%	40%	36%
juil-05	33%	41%	35%
août-05	32%	44%	36%
sept-05	32%	43%	35%
oct-05	33%	43%	37%
nov-05	31%	46%	36%
déc-05	32%	38%	37%
janv-06	32%	40%	38%
févr-06	31%	44%	37%
mars-06	29%	37%	38%
avr-06	29%	43%	38%
mai-06	27%	41%	36%
juin-06	26%	40%	36%
juil-06	27%	34%	36%
août-06	29%	41%	36%
sept-06	27%	43%	36%
oct-06	27%	38%	36%
nov-06	30%	40%	38%
déc-06	34%	38%	31%
janv-07	27%	36%	37%
févr-07	29%	39%	41%
mars-07	33%	40%	43%
avr-07	38%	46%	44%
mai-07	41%	50%	38%
juin-07	40%	48%	33%
juil-07	40%	48%	31%
août-07	35%	42%	35%
sept-07	34%	44%	40%
oct-07	35%	41%	41%
nov-07	34%	39%	42%
déc-07	39%	26%	42%
janv-08	46%	38%	42%
févr-08	50%	47%	46%
mars-08	54%	56%	47%
avr-08	57%	60%	49%
mai-08	59%	61%	48%

Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'un prêt PTZG depuis l'origine
(déclarations arrêtées au 15/02/2013)

Date	%APL Déclarés Bruts ¹	%APL Déclarés Filtrés ²	%APL Calculé ³
juin-08	61%	43%	50%
juil-08	62%	42%	49%
août-08	58%	39%	49%
sept-08	61%	40%	48%
oct-08	58%	40%	45%
nov-08	59%	40%	44%
déc-08	56%	34%	39%
janv-09	59%	35%	34%
févr-09	66%	34%	33%
mars-09	65%	34%	35%
avr-09	63%	32%	36%
mai-09	61%	34%	37%
juin-09	61%	33%	37%
juil-09	59%	32%	38%
août-09	59%	33%	37%
sept-09	61%	34%	38%
oct-09	60%	29%	34%
nov-09	62%	31%	33%
déc-09	61%	29%	32%
janv-10	58%	33%	30%
févr-10	61%	34%	34%
mars-10	60%	35%	35%
avr-10	62%	37%	36%
mai-10	62%	33%	36%
juin-10	62%	38%	37%
juil-10	65%	35%	38%
août-10	63%	39%	38%
sept-10	65%	38%	34%
oct-10	65%	36%	33%
nov-10	64%	36%	33%
déc-10	66%	33%	32%
janv-11	63%	36%	35%
févr-11	64%	36%	34%
mars-11	65%	38%	38%
avr-11	64%	37%	40%
mai-11	59%	33%	41%
juin-11	61%	39%	43%
juil-11	60%	34%	42%
août-11	63%	40%	42%
sept-11	66%	45%	42%
oct-11	63%	43%	44%
nov-11	58%	35%	42%
déc-11	60%	33%	45%
janv-12	59%	34%	43%
févr-12	55%	28%	40%
mars-12	57%	30%	37%
avr-12	56%	28%	38%
mai-12	58%	29%	37%
juin-12	56%	32%	38%
juil-12	53%	33%	36%
août-12	54%	30%	36%
sept-12	55%	33%	34%
oct-12	55%	29%	37%
nov-12	60%	34%	33%
déc-12	63%	34%	34%
janv-13	62%	32%	30%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit

2-Déclarations brutes filtrées des valeurs aberrantes : pourcentage de présomption d'éligibilité supérieur à 90% et inférieur à 20%

3-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

**Annexe 13 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis
de la génération 2012**

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en France entière)

	Effectifs	Montant prêté (M€)	%
Banques Populaires (BPCE)	76	1,3	13,3%
Caisses d'Epargne (BPCE)	0	0,0	0,0%
Crédit Foncier de France	339	6,0	62,8%
Groupe BPCE	415	7,3	76,1%
Crédit Agricole	135	2,3	23,9%
LCL	0	0,0	0,0%
Groupe Crédit Agricole LCL	135	2,3	23,9%
Crédit Mutuel	0	0,0	0,0%
CIC	0	0,0	0,0%
Groupe Crédit Mutuel CIC	0	0,0	0,0%
BNP/PARIBAS	0	0,0	0,0%
BNP Paribas Personal Finance	0	0,0	0,0%
Groupe BNP	0	0,0	0,0%
Crédit Immobilier de France	0	0,0	0,0%
Société Générale	0	0,0	0,0%
Ensemble	550	9,5	100%

Annexe 16 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des

Eco-prêts garantis de la génération 2012

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en France entière)

2012		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Zone A	Effectifs	25	11	4	0	40 (7.6%)
	Montant moyen prêté	16 630	25 772	n.s	n.s	19 875
	Coût moyen des travaux	17 879	27 125	n.s	n.s	21 027
	Durée moyenne du prêt	111	147	n.s	n.s	123
Zone B1	Effectifs	53	9	1	1	64 (12.2%)
	Montant moyen prêté	14 543	21 520	n.s	9 500	15 677
	Coût moyen des travaux	15 678	22 211	n.s	9 500	16 714
	Durée moyenne du prêt	107	133	n.s	120	112
Zone B2	Effectifs	73	22	1	2	98 (18.7%)
	Montant moyen prêté	15 590	24 062	n.s	n.s	17 460
	Coût moyen des travaux	16 246	25 886	n.s	n.s	18 358
	Durée moyenne du prêt	111	147	n.s	n.s	123
Zone C	Effectifs	203	96	3	21	323 (61.5%)
	Montant moyen prêté	15 171	23 049	n.s	8 115	17 143
	Coût moyen des travaux	16 721	26 635	n.s	9 581	19 283
	Durée moyenne du prêt	114	131	n.s	91	118
Ensemble*	Effectifs	354	138	9	24	525
	Montant moyen prêté	15 267	23 328	n.s	8 080	17 231
	Coût moyen des travaux	16 549	26 266	n.s	9 363	18 930
	Durée moyenne du prêt	113	135	n.s	95	119

n.s. : non significatif

NB: au sens du zonage de Robien

()Effectif exploitable 525 sur 550*

Type de travaux

Bouquet 2 actions	354	67,4%
Bouquets 3 actions ou plus	138	26,3%
Performance globale	9	1,7%
Assainissement	24	4,6%

Ensemble*	525	100%
------------------	------------	-------------

Annexe 17 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs

bénéficiaire d'un Eco-prêt garanti de la génération 2012

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en France entière)

2012		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	15	9	0	4	28
	Montant moyen prêté	16 569	19 785	n.s	n.s	16 297
	Coût moyen des travaux	20 431	24 433	n.s	10 661	20 321
	Durée moyenne du prêt	104	140	n.s	69	111
Artisans, commerçants	Effectifs	9	9	0	1	19
	Montant moyen prêté	16 271	24 672	0	n.s	19 894
	Coût moyen des travaux	16 796	29 987	0	n.s	22 660
	Durée moyenne du prêt	108	133	0	n.s	121
Cadres	Effectifs	33	18	4	0	55
	Montant moyen prêté	15 594	25 963	n.s	n.s	19 741
	Coût moyen des travaux	16 163	29 041	n.s	n.s	21 090
	Durée moyenne du prêt	115	133	n.s	n.s	124
Prof. Intermédiaires	Effectifs	55	23	1	2	81
	Montant moyen prêté	15 066	21 746	30 000	n.s	16 989
	Coût moyen des travaux	17 725	23 377	31 799	n.s	19 279
	Durée moyenne du prêt	117	139	180	n.s	124
Employés	Effectifs	66	35	1	5	107
	Montant moyen prêté	14 111	22 322	n.s	6 806	16 604
	Coût moyen des travaux	14 959	24 420	n.s	6 806	17 814
	Durée moyenne du prêt	114	131	n.s	115	120
Ouvriers	Effectifs	87	22	2	4	115
	Montant moyen prêté	15 710	24 416	n.s	9 122	17 196
	Coût moyen des travaux	16 472	26 266	n.s	10 821	18 185
	Durée moyenne du prêt	119	150	n.s	120	125
Retraités	Effectifs	83	14	1	7	105
	Montant moyen prêté	15 355	24 536	n.s	8 131	16 218
	Coût moyen des travaux	16 422	27 757	n.s	9 187	17 562
	Durée moyenne du prêt	105	118	n.s	74	105
Inactifs	Effectifs	6	8	0	1	15
	Montant moyen prêté	15 596	23 716	n.s	n.s	19 554
	Coût moyen des travaux	18 149	31 674	n.s	n.s	25 064
	Durée moyenne du prêt	110	135	n.s	n.s	120
Ensemble*	Effectifs	354	138	9	24	525
	Montant moyen prêté	15 267	23 328	n.s	8 080	17 231
	Coût moyen des travaux	16 549	26 266	n.s	9 363	18 930
	Durée moyenne du prêt	113	135	n.s	95	119

n.s. : non significatif

(*)Effectif exploitable 525 sur 550

**Annexe 18 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques
des Eco-prêts garantis de la génération 2012**

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en France entière)

2012		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
H1a	Effectifs	108	27	4	3	142
	Montant moyen prêté	15 630	26 137	23 934	7 900	17 698
	Coût moyen des travaux	16 112	28 303	23 934	8 258	18 485
	Durée moyenne du prêt	113	140	135	120	119
H1b	Effectifs	19	9	0	0	28
	Montant moyen prêté	17 290	26 130	0	n.s	20 131
	Coût moyen des travaux	19 516	29 051	0	n.s	22 581
	Durée moyenne du prêt	117	133	0	n.s	123
H1c	Effectifs	40	23	0	3	66
	Montant moyen prêté	16 038	22 633	n.s	7 180	17 934
	Coût moyen des travaux	17 934	26 822	n.s	7 538	20 559
	Durée moyenne du prêt	116	133	n.s	76	120
H2a	Effectifs	27	18	1	1	47
	Montant moyen prêté	14 935	20 163	n.s	4 226	16 735
	Coût moyen des travaux	17 488	22 802	n.s	8 452	19 302
	Durée moyenne du prêt	113	133	n.s	120	122
H2b	Effectifs	44	14	4	4	66
	Montant moyen prêté	15 586	27 211	n.s	8 558	18 455
	Coût moyen des travaux	16 185	33 563	n.s	8 992	20 255
	Durée moyenne du prêt	115	144	n.s	96	124
H2c	Effectifs	78	35	0	12	125
	Montant moyen prêté	14 508	21 436	n.s	8 395	15 861
	Coût moyen des travaux	15 971	23 514	n.s	10 284	17 537
	Durée moyenne du prêt	111	133	n.s	88	115
H2d	Effectifs	21	3	0	1	25
	Montant moyen prêté	13 839	28 810	0	n.s	15 462
	Coût moyen des travaux	17 056	33 872	0	n.s	18 771
	Durée moyenne du prêt	107	120	0	n.s	109
H3	Effectifs	17	9	0	0	26
	Montant moyen prêté	13 825	n.s	0	0	15 856
	Coût moyen des travaux	14 222	n.s	0	0	16 115
	Durée moyenne du prêt	109	n.s	0	0	118
Ensemble*	Effectifs	354	138	9	24	525
	Montant moyen prêté	15 267	23 328	n.s	8 080	17 231
	Coût moyen des travaux	16 549	26 266	n.s	9 363	18 930
	Durée moyenne du prêt	113	135	n.s	95	119

n.s. : non significatif

(*)Effectif exploitable 525 sur 550

**Annexe 19 : Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement
des Eco-prêts garantis de la génération 2012**

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en France entière)

2012		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Avant 1949	Effectifs	95	56	0	8	159
	Montant moyen prêté	15 842	22 454	0	8 516	17 802
	Coût moyen des travaux	18 238	26 614	0	10 321	20 790
	Durée moyenne du prêt	112	132	0	78	117
Entre 1949 et 1974	Effectifs	107	49	4	10	170
	Montant moyen prêté	14 965	23 522	n.s	7 781	17 134
	Coût moyen des travaux	15 808	25 381	n.s	9 066	18 277
	Durée moyenne du prêt	113	137	n.s	108	120
Entre 1975 et 1989	Effectifs	152	33	5	6	196
	Montant moyen prêté	15 119	24 523	n.s	7 999	16 852
	Coût moyen des travaux	16 014	26 990	n.s	8 582	17 989
	Durée moyenne du prêt	113	140	n.s	94	119
Ensemble*	Effectifs	354	138	9	24	525
	Montant moyen prêté	15 267	23 328	n.s	8 080	17 231
	Coût moyen des travaux	16 549	26 266	n.s	9 363	18 930
	Durée moyenne du prêt	113	135	n.s	95	119

n.s. : non significatif

()Effectif exploitable 525 sur 550*

**Annexe 20 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement
et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2012**

(déclarations arrêtées au 15/02/2013 en France entière)

2012			Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Nature du logement	Maison individuelle	Effectifs	339	130	8	24	501
		Montant moyen prêté	15 418	23 687	n.s	8 080	17 408
		Coût moyen des travaux	16 709	26 293	n.s	9 363	19 023
		Durée moyenne du prêt	113	136	n.s	95	119
	Appartement	Effectifs	15	8	1	0	24
		Montant moyen prêté	11 836	17 490	n.s	0	13 536
		Coût moyen des travaux	12 932	25 834	n.s	0	17 003
		Durée moyenne du prêt	100	128	n.s	0	110
Occupation du logement	Par le propriétaire	Effectifs	343	125	9	24	501
		Montant moyen prêté	15 252	23 461	n.s	8 080	17 140
		Coût moyen des travaux	16 246	26 529	n.s	9 363	18 650
		Durée moyenne du prêt	113	136	n.s	95	119
	En location	Effectifs	5	7	0	0	12
		Montant moyen prêté	12 073	23 437	0	0	18 702
		Coût moyen des travaux	14 568	26 410	0	0	21 476
		Durée moyenne du prêt	96	120	0	0	110
	Mis à disposition gratuitement	Effectifs	6	4	0	0	10
		Montant moyen prêté	18 734	19 551	0	n.s	19 060
		Coût moyen des travaux	35 519	19 629	0	n.s	29 163
		Durée moyenne du prêt	124	135	0	n.s	128
	Vacant	Effectifs	0	2	0	0	2
		Montant moyen prêté	n.s	n.s	0	0	22 151
		Coût moyen des travaux	n.s	n.s	0	0	22 630
		Durée moyenne du prêt	n.s	n.s	0	0	120
Commanditaire des travaux	Bénéficiaire	Effectifs	352	135	8	24	519
		Montant moyen prêté	15 306	23 619	n.s	8 080	17 325
		Coût moyen des travaux	16 595	26 538	n.s	9 363	19 022
		Durée moyenne du prêt	113	135	n.s	95	119
	Copropriété	Effectifs	1	1	0	0	2
		Montant moyen prêté	n.s	n.s	0	0	n.s
		Coût moyen des travaux	n.s	n.s	0	0	n.s
		Durée moyenne du prêt	n.s	n.s	0	0	n.s
	Bénéficiaire et copropriété	Effectifs	1	2	1	0	4
		Montant moyen prêté	11 392	n.s	7 403	0	11 124
		Coût moyen des travaux	11 392	n.s	7 403	0	11 202
		Durée moyenne du prêt	120	n.s	120	0	135
Ensemble*		Effectifs	354	138	9	24	525
		Montant moyen prêté	15 267	23 328	n.s	8 080	17 231
		Coût moyen des travaux	16 549	26 266	n.s	9 363	18 930
		Durée moyenne du prêt	113	135	n.s	95	119

n.s. : non significatif

(*)Effectif exploitable 525 sur 550